

De lourdes sanctions pour les chauffards  
**LE NOUVEAU CODE DE LA ROUTE**  
**ENTRE EN VIGUEUR** P. 5

Djoudi revient sur la loi  
de finances complémentaire  
Sociétés étrangères  
d'importation : pas d'effet  
rétroactif P. 2

**Le Quotidien**  
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

*L'Actualité*  
P. 7 à 15  
*Autrement Vue*

## LE MOIS DE TOUS LES ÉCARTS

FAROUK ZAH



## POUR MAÎTRISER LE MARCHÉ, IL FAUT D'ABORD... Y ALLER

AMARA KHALDI

# UN ÉTÉ POUSSIÉREUX ET CONFUS

ABED CHAREF



L'abus de  
la détention  
provisoire,  
l'erreur  
judiciaire:  
un complexe  
infern

DRISS REFFAS

## Cheikhs, chèques, chic

AHMED SAÏFI BENZIANE



Pleure,  
ô femme  
mal-aimée

BOUDAUD  
MOHAMED

Un seul  
héros,  
le harrag

AKRAM BELKAÏD



## DIX QUESTIONS À L'UGTA

ABDERRAHMANE MEHTOUL



## COUP DE TONNERRE GOUVERNEMENTAL EN PLEIN ÉTÉ

PIERRE MORVILLE

## LE BATEAU IVRE

ABDOU B.



Ah, que le capitalisme  
se vend bien !

MICHEL ROCARD

Ancien Premier ministre français et ancien  
dirigeant du Parti socialiste, est membre  
du Parlement européen



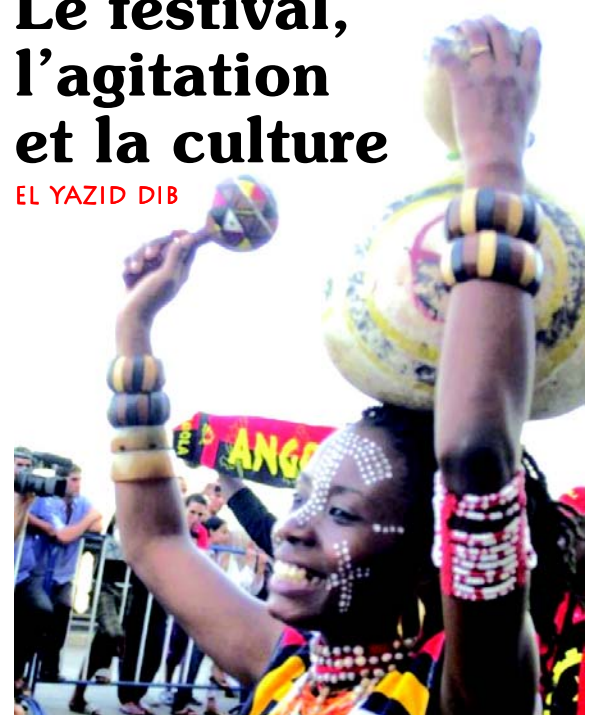
Stimuler l'économie  
ou périr

JOSEPH E. STIGLITZ

Professeur d'économie  
à l'université de Columbia

## Le festival, l'agitation et la culture

EL YAZID DIB





Djoudi revient sur la loi  
de finances complémentaire

## Sociétés étrangères d'importation : pas d'effet rétroactif

«Les représentants légaux ont la faculté, dans le cadre de leurs prérogatives statutaires, d'habiliter un employé de la société à l'effet d'accomplir les formalités bancaires et de contrôle de la conformité des produits aux frontières inhérentes à ces opérations», a affirmé le ministre des Finances au sujet de l'exigence de la procuration pour dédouaner les marchandises importées.

Ghania Oukazi

C'est la seule nouveauté apportée par les explications de Karim Djoudi des dispositions de la loi de finances complémentaire pour 2009. «Beaucoup de registres de commerce sont délivrés à des personnes mais sont gérés par d'autres. Il s'en est suivi des conflits alarmants, où malheureusement se sont développées des pratiques frauduleuses sur des opérations d'importation par l'utilisation des registres de commerce et la démultiplication de procurations», rappelle le ministre des Finances. Il explique ainsi que la mesure de suppression de la procuration concerne «les sociétés qui importent pour lesquelles la présence du titulaire du registre de commerce ou du gérant de la société importatrice est exigée pour l'accomplissement des formalités bancaires afférentes à l'activité d'importation et de contrôle aux frontières». Ceci pour répondre, dit-il, «aux pratiques frauduleuses sur des opérations d'importation par l'utilisation des registres de commerce et la démultiplication de procurations».

Le ministre précise que «ces employés (délégues par les sociétés) doivent être déclarés auprès de la CNAS et régulièrement auprès de la direction du commerce de la wilaya territorialement compétente».

Karim Djoudi a aussi mis fin aux spéculations relatives à la rétroactivité de l'article 54 de la LFC. «Concernant les sociétés d'importation, la décision a été prise au titre de la LFC pour qu'aucune disposition produite à l'avenir ne soit à caractère rétroactif. Donc, la disposition de l'incorporation à hauteur de 30% des partenaires algériens ne prend effet qu'à partir de la promulgation de la LFC pour 2009», a-t-il affirmé.

Le ministre des Finances justifie les nouvelles dispositions de la LFC pour 2009 par le souci du gouvernement «d'orienter les investissements directs étrangers vers le développement de niches d'exportation variées ou de substitution à l'importation, plutôt que de capter des bénéfices issus des opérations du commerce extérieur».

Il s'est exprimé à ce sujet, hier, sur le fil de l'APS, indiquant que ces dispositions ont été prises en sus de celles visant «la mise à niveau du système productif local pour améliorer sa compétitivité. (...) Le tout est pour inverser l'ordre des avantages qui ont été accordés jusque-là au commerce extérieur au détriment de la production. Le ministre avait, en introduction de son interview, rappelé le contexte dans lequel ont été prises ces décisions. Contexte qu'il dit «caractérisé par une évolution défavorable d'un certain nombre d'indicateurs financiers, d'une part, atténuée heureusement par le maintien de fondamentaux économiques qui restent solides, d'autre part».

Le ministre fait savoir que «nos reve-

nus à l'exportation, par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2008, ont diminué de moitié. Par contre, nos importations ont été stabilisées à 19 milliards de dollars grâce aux mesures engagées par les lois de finances précédentes». La balance commerciale nationale est, selon lui, ainsi excédentaire «d'un peu plus d'un milliard de dollars contre 20 sur le 1<sup>er</sup> semestre de 2008. Les réserves de changes se sont stabilisées pour, dit-il, «correspondre à quatre années d'importation. Au plan budgétaire, les recettes fiscales pétrolières ont connu une baisse sensible, soit 50%». Il estime que «malgré cela, l'Etat a pu stabiliser le Fonds de régulation des recettes à un niveau de 4.280 milliards de dinars. La croissance projetée pour l'exercice 2009 est estimée à 4% avec une croissance hors hydrocarbures de 6,4%. L'inflation, malgré la poussée constatée en début d'année, enregistre une baisse et devrait se stabiliser autour de 4%». Entre autres indicateurs aussi, un fonds de régulation des recettes qui représente 40% du produit intérieur brut et une dette interne qui s'établit à moins de 730 milliards de dinars. Le cadrage macro de la LFC s'appuie, selon le ministre, sur un baril à 37 dollars, une parité d'un dollar contre 72 dinars, (intégrant donc une dépréciation du dinar), des importations en baisse de 5% par rapport à 2009 pour les porter à 37,5 milliards avant la fin de l'exercice. La loi inscrit des dépenses en croissance, celles de fonctionnement qui augmentent de 3,9%, c'est-à-dire un peu plus de 2.700 milliards de dinars et des dépenses d'équipements de +8,3%, soit 2.800 milliards de dinars.

### «MORALISER ET ASSAINIR LES PRATIQUES DE COMMERCE EXTÉRIEUR»

L'enjeu premier de la LFC est, selon lui, «de diversifier les sources de revenus internes et externes, compte tenu que 97% de nos recettes d'exportation et 70% de celles fiscales proviennent des hydrocarbures».

L'autre enjeu majeur concerne, indique-t-il, l'emploi. «L'Etat ne peut plus être l'unique pourvoyeur de ces emplois et il devient indispensable que la sphère de production privée y soit associée», dit-il, en notant que ces créations d'emplois doivent être des postes d'emplois structurels et non conjoncturels dans un marché mieux organisé et offrant plus d'opportunités». Djoudi pense que «laisser l'économie évoluer sur son régime actuel sans mettre en avant le primat de la production ne peut qu'emballer les demandes de dépenses d'importation auxquelles il sera difficile de faire face à terme, faute d'une disponibilité des dollars en 2008». C'est ainsi qu'il justifie l'instauration d'une taxe de 3% par le fait de «réguler ces importations de services et de donner un



## ANALYSE

Kharroubi Habib

**L**a vague provoquée dans le monde des affaires et de l'économie par les dispositions de la loi de finances complémentaire n'a pas peu pour effet de sortir de sa léthargie le marigot de la politique. Excepté celle du président du MSP Aboudjerra Soltani, aucune réaction ne s'est élevée dans ce milieu au sujet de ces mesures controversées et qui font polémique.

Comme si la cause à l'origine de l'effervescence était de peu d'importance et ne mérite pas que les partis s'impliquent dans le débat. Même Louiza Hanoune, la volubile porte-parole du PT, si prompt habituellement à prendre position sur les questions d'économie, s'est portée aux abonnés absents alors qu'il aurait été intéressant de connaître son jugement sur ces mesures dont elle ne désapprouve certainement pas la logique qui les sous-tend.

La trêve estivale n'explique pas à elle seule l'atonie dont est frappé le monde politique. Le mal est plus profond qui paralyse les partis de notre échiquier politique. Tous ou presque se débattent dans des guerres de clocher qui leur font remiser au placard des préoccupations secondaires, les questions et problèmes qui agitent la société. Les quelques événements dont des partis ont été les théâtres ces derniers temps ont été justement ceux qui ont trait à leur dissensions internes sur fond de bataille pour le leadership et le contrôle de leurs appareils.

Jamais la scène politique nationale n'a été aussi plate qu'elle l'est aujourd'hui après l'élection

### Chut ! La classe politique dort

présidentielle d'avril. Tout se passe dans ce milieu comme si ses acteurs ont tiré la conséquence des résultats de celle-ci qu'il n'existerait plus d'enjeux et de causes politiques et sociétales valant la peine d'un engagement activiste.

Le pouvoir ne peut qu'être satisfait de la déliquescence qui ronge inexorablement le monde politique. L'état des lieux de celui-ci étaye sa détermination à procéder à la recomposition du multipartisme. Opération dont il ne fait pas mystère et qu'il se chargera de faire aboutir par la refonte de la loi sur les partis et la seconde révision de la Constitution, dont les projets sont fin prêts dans ses tiroirs.

Ce pouvoir est pour beaucoup dans la neutralisation du champ politique qu'il a miné par ruses et manœuvres. Mais il faut reconnaître que la médiocrité ambiante de celui-ci lui a largement facilité la tâche. Le spectacle de désert qu'offre notre scène politique est inquiétant pour le projet démocratique que caresse la majorité des citoyens. Seul et sans contre-pouvoirs susceptibles de brider son penchant autocratique et liberticide, le pouvoir est plus libre que jamais de donner libre cours à celui-ci. Il y a longtemps que les citoyens ne se font eux plus d'illusion sur les partis qui sont censés être investis de leur représentation et de la fonction de médiation entre ce pouvoir et la société.

Ce qui rend l'impasse politique dans laquelle est le pays encore plus délicate, car susceptible de déboucher sur les plus dangereuses dérives.

avantage comparatif à la réalisation de ces services sur place».

Il estime, par ailleurs, que la nécessité de la moralisation et de la régulation des opérations de commerce extérieur nécessitait l'obligation d'une domiciliation bancaire préalable à la réalisation de toute opération d'importation et de tout règlement financier ainsi que de tout dédouanement à l'effet d'éviter de mettre dans des situations de contraintes fortes et de fait accompli notre économie». De même qu'à ses yeux, l'assainissement des pratiques du commerce extérieur et de leur moralisation a obligé à «instaurer la règle de la présence obligatoire des personnes immatriculées au registre de commerce au titre des opérations d'importation ou de contrôle aux frontières de la conformité des produits importés».

Le ministre brandit le principe de la réciprocité pour conforter le choix du gouvernement des décisions prises à l'égard des exportateurs étrangers. Il précise par ailleurs qu'il est désormais fait obligation aux opérateurs de payer leurs importations au moyen «du seul crédit documentaire». Et, affirme-t-il, «les sociétés d'importation doivent, à partir de la promulgation de cette ordonnance, faire participer un partenaire algérien à hauteur de 30%». Il rappelle que «les mesures de soutien à l'activité économique concernent aussi la

mise en place de conditions favorables à la constitution de grands pôles économiques». Au cas où les activités exercées par les sociétés membres du groupe relèvent de taux différents de l'IBS, le bénéfice résultant de la consolidation, explique-t-il, est soumis à l'impôt au taux de 19%, dans le cas où le chiffre d'affaires relevant de ce taux est prépondérant.

### «FAVORISER À TERME L'INSTALLATION DE L'INVESTISSEMENT»

Dans le cas contraire, la consolidation des bénéfices est autorisée par catégorie de chiffres d'affaires».

Son autre rappel, l'instauration et l'augmentation des taxes sur les véhicules au-delà de 2500 cm<sup>3</sup>, «qui correspondent à des véhicules de haut standing et des engins de travaux publics». Des taxes pour alimenter, dit-il, le fonds pour le développement des transports publics, avec pour mission de soutenir les prix des tickets mais également réguler l'importation des véhicules pour favoriser à terme l'installation de l'investissement en Algérie». Objectif qui vise donc, selon lui, «la sauvegarde de l'économie algérienne, la création d'un avantage relatif à l'investissement en Algérie par rapport à des opérations d'importation».

Djoudi note que «ce dispositif vient

en accompagnement des actions de partenariat qui sont en voie de concrétisation sur les différents segments de produits identifiés dans le cadre de cette taxe et de celle de 2008». Obligation faite «bien évidemment aux investisseurs qui bénéficient d'exonération ou de réductions fiscales et parafiscales (...) de réinvestir la part des bénéfices correspondant à ces exonérations». La loi introduit, selon lui, «le principe d'une forte différenciation entre le produit réalisé en Algérie et le produit importé». Ainsi, la limitation du bénéfice de la franchise de la taxe sur la valeur ajoutée aux seules acquisitions algériennes pourrait-elle être consentie «lorsqu'il est dûment établi l'absence d'une production locale similaire».

Le Conseil national de l'investissement est doté, selon lui, d'un pouvoir complémentaire en termes de prérogatives pour accorder des exemptions et des réductions de droits d'impôts et taxes. Obligation est aussi faite aux investisseurs étrangers «de dégager une balance devise excédentaire durant toute la vie du projet et de se financer en dehors de leur capital par recours au marché domestique».

Le marché algérien est dit aujourd'hui «un marché attractif à tout point de vue, disposant de liquidités et porteur d'une forte demande dans un contexte international de déprime globale».

Tirage du N°4464  
168.252 exemp.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 148.156.200,00 DA

**Président**  
Directeur Général  
**Directeur**  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction centrale**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.32.63.09  
32.72.78 / 32.91.34  
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

**Fax Pub:** 041.32.69.06  
**Fax et Rédaction**  
041.32.51.36 / 32.69.06

**Imp. : Oran** : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger** : SIMPRAL  
**Constantine** : S.I.E.  
**Quargla** : S.I.A.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
**E-mail** : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Rédaction Algéroise** Tél. : 021.74.96.39 - Fax : 021.74.71.57  
**Rédaction Constantinoise** Tél. : 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80

**Diffusion :** **Quest:** SEDOR Tél. : 041.41.94.31/41.65.31  
**Centre:** SEDOR - **Est:** SO.DI. PRESSE - **Sud:** TDS



Loi de finances complémentaire

## Louh répond aux patrons

*Le ministre du Travail et de l'Emploi Tayeb Louh a choisi la SNVI pour répondre aux interrogations qu'a suscitées la loi de finances complémentaire particulièrement au sein des organisations patronales.*

**Salah-Eddine K.**

«J'ai choisi ce lieu symbolique afin d'apporter le soutien du gouvernement à l'encouragement de la production et de l'investissement national» dans le nouveau cadre de la politique économique, a déclaré le ministre, avant de répondre aux critiques qui fusent de toutes parts sur la loi de finances complémentaire 2009.

Tayeb Louh dira d'abord que les mesures économiques contenues dans la LFC viennent consacrer la production et l'investissement national, la lutte contre la contrefaçon et consacre un développement de l'économie nationale basé sur l'investissement et non sur l'importation. Le patronat, ajoute-t-il, «doit reconnaître que la facture des importations a connu une fulgurante augmentation jusqu'à atteindre les 40 milliards de dollars en ce premier semestre». Devant une telle situation, Louh dira, «le gouvernement ne pouvait que prendre de telles décisions en faveur de l'économie nationale».

Le ministre ajoutera que la politique de création d'emplois et de lutte contre le chômage ne peuvent aboutir dans des conditions où notre économie ne fonctionne que par l'importation, faisant le bonheur des pays exportateurs de ces produits. «On ne peut continuer dans une telle démarche avec un volume aussi élevé des importations». Ces mesures ont été prises, a-t-il dit, également pour qu'il y ait de l'investissement dans notre pays. Le ministre rappellera que la loi de finances complémentaire a instauré des mesures pour la promotion de l'emploi. Il s'agit de l'extension de l'exonération d'imposition de 3 à 5 ans pour ce qui est des PME employant 5 personnes. Idem pour l'investissement direct étranger (IDE), les entreprises installées dans ce cadre qui emploieront 100 ouvriers verront leurs délais d'exonération d'impôts passer de 3 ans à 5 ans. Pour ce qui est de la caisse de garantie des investissements, les banques, a-t-il dit, ne peuvent prétexter le risque d'insolvabilité pour les projets de création d'entreprises dans le cadre de l'ANSEJ ou de la CNAC dès lors que le capital de cette caisse a été augmenté de 20 milliards de DA à 40 milliards DA.

Au chapitre de la production nationale du médicament, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale annoncera que de nouvelles mesures seront prises dans les quelques semaines à venir en ce qui

concerne le secteur. Parmi les plus importantes mesures, le ministre évoquera l'élargissement de la liste de médicaments remboursables. D'autres produits (médicamenteux) seront soumis au prix référentiel des génériques «pas besoin d'importation au détriment de l'investissement», a-t-il soutenu.

**PENSION DE RETRAITE: AUGMENTATION DE 5 %**

Au sujet des retraites, le ministre indiquera que cette année, les retraités verront leur pension de retraite revalorisée de 5%. Ces derniers percevront leur pension avec effet rétroactif des 4 derniers mois jusqu'à septembre prochain.

Louh, qui s'est attardé sur l'amélioration des conditions des retraités, plaidera pour que les retraités soient pris efficacement en charge. Il indique que son département lancera une étude qui consiste à améliorer les pensions des retraités dont les charges sont jugées importantes (enfants et parents dans le besoin) par d'autres suppléments.

Pour le moment, cela reste au stade du projet mais selon Louh, il est envisageable que ce projet prenne forme.

Louh semble, par ailleurs, satisfait que la majorité des retraités souffrant de maladies chroniques bénéficient de la carte du tiers payant. Au sujet de la contractualisation, l'expérience lancée dans la wilaya de Annaba, a-t-il dit, a donné satisfaction et elle sera généralisée à toutes les wilayas du pays.

**PLAN DE REDRESSEMENT POUR LA SNVI**

Le PDG de la SNVI Mokhtar Chahboub a indiqué, hier, que le plan de redressement de l'entreprise a été accepté par le conseil de participation de l'Etat (CPE). Avant la fin de l'année, a-t-il dit, l'entreprise sera dotée d'un fonds de roulement et d'un fonds d'investissement.

En outre, cette entreprise, qui emploie plus de 6.700 travailleurs, aura besoin de 2.000 employés en génie mécanique à recruter d'ici 2014. Une école nationale supérieure de technologie ouvrira ses portes en octobre prochain où 200 nouveaux bacheliers poursuivront des études en mécanique et en management. Cette école sera créée par le ministère de l'Enseignement supérieur en partenariat avec le Conservatoire national des arts et métiers de Paris, a indiqué la responsable des ressources humaines de l'entreprise, Nadia Taki.



Ph.: Arch.

**Raïna Raïkoun**

El Houari-Dilmi

**E**ncore heureux comme dirait l'autre que le commun des Algériens n'est pas assez savant pour résonner de travers. Ni assez philosophe pour apprendre à mourir avec un (sou) rire jaune en pendentif. A rebours de cette vérité toute simple, il y a ceux haut juchés sur les balcons. Les yeux clos et les oreilles bouchées, ils sont chargés de gérer le quotidien en noir et blanc de l'Algérien lambda. Dans leur génie (trans) humain, ils continuent de tirer des plans sur la comète, en finissant toujours par poser un cautère sur une jambe de bois.

Plusieurs étages plus bas, chez le peuple profond, l'on est toujours au point zéphirus, à s'interroger si un Algérien de Temda ou Oum T'boul n'est pas simplement un homme qui ne veut plus regarder nulle part, y compris dans son propre miroir «brisé». S'il faut se sustenter pour remplir son «vicariat» sur terre ou simplement entrer par un bout pour en sortir édenté par l'autre. S'il faut travailler ou aller au travail. S'il faut s'instruire ou se rendre simplement à l'école du coin... de la rue. S'il faut respecter la loi ou la contourner par derrière son bon dos. Sous nos

**Le (sous) développement par l'absurde**

latitudes ennuagées, l'exploit (sur) humain est encore à trouver le moyen de ne pas perdre la face... face à une poche (dé) vidée et un moral à plat. A part les «projets du siècle» que sont l'autoroute reliant le pays par ses

deux bouts, le métro algérien, meilleur que celui du Nouveau Monde ou encore la Grande Mosquée d'Alger, l'Algérien de l'arrière-pays profond continue à lire dans la paume de sa main pour prédire la couleur des lendemains qui donnent la pétoche.

Pour se prémunir contre la douleur des gifles cinglantes assénées par la crise économique, la nôtre et celle des autres, les banques ont décidé de ne plus distribuer de sous. Pour faire face aux coups de boutoir de la vie, l'Algérien de la rue a décidé de travailler encore moins qu'il a la douillette habitude de le faire pour compenser sa force... de travail, perdue faute de pain frais. Pour les sans-le-pain, l'occasion «inespérée» du mois de toutes les privations leur donnera le soulagement sentiment de ressembler aux autres, à tous les autres... Aussi vrai que toujours tirer la couverture vers soi revient à arracher un morceau de peau à un scalpeur ensommeillé...

## Le PT satisfait et veut plus...

**Z. Mehdaoui**

Le Parti des travailleurs (PT) est «globalement» satisfait par les dernières mesures décidées par le gouvernement dans le cadre de la loi de finances complémentaire 2009. C'est ce qui ressort de la conférence de presse animée hier par Louisa Hanoune, porte-parole du PT, qui a tenu à saluer au passage «l'audace» du gouvernement qui a pris des mesures pour protéger, dit-elle, notre économie.

L'ancienne candidate à la magistrature suprême s'est interrogée par ailleurs sur le bruit fait, par certains patrons notamment, autour de la LFC et plus précisément sur la suppression du «crédit à la consommation» et l'instauration du «crédit documentaire» pour toute opération d'importation. «C'est incompréhensible toutes ces réactions», a-t-elle martelé hier en soulignant que «le gouvernement n'a pas à avoir honte». Louisa Hanoune reproche cependant au gouvernement de ne pas avoir engagé le débat et d'avoir gardé le silence au moment où certains tiraient à boulets rouges sur certaines mesures contenues dans la loi de finances complémentaire.

La porte-parole du PT a affirmé hier au siège de son parti à El-Harrach à l'Est d'Alger que certaines propositions qu'elle avait adressées personnellement à travers une lettre au président de la République sont prises en considération dans la LFC. Louisa Hanoune est, semble-t-

il, convaincue que le chef de l'Etat a accordé de l'importance au document qu'elle lui avait envoyé avant les élections présidentielles et pour preuve certaines propositions formulées se sont matérialisées dans la loi de finances complémentaire, pense-t-elle encore.

«Nous avons étudié les textes de la loi de finances complémentaire et nous estimons au PT qu'ils ont été décidés pour le bien de notre économie et pour arrêter l'hémorragie des devises transférées de notre pays vers l'étranger», a déclaré la responsable du Parti des travailleurs. Cette dernière rappellera que le montant de l'évasion fiscale durant les années précédentes s'élève à 700 milliards de DA.

«Des centres occultes ont été créés lors de la tragédie nationale», a-t-elle ajouté en suggérant que les nouvelles mesures vont certainement mettre un frein à certaines pratiques utilisées par ce qu'elle qualifie de «mafia de l'importation». La porte-parole du PT parlera même de «victoire de l'Algérie» en évoquant d'autres mesures contenues dans la LFC à l'image de la mesure qui oblige les sociétés commerciales étrangères de droit algérien de céder 30% de leur capital aux nationaux, le réinvestissement en Algérie des bénéfices des sociétés étrangères, etc.

La conférencière s'est interrogée par ailleurs sur l'abcès de fixation du patronat algérien sur la suppression du crédit à la consommation et l'imposition du

crédit documentaire dans les opérations commerciales effectuées à l'étranger. Concernant ce dernier point, Louisa Hanoune pense que la mesure «va dissuader les faux importateurs et la mafia qui gangrène le commerce et l'économie d'une manière générale». «Il y a des réactions très surprenantes des patrons», a-t-elle fait savoir en notant que le gouvernement est responsable des choix économiques du pays et que les patrons n'ont pas à être associés dans l'élaboration des lois.

«Il n'y aura pas d'émeutes après la suppression du crédit à la consommation», poursuit la conférencière qui décocha des flèches empoisonnées à l'adresse des concessionnaires automobiles qui se sont, dit-elle, assez enrichis. Le crédit à la consommation tel que pratiqué jusqu'ici par les banques est un moyen de faire fuir les capitaux vers l'étranger, soutient la porte-parole du PT qui appelle au rétablissement de certaines barrières tarifaires et le rétablissement du regard de l'Etat dans le secteur bancaire.

Par ailleurs, abordant le salaire national minimum garanti (SNMG), Louisa Hanoune estime qu'aujourd'hui une famille moyenne ne pourra pas vivre avec un salaire en dessous de 50.000 DA. Enfin, la première responsable du Parti des travailleurs pense que toutes les mesures prises jusqu'ici par le gouvernement ne sont pas encore suffisantes et veut encore plus afin d'aider le citoyen à vivre convenablement.



**ENCORE PLUS INCROYABLE NISSAN**

ÉCONOMISEZ 300.000 DA SUR LE PICK UP 4X4 DC

ÉCONOMISEZ 300.000 DA SUR L'URVAN

ÉCONOMISEZ 150.000 DA SUR LE PICK UP 4X2 SC

OFFRE PROMOTIONNELLE VALABLE DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES  
OFFRE SOUMISE À CONDITIONS. VOIR AVEC VOTRE AGENT AGRÉÉ DANS TOUT LE RÉSEAU NISSAN ALGÉRIE.

**ENCORE PLUS INCROYABLE NISSAN**  
FAITES CONFIANCE AUX PROFESSIONNELS : L'URVAN, LE PICK UP 4X2 SC ET LE PICK UP 4X4 DC À DES PRIX ENCORE PLUS INCROYABLES !

SHIFT the way you move

Nissan Algérie - Direction Générale et Showroom | Tél.: 021 21 98 03 à 06 | Fax : 021 21 91 85 | Adresse : Pins Maritimes, Safex - Alger  
Centre Après Vente et Showroom | Tél.: 021 81 78 94/98/99 | Tél./Fax : 021 85 59 40 | Adresse : Route de Ain Taya, Rouiba - Alger  
Showroom Amirouche | Tél.: 021 63 58 38 à 41 | Fax : 021 63 58 42 | Adresse : 06, Bd Amirouche - Alger

[www.nissan.dz](http://www.nissan.dz)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL  
UNION DES COOPERATIVES DE CEREALES (UCC)  
5, Rue SADEK Abdelkader - ORAN

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°05/2009

L'Union des Coopératives de Céréales d'Oran lance un avis d'appel d'offres national ouvert pour la fourniture de pneumatique poids lourds:

### - Référence 1200 x 20:

- \* Pneus / Quantité: 1 030
- \* Flaps / Quantité: 860
- \* Chambres à air / Quantité: 410

### - Référence 315 80 R 22.5 / Quantité: 720

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges, contre paiement de la somme de cinq mille dinars (5.000,00 DA) auprès de:

**L'Union des Coopératives de Céréales**

U.C.C ORAN

05, Rue SADEK Abdelkader - SANANES - ORAN

Les offres accompagnées de tous les documents nécessaires exigés par la réglementation en vigueur devront être déposées à l'adresse indiquée sous double pli cacheté - L'enveloppe extérieure doit être anonyme et comporter la mention suivante:

**«Avis d'appel d'offres national ouvert n°05/2009»**

**A ne pas ouvrir**

La date limite de dépôt des offres est fixée à Quinze (15) jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres sur les quotidiens nationaux, l'ouverture des plis est fixée au lendemain de la date limite de dépôt des offres à 14h00.

La validité de l'offre est de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

## DECES

Les familles CHAOUICHE-RAMDANE, BENDIMERAD, BENMANSOUR, STAMBOULI, KAOUADJI, SARI-HASSOUN, BIBI-TRIKI, BAROUDI, SAIDI, HAMZAoui, LOUAIL, BENOSMAN, TERKI-HASSAINE et CHALABI font part du décès à Tlemcen le 10-08-2009 de leur chère et regrettée **El-Hadja BENDIMERAD Zakia** épouse El-Hadj CHAOUICHE-RAMDANE Abdelghani.

Domicile mortuaire à Bab-Wahran, 17, Rue Boudalia Mustapha, Faubourg Pasteur, Tlemcen.

L'enterrement a eu lieu à Tlemcen le 11-08-2009.

إنا لله وإنا اليه راجعون

**Hotel Eden Phoenix**

Hôtel Eden Phoenix recherche

**Chef pâtissier**

**Pâtissier**

**Gouvernante générale**

Conditions:

Expérience au poste 3 ans, maîtrisant le français, l'anglais pour le poste en relation directe avec la clientèle, bonne présentation, bonne élocution, dynamique.

Prière envoyer CV et lettre de motivation:

Hôtel Eden Phoenix

Rond-Point de l'Aéroport, Es-Sénia (Oran).

Par Fax: 041.41.89.69

ou par email: [delfini.j@chaineden.com](mailto:delfini.j@chaineden.com)

De lourdes sanctions pour les chauffards

## Le nouveau code de la route entre en vigueur

*Le nouveau code de la route entre en vigueur après la publication dans le journal officiel de l'ordonnance n 09-03 du 22 juillet 2009, modifiant et complétant la loi n 01-14 du 19 août 2001 relative à l'organisation, la sécurité et la police de la circulation routière.*



Amine L.

Ce nouveau texte de loi durci les mesures coercitives contre les personnes ne respectant pas les règles de la circulation routière. Première nouveauté: le nouveau code de la route institue le permis à points et le permis de conduire probatoire ainsi que le brevet professionnel pour le transport public de voyageurs et de marchandises. Le permis à points est défini comme «un outil modulaire et pédagogique visant à responsabiliser les conducteurs et à renforcer la lutte contre l'insécurité routière.» Le permis probatoire est un permis de conduire provisoire pour la catégorie obtenue depuis moins de deux années à compter de la date de succès à l'épreuve pratique.

Le nouveau code consacre de lourde peines pour réprimer l'état d'ivresse qu'il définit comme étant un état se caractérisant par la présence d'alcool dans le sang à un taux égal ou supérieur à 0,20 g pour 1000 ml. La loi prévoit un nouveau dispositif d'analyse salivaire : un appareil qui permet de détecter la présence de drogues ou de stupéfiants à travers l'analyse salivaire. Lors des contrôles de routine ou en cas d'accident corporel de la circulation routière, les officiers et les agents de la police judiciaire soumettent au conducteur présumé en état d'ivresse impliqué dans l'accident à des épreuves de dépistage de l'imprégnation alcoolique par la méthode de l'expiration d'air et la détection

de la consommation de drogues ou de stupéfiants par le dispositif d'analyse salivaire. Si le teste de l'alcoolémie est positif, le conducteur est lourdement sanctionné : est puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 100.000 DA à 300.000 DA, tout conducteur en état d'ivresse ou sous l'effet de substances ou de plantes classées comme stupéfiants qui commet un homicide involontaire. Lorsque le véhicule ayant servi à commettre l'homicide involontaire relève des catégories de poids lourds, du transport en commun, ou du transport de matières dangereuses, le conducteur est puni d'un emprisonnement de 5 ans à 10 ans et d'une amende de 500.000 DA à 1.000.000 DA. Est puni d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 50.000 DA à 200.000 DA, tout conducteur qui commet des infractions ayant entraîné un homicide involontaire: excès de vitesse; dépassement dangereux; non-respect de la priorité réglementaire; non-respect de la signalisation prescrivant l'arrêt absolu; manoeuvres dangereuses. Dans les mêmes conditions, lorsque le véhicule ayant servi à commettre l'homicide involontaire relève des catégories de poids lourds, du transport en commun, ou du transport de matières dangereuses, le conducteur est puni d'un emprisonnement de 2 ans à cinq ans, et d'une amende de 100.000 DA à 500.000 DA.

Le nouveau code de la route

durci également les contraventions. Les contraventions aux règles de la circulation routière sont classées en quatre degrés : Les contraventions du 1er degré sont punies d'une amende forfaitaire de 2000 DA à 2500 DA. Ces amendes concernent le défaut d'éclairage, de signalisation et de freinage. L'empiètement d'une ligne continue est considéré comme une contravention du 2ème degré qui est punie d'une amende forfaitaire de 2000 DA à 3000 DA. Le franchissement d'une ligne continue est en revanche considéré comme une contravention du 4ème degré et son auteur est puni d'une amende forfaitaire de 4000 DA à 6000 DA. Le manquement au port de la ceinture de sécurité est considéré comme une contravention du 3ème degré. Dans ce cas, le conducteur est puni d'une amende forfaitaire de 2000 DA à 4000 DA. C'est le cas aussi de l'usage manuel du téléphone portable ou l'écoute par les deux oreilles par apposition du casque d'écoute radiophonique durant la conduite. La même contravention est également appliquée dans le cas du non respect de la distance légale entre les véhicules en mouvement.

Enfin, dernière nouveauté : Est puni d'un emprisonnement de 2 mois à 6 mois et d'une amende de 25.000 DA à 100.000 DA ou de l'une de ces deux peines qui-conque met en place un ralentisseur sur une voie ouverte à la circulation sans autorisation.

## Détecteurs de radars et mise en fourrière

Une bonne nouvelle pour les propriétaires des véhicules mis en fourrière: l'organisme qui a la garde des véhicules mis en fourrière est responsable des dégâts, vols et dégradations subis par ceux-ci. Les modalités d'application seront fixées par voie réglementaire. Est puni d'un emprisonnement d'un à 5 ans et d'une amende

de 100.000 à 500.000 dinars quiconque tente de voler, dégrader ou détruire un véhicule mis en fourrière.

Autre nouveauté: la législation réprime tout usage d'appareils brouilleurs de radars sur les routes. «Est puni d'un emprisonnement de 2 mois à 6 mois et d'une amende de 20.000 à 50.000 dinars ou de l'une de ces

deux peines toute personne qui aura détenu ou fait usage, à un titre quelconque, de tout appareil ou dispositif destiné soit à déceler la présence ou à perturber le fonctionnement d'instruments servant à la constatation d'infractions à la législation de la sécurité routière. Cet appareil ou ce dispositif sera confisqué.»

A. L.

## Epargne de l'immigration et fuite des capitaux

M. Saâdoune

L'argent des émigrés intéresse les banques françaises. Rien de bien nouveau. Les banques marocaines le font depuis longtemps et les transferts des MRE (Marocains résidents à l'étranger) sont devenus un élément très important de la structure financière globale du pays. A l'opposé, les banques algériennes, si l'on excepte la tentative avortée de l'Union méditerranéenne de banque, ne se sont guère intéressées à l'argent des ARE (Algériens résidents à l'étranger, pour reprendre l'abréviation des voisins), qui n'est pourtant pas négligeable. Les banques marocaines, en revanche, ont déployé depuis longtemps une stratégie puissante et soutenue pour canaliser et capter les fonds des expatriés.

L'intérêt des banques françaises est relativement récent. Elles ont découvert la rentabilité des banques marocaines très actives qui trustent 85% des transferts des Marocains résidents à l'étranger. L'argent envoyé par les émigrés en direction des trois pays du Maghreb a dépassé les 7 milliards d'euros en 2008. Les transferts en direction du Maroc ont été de 4,7 milliards d'euros en 2008, contre 1,3 milliard pour la Tunisie et 1,5 milliard pour l'Algérie. Ces transferts représentent 9% du produit national brut (PNB) du Maroc, 4,9% de celui de la Tunisie. Un niveau important que l'on ne retrouve pas dans le cas de l'Algérie, où ils représentent à peine 1,6% du PNB.

Diverses estimations, pas toujours désintéressées, situaient le flux annuel des transferts entre 5 et 10 milliards d'euros entre l'Europe et les trois pays du Maghreb. Mais la fourchette plutôt large devrait être mise en rapport avec des mouvements en sens inverse de l'épargne maghrébine. Ce serait près de 7 milliards d'euros par an qui quittent les pays du Maghreb pour l'Europe et les Etats-Unis.

Si les banques algériennes n'ont pas accordé une grande importance aux transferts des Algériens établis à l'étranger, cela ne signifie pas qu'il n'est pas significatif. Ces transferts existent pourtant et atteindraient les 3 milliards d'euros par an. Sauf qu'une partie non négligeable emprunte des circuits informels. La vieille réticence à passer par les banques, qui remonte aux années du socialisme spécifique et des taux de change décourageants, est restée tenace. Le change dans le marché informel reste plus rémunérateur pour les détenteurs de devises. Un rapport commandé en 2005 à la Caisse d'Epargne française par le ministère de l'Intérieur en France montrait que les transferts des Algériens ont atteint 3,15 milliards

d'euros, contre 2,13 pour le Maroc et 0,84 milliard pour la Tunisie.

### DE LA MAIN À LA MAIN

Les chiffres sont suffisamment importants pour pousser les banques françaises, déjà présentes au Maghreb, à oeuvrer à capter l'épargne de l'immigration maghrébine et à concurrencer des banques auxquelles elles sont parfois étroitement associées. En effet, beaucoup de banques marocaines et tunisiennes comptent des banques françaises parmi leurs actionnaires principaux. En juillet 2008, à la veille de la tenue du sommet inaugural de l'UPM, neuf établissements financiers privés des rives nord et sud de la Méditerranée (Maroc, Tunisie, Egypte, Espagne, Italie et France) ont créé un groupe de travail pour faciliter et abaisser le coût des transferts d'argent des migrants présents en Europe. Les banques algériennes n'en faisaient pas partie. Sans doute partagent-elles la conviction qu'elles ne font pas le poids dans la bataille pour la captation de l'épargne de l'immigration. L'image des banques publiques demeure plutôt négative, leur qualité de service et la gamme de leurs prestations ne supportent toujours pas la comparaison avec les voisins. Il faut dire aussi que la communauté algérienne à l'étranger a des raisons d'être échaudée après le passage de la comète Khalifa Bank où certains ont perdu leur épargne.

Mais la captation de l'épargne de l'immigration algérienne n'explique pas toute la stratégie des banques françaises en Algérie. Pour des raisons diverses, les Algériens ne manifestent toujours pas d'inclination à transférer leurs avoirs par le circuit formel des banques. A l'inverse, ils exportent des capitaux. Beaucoup de ces transferts se font par les importations, via la surfacturation, qui ont atteint des cimes ces dernières années, estiment des spécialistes. D'autres transferts se font de «la main à la main» à travers des réseaux de quasi-banque informelle qui collectent des devises et des dinars. Les dinars sont essentiellement destinés aux entreprises, notamment pétrolières, qui ont des contrats en Algérie. La part dinars des travaux en Algérie est très majoritairement, et depuis longtemps, assurée par des échangeurs non officiels ayant pignon sur rue.

C'est «un marché informel très encadré», estime ce spécialiste. Quand près de 40% du PIB se trouvent dans l'informel, on peut raisonnablement supposer que les transferts de l'immigration, quels que soient les circuits qu'ils empruntent, ne pèsent pas lourd face à l'argent qui quitte l'Algérie, sans retour.

Bou Ismaïl

## Trois morts dans un accident de la route

Trois personnes sont mortes dans un accident de la circulation, survenu mardi soir à «Oued Khemisti» au niveau de la pénétrante n°11 de Bou Ismaïl (Tipaza), a-t-on appris mercredi auprès de la gendarmerie nationale. Les victimes appartenant à la même famille (une jeune fille de 19 ans, son frère de 12 ans et sa mère) étaient à bord d'un véhicule léger frap-

pé de plein fouet par un camion roulant en sens inverse et dont le conducteur avait perdu le contrôle. Les corps des victimes qui sont mortes sur place ont été évacués vers la morgue de l'hôpital de Koléa. Il aura fallu plus de trois heures pour retirer les victimes du véhicule léger, transformé en un amas de ferraille sous le camion, précise la même source.



## Algérie, Mali, Mauritanie et Niger Conclave des chefs d'état-major à Tamanrasset

Mahrez Ilias

Un conclave extrêmement important pour la sécurisation de toute la bande sahélienne se tient depuis hier mercredi à Tamanrasset entre les chefs d'état-major algérien, malien, nigérien et mauritanien. Au menu des discussions des patrons des armées des quatre pays, la lutte antiterroriste et accessoirement le démantèlement des bandes de pirates du désert qui écument cette aride mais vaste partie de l'Afrique. Dans un communiqué rendu public mercredi à Alger, le ministère de la Défense nationale a indiqué qu'une réunion «de coordination entre les chefs d'état-major des forces armées de l'Algérie, du Mali, de la Mauritanie et du Niger se tient (...) à Tamanrasset au siège de la sixième région militaire». «Cette réunion s'inscrit dans le cadre des efforts soutenus consentis par les hautes instances des pays participants, relatifs au renforcement des relations de coopération militaire et sécuritaire», précise le ministère. La réunion des plus hautes autorités militaires des quatre pays qui ont en commun une large bande frontalière, intervient quatre jours après l'attentat à la bombe qui avait visé samedi dernier à Nouakchott l'ambassade de France. Cet attentat, qui a fait deux blessés (deux gendarmes français) et un mort (le kamikaze), a été perpétré à peine quelques jours après des menaces faites par Al-Qaïda contre la France et les intérêts français dans le monde, notamment au Maghreb. Le n°2 de l'organisation terroriste internationale, Ayman Al Zawahiri, avait en effet critiqué la politique de la France vis-à-vis des musulmans et la gestion par Paris du dossier du foudlat islamique. La France «va payer pour tous ses crimes», avait-il annoncé la semaine dernière sur un site islamique.

La rapidité avec laquelle Al-Qaïda au Maghreb a réalisé l'attentat de Nouakchott aura, semble-t-il, fait accélérer les choses et fait converger les positions des uns et des autres vers une nécessaire coordination des actions de lutte antiterroriste dans la bande sahélienne, le plus rapidement

possible. Paris aurait-elle influé sur le cours des événements après l'attentat de Nouakchott, juste après une élection présidentielle controversée avec l'arrivée au pouvoir d'une junte militaire ? Trop peu d'éléments sont disponibles pour le moment. Par contre, la position algérienne en matière d'intensification de la lutte contre les réseaux terroristes dans la bande sahélo-sahélienne aura été une nouvelle fois confirmée par la menace qui pèse sur des pays qui avaient jusque-là traîné les pieds pour mettre en place un dispositif efficace de lutte contre le terrorisme qui menace jusque-là cette région devenue le refuge autant des éléments d'Al-Qaïda qu'une de ses bases arrière et un centre de transit de bandes criminelles entre les pays de la région.

A Tamanrasset, la réunion des autorités militaires d'Algérie, du Mali, du Niger et de Mauritanie, qui se joint pour la première fois aux trois premiers pays déjà liés par des accords de coopération militaire, est «une occasion pour toutes les parties (pour aborder les questions d'intérêt commun, d'échanger les points de vue et d'examiner ensemble les voies et moyens de consolider la coopération autour d'une lutte commune contre la criminalité qui sévit au niveau des bandes frontalières et, plus particulièrement, le terrorisme», affirme dans son communiqué le ministère algérien de la Défense. Le message est ainsi on ne peut plus clair sur la volonté des pays riverains de la bande sahélo-sahélienne de mettre dorénavant en place une stratégie commune, et des moyens communs, pour éliminer les bandes terroristes et criminelles qui transitent ou ont pris comme refuge cette région de l'Afrique. Dans cette stratégie, il y a également d'autres pays qui seraient partie prenante, à un degré ou à autre, comme la France et les Etats-Unis, notamment à travers un soutien logistique et technique au programme de lutte contre la criminalité organisée dans cette région. Il est clair que les données vont changer dans cette partie du Sahel, même par rapport à certains groupes de mouvements armés d'opposition, qu'ils soient maliens, nigériens ou tchadiens.

## Discussions «approfondies» entre le Front Polisario et le Maroc

Les délégations du Front Polisario et du Royaume du Maroc se sont réunies pour des discussions «approfondies» les 10 et 11 août à Duernstein, en Autriche, à l'invitation de l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Christopher Ross, et conformément à la résolution 1871 du Conseil de sécurité.

Ces discussions ont eu lieu dans une «atmosphère d'engagement sincère, de franchise, et de respect mutuel», a indiqué une source diplomatique. Les parties ont renouvelé leur détermination

à poursuivre les négociations le plus tôt possible, et l'envoyé personnel fixera la date et le lieu de la prochaine réunion en consultation avec les parties, a-t-on ajouté. Des délégations des pays voisins, l'Algérie et la Mauritanie, étaient également présentes aux séances d'ouverture et de clôture et ont été consultées séparément pendant les pourparlers.

A la suite des ces rencontres, l'envoyé personnel et les délégations présentes souhaitent remercier le gouvernement de la République autrichienne pour son hospitalité généreuse.

## Etat civil: prestations fournies du dimanche au jeudi inclus

Les prestations des services publics de l'état civil des communes et la délivrance de documents administratifs seront assurées du dimanche au jeudi inclus, a indiqué mercredi le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales dans un communiqué, suite au nouvel aménagement des horaires de travail et leur répartition à l'intérieur de la semaine dans le secteur public. «Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales porte à la connaissance des citoyens qu'ils peuvent bénéficier des prestations fournies par les services publics de l'état civil des communes, ceux chargés des autres documents administratifs ainsi que par les services de délivrance des documents d'identité, de voya-

ge et de circulation au niveau des wilayas, des circonscriptions administratives et des daïras durant les journées légales de travail de dimanche au jeudi inclus et ce, sans interruption, y compris de 12h00 à 13h00», précise le communiqué.

Le ministère porte également à la connaissance des citoyens du «maintien des permanence chargées de la délivrance des documents relatifs aux permis d'inhumer et des autorisations de transfert de corps pendant les week-ends et jours fériés». Les précisions du ministère interviennent aussi dans le cadre de l'adaptation de l'aménagement des horaires de travail avec le principe de la continuité du service public, souligne la même source.

## Renfort pour assurer la santé des pèlerins

Moncef Wafi

L'Algérie persiste et signe dans sa position initiale vis-à-vis de la Omra et du pèlerinage aux Lieux saints. En effet, lors de sa réunion de mardi dernier, le gouvernement a pris des mesures allant dans le sens d'assurer une meilleure prise en charge des futurs hadjis, mesures qualifiées par le directeur général de l'Office national du Hadj et de la Omra (OHO), cheikh Barbera, de positives et plus particulièrement celles concernant le volet sanitaire et administratif. Au cours de son intervention sur les ondes de la chaîne 1, cheikh Barbera a réitéré ses déclarations faites à un journal électronique saoudien, en fin du mois dernier, quant à l'éligibilité de tout Algérien au pèlerinage à La Mecque, faisant référence au quota de 36 mille hadjis, hormis ceux atteints de maladies chroniques à l'exemple des insuffisants rénaux.

Sur cette question, l'intervenant a mis l'accent sur la création des comités sanitaires de wilaya composés de trois spécialistes pour étudier au cas par cas les dossiers jugés sensibles des candidats au pèlerinage et plus précisément les heureux gagnants au tirage au sort. Cette démarche se veut avant tout préventive, ajoute le directeur de l'OHO, pour éviter justement les ratés de l'année dernière et dans cette optique, le gouvernement va envoyer une délégation médicale forte de 120 professionnels de la santé pour encadrer et prendre en charge les hadjis nationaux. Quant à la Omra, l'Algérie a décidé, dans une première, à faire accompagner les pèlerins par un groupe composé de médecins, de guides et de cadres



de l'Office pour leur prise en charge aussi bien à Médine qu'à La Mecque. Quant à l'actualité sanitaire, cheikh Barbera a indiqué que des vaccins contre la grippe «classique» ont été mis à la disposition des pèlerins ainsi que des masques protecteurs, le tout en coordination avec le ministère de la Santé.

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a, de son côté, tracé un programme de sensibilisation contre le risque de la grippe porcine et le point de départ de cette opération sera donné à partir des mosquées lors des prêches du Ramadan ainsi qu'à travers les différents supports médiatiques. Revenant sur les recommandations de la réunion extraordinaire des pays du Moyen-Orient de l'Organisation mondiale de la santé et des ministres arabes de la

Santé qui s'était tenue en Egypte, le premier responsable de l'OHO les a de nouveau fustigées en affirmant qu'il serait injuste de priver ainsi des Algériens ou d'autres de se rendre à La Mecque alors qu'ils jouissent d'une bonne santé.

Pour rappel, la rencontre du Caire avait recommandé l'interdiction du pèlerinage à toute personne dont l'âge est inférieur à 12 ans et supérieur à 65 ans. Quant à l'aspect logistique, cheikh Barbera a réaffirmé que toutes les conditions de transport, 70% assuré par Air Algérie, et d'accueil ont été réunies et que les pèlerins algériens, dispatchés sur les 34 agences de tourisme contractuelles ainsi que sur l'Office national du tourisme, pourront prétendre à un hébergement à proximité des lieux du culte.

## Quatre nouveaux cas de grippe porcine en Algérie

B. Mokhtaria

Quatre nouveaux cas de grippe porcine ont été déclarés positifs, hier, par le laboratoire de référence de l'Institut Pasteur à Tizi Ouzou et Alger. Il s'agit d'un homme, âgé de 42 ans, arrivé le 05 août de France vers Tizi Ouzou et de trois hommes qui sont rentrés au pays, le 10 août,

en provenance des Etats-Unis, via Frankfurt, vers Alger et âgés respectivement de 20, 21 et 22 ans.

Avec ces nouveaux cas déclarés, l'Algérie enregistre actuellement 24 cas au total dans plusieurs wilayas du pays: Alger, Oran, Constantine, Tissemsilt, Laghouat, Tiaret et Tizi Ouzou, parmi lesquels aucune forme sévère et aucun décès n'ont été rele-

vés. Par mesure de prévention, le groupe Saidal a prévu de distribuer deux millions de boîtes de Tamiflu au mois de septembre et novembre, comme il s'est engagé à produire des quantités nécessaires de ce médicament avant la saison d'automne et de mettre ce médicament gratuitement à la disposition des malades chroniques avant le mois de Ramadhan.

## Fraude sur les cartes de recharge Ce que risquent les contrevenants

Houari Barti

L'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT) a confirmé, hier, qu'aucune augmentation des tarifs ne doit être appliquée sur les prix des cartes ou sur les montants des rechargements en vigueur. L'ARPT a même annoncé des sanctions à l'encontre des revendeurs et/ou des distributeurs contrevenants.

Après la Direction générale des impôts (DGI), c'est au tour de l'ARPT de réagir sans ambages contre la mise en application «anarchique» de la taxe des 5% relative aux rechargements prépayés, instituée dernièrement par l'article 32 de la loi de finances complémentaire 2009. Dans un communiqué diffusé hier, l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT) porte en effet à la connaissance de l'ensemble des usagers de la téléphonie mobile qu'«aucune augmentation de tarif n'est appliquée sur les prix des cartes ou sur les montants de rechargement en vigueur». Elle signale, à ce titre, que «toute augmentation sur les prix des cartes ou sur les montants de rechargement constatée par les usagers lors de l'achat desdites cartes ou du rechargement devra être signalée auprès de l'opérateur concerné afin que des dispositions soient prises à l'encontre du revendeur et/ou distributeur». L'ARPT n'a toute-

fois pas précisé la nature de ces dispositions, mais il est évident qu'il s'agit de dispositions répressives.

Dans ce cadre, le ministère du Commerce a été plus clair et appelle au respect des prix des cartes de recharge, sous peine de sanction, a rapporté, hier, la radio nationale. En effet, les services du ministère du Commerce appellent à l'obligation de respecter les prix déjà fixés des cartes de recharge, considérant que les dernières augmentations sont illégales, passibles de sanctions pouvant aller jusqu'à la saisie des cartes et la fermeture des commerces.

Dans ce contexte, le directeur général du contrôle et de la répression des fraudes du ministère du Commerce, Mohamed Boukahnoun, a indiqué que le ministère a adressé une directive à l'ensemble de ses services au niveau des 48 wilayas de procéder au contrôle des revendeurs et distributeurs des cartes de recharge, notamment ceux qui les vendent à des prix supérieurs à ceux inscrits sur les cartes, réitérant que ces pratiques sont contraires à la loi. M. Boukahnoun a ajouté, par ailleurs, que les auteurs de ces pratiques sont passibles de sanctions, notamment une amende variant entre 5.000 et 100.000 dinars, et, s'il y a récidive, la saisie des cartes et la fermeture des commerces.

Pour rappel, la Direction générale des impôts a été plus précise à cet

égard en soulignant dans son communiqué diffusé le 09 août dernier que tout montant prélevé par des personnes autres que les opérateurs de téléphonie concernés, expose leurs auteurs à l'obligation de reversement du montant du prélèvement majoré de pénalité, et ce, conformément à la législation fiscale en vigueur. La DGI avait également souligné que la taxe applicable aux rechargements prépayés «est due exclusivement mensuellement par des opérateurs de téléphonie mobile quel que soit le mode de rechargement». Ce taux de la taxe qui est «fixé à 5% s'applique sur le montant du rechargement au titre du mois», précise encore la DGI avant de souligner qu'«en aucun cas, le montant de la taxe ne doit être répercuté en sus des prix affichés par les opérateurs de téléphonie sur le prix de la carte ou sur le coût du rechargement».

D'autre part, l'opérateur de téléphonie mobile Orascom Telecom Algérie précise dans un communiqué diffusé hier que la taxe de 5% sur les rechargements prépayés est à sa charge et qu'elle n'est pas répercutée par conséquent sur l'abonné. Ainsi, les tarifs de la carte de recharge ou des rechargements à distance (flexy) ne subiront aucune modification. Le communiqué ajoute qu'OTA a instruit son réseau de distribution en vue du respect des tarifs.

# Pour maîtriser le marché, il faut d'abord... y aller

Génial ! Cette année, la stratégie concoctée semble des plus prometteuses pour nous épargner d'être enfarinés par la spéculation que nous réserve, comme à l'accoutumée, le marché à la veille du Ramadhan : afficher tout simplement la mercuriale des prix et lui donner le maximum de médiatisation.

PAR AMARA KHALDI

Pour mieux assurer son succès, on envisage de la conforter par la mise en place d'une énième commission nationale chargée de coordonner quelque chose qui ressemblerait à une campagne publicitaire aux contours encore fluctuants. Le résultat minimum escompté : la spirale des prix, même si elle est déjà en take-off, se sublimerait d'elle-même comme par enchantement ! Il fallait y penser ! Dans l'esprit des concepteurs de cette brillante formule, il suffit d'une petite note de service, après une longue sieste, pour que les étals de nos marchands regorgent de produits de qualité et bon marché !

Théoriquement donc, le consommateur aura l'embarras du choix pour faire son marché et apprécier enfin la générosité légendaire de nos commerçants, surtout en ce mois de grande piété. La ménagère donnera libre cours à son péché mignon : admirer la qualité et la présentation des produits exposés dans un cadre rutilant de propreté. Elle n'éprouvera aucune peine à remplir son couffin le plus normalement du monde en choisissant en toute quiétude les produits qu'elle désire, sans se faire houspiller ou arnaquer par le vendeur. Tout sera disponible à prix raisonnable. L'après-midi, les produits périssables sont carrément bradés ou même offerts gracieusement aux associations caritatives, au grand bonheur des plus démunis qui pourront ainsi s'approvisionner à moindres frais, car tout doit disparaître avant le grand nettoyage quotidien du marché.

Une organisation discrète, infaillible et incorruptible veillera à la discipline générale pour lutter contre toutes les tentatives de déviations. Les lois existent à profusion et même en pléthore. Il est temps de les appliquer puisque les moyens nécessaires ne font pas défaut. Nos imams mettront à profit cette période hautement sensible pour rappeler toutes les fatwas qui régissent les pratiques commerciales. Toute forme de spéculation ou de fraude est rapidement dénoncée par le citoyen, vigilant et intransigent sur ses droits. Elle sera sévèrement réprimée par des services toujours jaloux de leurs prérogatives et constamment sur la brèche.

Relever ce défi sans cesse remis sur le tapis exige logiquement que des managers, qui ont prouvé leurs capacités en réussissant des campagnes similaires, configurent la nouvelle structure pour conduire la bataille qui s'annonce. Si on se contente encore de garder les mêmes ingrédients, et seulement l'emballage qui opère sa mue, il ne faut pas s'attendre à des résultats faramineux.

C'est la raison pourquoi une tradition bien établie depuis des lustres recommande, à la veille de chaque tentative des autorités de prendre en charge un quelconque problème, de croiser les doigts et d'invoquer la formule incantatoire la mieux partagée par tous les Algériens : »Allah youstor !« (Dieu nous protège).

Il faut reconnaître que jusque-



là, rien n'est venu démentir la pertinence de cette superstition, car il est dans les habitudes de l'Etat de se manifester conjoncturellement et d'une manière frisant la provocation, dont la première conséquence est de perturber le semblant d'armistice conclu tacitement entre les différents partenaires du marché. Des espaces se créent et s'organisent spontanément en fonction de la disponibilité des produits et de la clientèle ciblée. Les prix varient des fois du simple au double d'un marché à l'autre. Les opérations souvent maladroites des services ont un effet contraire à celui auquel on comptait aboutir. Les marchandises se raréfient et les prix grimpent en conséquence après leur passage. Quelques lampistes sont toutefois sanctionnés pour la forme mais les grands requins demeurent curieusement toujours inaccessibles.

D'expérience, on constate que chaque tentative d'intervention des services est éventée avant son début d'exécution et enrayée par la baisse des rideaux de l'ensemble des magasins pour échapper au contrôle. (Ne doit-on pas réprimer encore plus sévèrement ce comportement antisocial ?). Ce qui se traduit par le sinistre spectacle de la ville morte et donc la pénalisation du consommateur. Le lendemain, le commerçant n'éprouve aucune pudeur pour compenser le manque à gagner occasionné par la fermeture et le répercute naturellement sur le prix de vente. On devine à qui revient l'usage de la serpillière !

Que peut penser le citoyen lambda devant la récurrence de cette situation ridicule en passe de devenir une fatalité contre laquelle il est vain de lutter ? Chaque année, le même problème revient : on sort la même batterie de solutions, tout en étant convaincu qu'elles sont inopérantes pour aboutir aux mêmes résultats calamiteux. On remise alors ces armes obsolètes pour les ressortir l'année prochaine, sans avoir tiré les leçons de l'expérience douloureusement vécue. Ce genre de discours finit par revêtir alors pour le commun des mortels l'aspect d'un sadisme débridé, quand on apprend que la misère pousse des jeunes à s'immoler par le feu et que d'autres se lancent par barques entières dans la funeste aventure de la hargha. Rien ne justifie ce manque d'imagination irresponsable. Comment tolérer cette impression de «je m'en-foutisme» quand des pans entiers de la population vivent dans la précarité et envahissent chaque jour un peu plus les décharges publiques pour disputer aux chiens errants les reliefs !

Face à de telles élucubrations, on jure que ces gens sont tellement déconnectés de la réalité de leur pays qu'ils ne nous débitent de pareilles insanités que pour justifier leurs confortables émargements au budget de la généreuse vache à lait. Ils n'ont pourtant aucun besoin de le faire. D'ailleurs, personne ne le leur demande ni le conteste. On ne s'en offusque plus. Mais la question est de savoir si

ces gens, auxquels on ne peut bien sûr rien apprendre sur l'efficacité et encore moins sur le nationalisme, vont au marché comme tout le monde et paient leurs emplettes pour s'imprégner de la réalité ambiante et se sentir concernés ! Finalement, vivent-ils parmi nous ?

Comme il fallait s'y attendre, le premier fruit de cette bonne nouvelle est l'ouverture de la boîte de Pandore et toutes les portes de l'enfer sur le pauvre consommateur déjà anéanti par l'angoisse de l'inévitable flambée des prix à quelques jours du Ramadhan. Malheureusement, la tendance générale ne laisse entrevoir aucun fléchissement. Une simple analyse des prix des denrées de première nécessité laisse présager de douloureuses dépenses à supporter par l'Algérien moyen. La chorbha sera bien salée cette année encore, même s'il doit se résigner à sacrifier ses envies ramadaniques. Obstinément on soutient, les statistiques en main, détenir tous les moyens pour maîtriser les leviers du marché et que, d'après les prévisions, si jamais il y a augmentation, elle ne dépassera pas les limites raisonnables et sera de courte durée. Un phénomène de surchauffe très léger et éphémère. Aucune raison de s'alarmer. En attendant ces prophéties burlesques, les spéculateurs pouffent de rire et se frottent les mains de l'aubaine qui va leur être offerte. Pendant que les consommateurs se tiennent le ventre en voyant grossir la tempête à l'horizon et que la ménagère ne sait toujours pas comment préparer sa chorbha avec les stats et autres formules soporifiques.

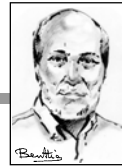
Allez du côté des brocanteurs et vous rencontrerez l'Algérie profonde en cette veille de mois sacré. Vous verrez des pères de famille brader leur mobilier, des frigos, des TV, etc. pour quelques dinars ou des mamans faire la chaîne chez le prêteur sur gages dans l'espoir d'hypothéquer leurs bijoux pour faire face aux dépenses qui pointent à l'horizon.

Pendant l'assoupissement qu'observent à longueur d'année certains de nos fonctionnaires, beaucoup de mauvaises habitudes ont le temps de naître et de s'ancrer dans la société, encouragées par le laxisme. L'impunité aidant, ces fléaux se propagent rapidement et s'incrument si profondément dans le comportement qu'ils deviennent un trait de caractère naturel difficile à combattre, impossible à éradiquer.

Il y a des causes profondes à l'origine de ces problèmes qu'il faut prendre en charge avec sérénité et surtout avec constance, au lieu de se contenter d'agir temporairement sur les effets. Pourquoi devrions-nous toujours adopter des positions extrêmes, nous enfoncer dans les abysses de la complaisance et fermer l'oeil sur toutes les tares ou agir intempestivement avec le maximum de zèle sous l'influence de l'humeur du moment pour tout relâcher après ? Il suffit pourtant de faire son travail avec conscience simplement.

## LE-DIT DU JEUDI

Par Abdou B.



### Le bateau ivre

«Il y a des sottises bien habillées comme il y a des sots très bien vêtus».  
Chamfort

A quelques jours du Ramadhan, en pleine canicule, l'Algérie tanguait au gré des rumeurs, de contradictoires déclarations et d'une loi des finances complémentaires qui donne le tournis aux entreprises, aux banques, même si elles sont privées, à force d'improvisations en zigzag, donc simplement incompréhensibles car non réfléchies.

Tel un bateau ivre, le pays navigue toujours dans l'attente, dans une transition décrétée infinie qui va accoucher d'un week-end taillé sur mesure pour chaque secteur, chaque corporation, chaque individu, chaque domaine d'activité. Ce sera une forme d'autogestion de la sphère publique, de l'enseignement, du religieux, de la presse qui dépend de l'imprimeur, du diffuseur et de l'appel à la prière, etc.

De nombreux partenaires de l'Algérie, les pays les plus développés et leur système bancaire continueront à se reposer les samedi-dimanche en essayant de décrypter le ou les caps que vont indiquer les passagers du bateau Algérie et l'équipage parmi lequel chacun à sa petite idée pour ne pas subir une fetwa du clergé officiel ou des islamistes, maîtres absolus du comportement de la société. Un bateau ivre moins la beauté du poème !

Des pays musulmans dits «frères» (en vertu de quoi ?) balisent au loin un cap chaotique où le superficiel le moins important fait débat. Le pantalon porté par une femme est-il licite ? Cette question centrale et stratégique pour la fabrication d'un moteur de motoboylette arabo-musulmane tараude les esprits des clergés dans beaucoup de pays musulmans, car elle indétermine le moteur du développement, de la recherche scientifique et éventuellement des voyages dans l'espace. Une femme musulmane dans l'espace aura-t-elle le droit de porter la même combinaison que son collègue japonais ou bien portera-t-elle une burka ou un tchador ? La réponse des clergés officiels et celle des terroristes peuvent modifier l'ave-

nir des déplacements vers la lune, jugés il y a quelques décennies impossibles car «la yadjouz». Et pourtant «djaz», comme dirait le supplicié de l'inquisition.

En attendant «la rentrée» ou la fin du Ramadhan, à supposer que les pays qui avancent trop vite (toujours pressés ces mécréants qui n'attendent même pas le verdict pour l'histoire du pantalon) attendent notre «ren-

trée», les organisations patronales, en Algérie, n'hésitent pas à parler de la paralysie du pays au moment même où l'exécutif sue sang et eau pour tailler un week-end pour chaque citoyen, tout en faisant plaisir aux gardiens de nos consciences, de la mode vestimentaire et alimentaire pour la «rentrée» justement. Pour les aliments, ce sera comme le Ramadhan précédent : tout flambe déjà et flambera et personne ne se soucie du contrôle de qualité et des avancées dans le monde de la grippe du cochon, cet animal maudit mais qui traverse les frontières déguisé en virus. Salleté d'animal !

De nombreux experts nationaux ne cessent de casser sans répit le câble de toutes les sonnettes d'alarme quant à la gestion de l'économie nationale, des IDE, de l'après-pétrole et du parti unique. Rien à faire ! Le gouvernement, qui anticipe sur tout, qui sait tout sur tout et partout, entend nous guider malgré nous vers le bonheur intégral, donner des directives aux banques privées (les nationaliser serait peut-être plus clair, plus rapide pour uniformiser tout le système), aux entreprises (le retour au SGT et au socialisme serait préférable) et aux citoyens pour consommer selon ses désirs, sans réduire le train de vie de l'Etat. La dernière L.F.C. est lue de différentes manières car il y a parallèlement des décrets, des circulaires, des injonctions toujours en vigueur. Les par-

tenaires algériens qui doivent entrer dans le capital des sociétés étrangères seront choisis par qui et selon quels critères la Banque d'Algérie va les adouber ? S'il s'agit d'un plan de rigueur qui ne frappera que les résidus des couches moyennes, le mieux serait que les partis de la majorité montent au front pour mobiliser et expliquer que ce n'est qu'un sale moment à passer. Mais cela reviendrait à faire de la politique, sachant que les directions de ces partis ne passent pas par le suffrage universel qui légitime un élu.

Alors que l'UGTA garde le silence (en attendant sans doute la fameuse «rentrée»), le patronat s'estime floué, sinon trahi. Une minorité de fonctionnaires, les plus hauts salaires semblent relativement favorisés face aux autres salariés, la majorité, qui rejoint les plus démunis. Les gens riches, les blanchisseurs, les patrons de journaux qui ne vendent pas, ceux qui roulent en 4x4 fakhfakha ne sont nullement concernés, ni par la L.F.C. ni par la flambée des prix. Et parmi eux, certains feront partie des Algériens candidats aux 30% à mettre dans le capital d'entreprises étrangères, dans n'importe quelle devise.

En attendant la rentrée, les visages hideux du racisme, de l'intolérance sous toutes ses formes, de la hargha, du suicide, du terrorisme le plus abject se propagent tranquillement. La chasse aux Chinois, bientôt première puissance mondiale, aux prochains «mangeurs» de Ramadhan, à la parabole et au climatiseur, aux chanteurs de raï se développe progressivement dans un pays où le tourisme relève de l'imprudente utopie et où un livre avec des gravures devient un alibi pour renforcer la rente du clergé officiel, incapable d'organiser le dixième (en qualité) d'une manifestation internationale.

Dormez, braves gens : si le bateau est ivre, Sonatrach, pour encore un temps compté, veille sur vous. Mais que les gardiens se rassurent, le bateau carbu au pétrole et non au scotch.



# Le festival, l'agitation et la culture



PAR EL YAZID DIB

L'on dit pour certains qu'il s'agit là d'une tradition. A l'exemple des plus en vogue, Timgad (c'est connu) ou de Djemila (c'est où déjà ?). Voilà d'emblée la bonne communication et bon marketing cellulaire et communicatif. Pour d'autres, c'est le cachet faussement culturel de la localité que l'on tente incorrectement de le faire coller à l'un ou à l'autre. Le raï à Sidi Bel-Abbès, la chanson actuelle à Bordj Bou Arreridj, le film arabe à Oran... il n'y a rien de thématique dans ce carnaval de tant de festivals. La Zehouania, la Fella, la Nedjoua, le Kamar, les Caracalla, le Bekakchi, l'Espagnol et tout le reste passent tous par toutes les scènes. Ils sont là comme ils seront ailleurs. Sans originalité distincte, ni label solfégique. Le haouzi avec le rap en accompagnant le malouf et le sraoui peuvent être sur la même mélodie. Un même orchestre peut faire indifféremment leurs variations rythmiques. Donc le heurt se trouve déjà dans la formulation le plus souvent inappropriée de l'intitulé et de la dimension géoculturelle, très limité du reste que l'on se plie à en attribuer. A quand un festival spécialisé ? Pour un seul et exclusif registre. La Tunisie regorge, comme nous, de festivals. Ils ont un cachet divers et diversifié. Mais l'un d'eux fait tache d'huile. Le festival d'El Jem. Dédié uniquement à la musique classique au sens classique du terme. Toute la philharmonie de Vienne et d'ailleurs est au rendez-vous avec les Tunisois, encore fans de ce genre.

Se contenter d'un encart télévisuel dans sa propre maison, sur son antenne intérieure et sur ses ondes domestiques est, pense-t-on, une fin en soi pour un festival lourdement qualifié d'international. Editer un recueil qui n'arrive pas sur les étals de la haute connexion, ne produit que de l'autosatisfaction. Le mirage. Batna est célèbre non pas par Timgad, mais par ses Aurès. Sétif l'est par son 8 Mai mais pas par son Cuicul (dites-vous !).

Selon la définition usuelle et universelle, un festival est censé être une manifestation à caractère festif, organisée à époque fixe (annuellement, le plus souvent) autour d'une activité liée au spectacle, aux arts, aux loisirs, etc., et susceptible de durer plusieurs jours. Il est souvent l'occasion tant attendue de la remise de trophées, de prix et de récompenses diverses. Jusqu'ici ces normes structurelles sont aléatoirement respectées.

Mais chez nous, à quels objectifs un festival serait-il destiné ? Simple divertissement ? Remplissage d'un pauvre agenda, banale agitation ou mission culturelle authentique, itérativement éducative, dynamique ? Que le festival ait à changer de couleur, de date ou de lieux, l'essentiel se perdrait dans l'obligation de vouloir faire coûte que coûte quelque chose. La ville n'aurait jamais donné son nom à un festival épisodique ; si ce dernier n'était le nom épique de cette ville.

La ville aurait connu tous les aspects des sciences humaines. La ville fut un bastion de révolte déjà du temps de l'invasion byzantine. Elle fut tout aussi un creuset intarissable dans la révolte contre l'occupation française qui mit plus de onze ans, après 1830, pour pouvoir insidieusement s'y installer. Ce grand sentiment d'amour et de nationalisme s'est érigé également à travers les âges par les grâces d'une lutte menée sur divers fronts. La culture en fut un outil rédempteur que Nourredine Aba, Kateb Yacine, Abdelhamid Benzine et autres surent manier à bon escient. L'on ne rate plus l'année du festival, pour es-

Toutes nos villes semblent frémir sous la fièvre estivale pour s'ériger en des podiums dignes d'abriter des festivals. Certes, ils ont tous leurs effets aléatoirement bénéfiques ; secouer un tant soi peu l'habitude, remplir une mission d'animation agitatrice et créer du remous et du mouvement. Mais en fait de festivals, tous se ressemblent.



sayer à chaque coup de titrer l'édition par des étiquettes, enrobées dans un moule de solidarité inefficace et paraissant d'ordre politique. La Palestine, El Qods, le Liban, Baalbek. La solidarité peut se faire autrement. Classiquement aussi.

Paradoxe des choses et dans la morosité quotidienne d'un été ressemblant aux autres et qui fait que la cité souffre plus de sources culturelles qu'elle en souffre de sources hydriques, elle reste confinée dans un veuvage indescriptible quant à la prospérité et l'épanouissement de la culture. La véritable, celle de tous et pour tous, sans exclusive, sans carton d'invitation, sans badges, ni bons d'entrée. Absente, caporalisée et carrément mise au pas, car fortement budgétisée, la culture dans la ville n'est qu'un programme officiel tracé, comme l'est par ailleurs la liste des convives ; sur commande, à la pipe et à la hâte. Elle n'est en somme qu'un protocole d'occasions et de circonstances. Elle vise plus une cible de pouvoir remplir une case de service fait que d'opter pour distraire une population.

Le théâtre s'est mis dans un mutisme que seule une opérette tragique ou un sursaut ludique pourraient l'en retirer. Malgré une bonne et franche volonté de la part de ceux et celles qui y voudront bien y officier. La misère en sévit autant que sévit la lenteur de la rénovation. La maison dite de la « culture » abrite tout sauf... la culture. Le chant villageois et la fête familiale néanmoins restent des complaintes à savourer l'été suivant l'autre.

Si pour le commun des citoyens la culture demeure un comportement, l'art une attitude et la science une recherche, il en est autrement pour les serviteurs du secteur qui, par obligation ou par mécénat, devaient imaginer, sinon laisser faire et encourager, l'initiative, la parole et l'acte de culture. Les journées littéraires d'une ville d'à côté ont pu, hélas, enregistrer un interventionnisme extra-poétique. Inculture ! Impudence !

L'on aurait voulu que nos festivals ne soient pas uniquement un contenu hybride d'un lot de spectacles à mettre au-dedans d'un amphithéâtre romain. L'art du spectacle ou le spectacle vivant comme l'on dit se devait de dépasser le cloisonnement du seul but de divertir. Certes faire oublier la morosité journalière serait, entre autres, l'un des soucis de cette production de joie

instantanée lors d'une représentation en public. La joie est partagée et trop vite consommée. Le retour au jour difficile et contraignant ferait subitement omettre sur la scène le spectacle, l'enthousiasme et les décibels. D'autres décibels viennent le jour tarauder les méninges fragilisées du spectateur d'hier soir. Le quotidien, les affres du menu du jour. Le crédit bancaire, la loi de finances complémenteaire, le Ramadan, sa propre loi de finances, ses compléments et le couffin feront le reste de l'ultime assaut. Ils sont ainsi ces festivals censés donner une activité apte à faire détourner l'attention d'un public de ses majeures et essentielles préoccupations. La survie ou la mal-vie.

Quoi de plus ahurissant que de ne pas voir s'éclore, hors toute hiérarchie, des talents, des oeuvres et des chefs-d'oeuvre ? La culture n'est pas dans une administration ni se résume au desideratum d'un pouvoir à l'oeil culturel clos et semi-muré. A la voix asséchée, sèche, tarie et aride. Elle devait être au moins une simple passion lorsque l'ambition de l'avoir n'arrive point à caliner le moindre déclic. Et pourquoi devrions-ils nous argumenter ces organisateurs que le festival n'est autre que dans la chanson locale, arabe ou timidement internationale ? Il y a bien, ailleurs, des festivals sans cor, ni cri, ni trompette. La famille des loisirs est large de gammes et de produits. Elle va de l'image, au son, passant par les deux pour arriver jusqu'au rituel, le mimique, l'ancestral, le traditionnel, le local, etc. Il y a l'épi, le blé et les hauts plateaux qui sont plus rentables et profitables et moins dispendieux que ne le sont les triples ou les doubles canons.

L'entente sportive est une culture d'équipe que les citadins veulent locale. Le site romain de l'antique cité fut le réceptacle artistique d'un festival disparu par l'insouciance de tout un chacun. Le regain à peine de volonté publique s'était fait ressentir, la résurrection devient quasi impérative. Il est là en ce jour-là. A son énième reproduction. Répétitif à satiété, itératif à volonté. Et quoi encore ? Même rengaine, mêmes acteurs, même public.

La connaissance serait dans un corps social moribond telle une paix dans l'âme, si l'inculture s'évaporerait des méninges caciques. Le liège reprendra surface dès la levée des pesanteurs.

## Cheikhs, chèques, chic (II)

«Tu as beau laver la rouille, elle ne deviendra pas blanche.»

«Un bâton a toujours deux bouts.»  
(Proverbes soufis)



PAR AHMED  
SAÏFI  
BENZIANE

Dans cette façon rétrograde d'attribuer à une confrérie religieuse un rôle paradoxalement avant-gardiste, il y a quelques interrogations qui méritent un sérieux débat, où la psychanalyse autant que l'anthropologie sociale doivent être mises à contribution. Un débat qui doit reprendre et surtout recentrer le rôle de l'Etat, dans un processus de reconstruction d'une nation sortie d'une guerre de libération avec ses conflits, ses clans, ses attributs, ses forces et ses faiblesses, ainsi que ses zaouias. Et ce n'est certainement pas une zaouia aussi soutenue soit-elle, aussi mobilisatrice de fonds et généreuse avec ceux qui la soutiennent d'une manière ou d'une autre, qui va ouvrir ce débat. Faute de quoi peut s'installer la confusion des rôles. Faute de quoi on peut être amené à manger dans les toilettes et faire ses besoins dans la cuisine selon une formule chère à un défunt ami qui savait de quoi il parlait, lui.

Il est vrai que l'Islam pose problème à l'échelle planétaire particulièrement depuis que les courants djihadistes sont passés à l'action violente, puisant de plus en plus de troupes dans les milieux pauvres et dans l'exclusion sociale, la misère. Mais la solution est-elle dans les grandes rencontres internationales, en se vantant de pouvoir rassembler des milliers de personnes dans une ville sinistrée du point de vue des capacités d'accueil et autres infrastructures. Il est vrai que l'on peut se placer au-dessus des gieux et se positionner en donneur de leçon à leur triste mendicité, mais comme disait un célèbre mort pour l'Algérie «si vous êtes propres c'est grâce à nous, si nous sommes sales c'est à cause de vous». Aussi, défendre une idée, une appartenance tribale ou même idéologique, loin du « collage » à la question et en gardant la distance nécessaire qui permet de faire les différences, est à l'honneur du défenseur, tant qu'elle ne met pas en péril la chose défendue.

Mais dès que les échecs, nombreux d'ailleurs et liés principalement à une mégalomanie naturelle et exaspérante commencent à rejeter la faute sur cet Autre plutôt que sur son Soi, cela dénote d'un manque d'honnêteté. Tout simplement. Même si l'on est en désaccord avec le HCI pour différentes raisons, et elles sont nombreuses, il faut reconnaître que sa position quant à l'ouvrage « scotché » du cheikh actuelle de la zaouia El-Alâwiyya qui a réussi son coup médiatique avec la représentation du Prophète de l'Islam, est fondée du point de vue de l'interprétation sunnite. Et nous sommes dans un pays à variante sunnite de l'Islam. Ou alors il faut ouvrir un débat dans le débat. Sereinement et sans pression, ni tricherie. Quant

à attribuer à Bouteflika le savon passé au cheikh Bouamrane et qui reste à vérifier, loin de l'approuver, il y a lieu de s'en offusquer. C'est comme on dit un « cliché » de journaux. Et cheikh Bouamrane n'est pas n'importe qui. Par ailleurs, en dehors de l'amitié dont peuvent se prétendre beaucoup de nombreuses personnes concernant le Recteur de Mostaganem et en dehors des « clichés » de journaux justement, qui a eu la curiosité d'aller chercher quelques explications sur ce qui s'est passé ? Et d'abord que s'est-il passé au point où le cheikh de cette zaouia dite internationale aille raconter à qui veut bien l'entendre que le Recteur n'a pas assisté à son colloque, ce qui est complètement faux. Toute la direction de l'Université Ben Badis était présente à l'ouverture du colloque et les doyens ont été placés au fond de la salle, pendant que pour le Recteur on a tant bien que mal trouvé une place au premier rang. Dans sa propre Université. Quel est le Recteur qui accepterait une telle situation d'autant que dans le discours inaugural aucun mot de remerciement n'a été prononcé à l'encontre de l'Université qui a abrité le colloque.

Le soufisme en VIP dont on veut parler aujourd'hui se traduit par des actes de sagesse et de sérénité et non pas par des attaques contre les enfants de ce pays qui assument leurs charges de la manière la plus correcte et la plus honnête possible. Se tromper d'ennemi ou d'ami peut parfois être cruel, pire, irréversible. On peut perdre une guerre, une image, une notoriété, le sens des choses, du seul fait de cette erreur. On peut se perdre par aveuglement ou par petits calculs qui voilent le chemin restant à parcourir. Se tromper d'analyse au profit d'une implication à une cause ou par simple intérêt invisible à la nudité de l'oeil peut se retourner contre cette cause et les bénéfices attendus se traduisent inévitablement par une perte. La perte de l'âme d'abord. Celle qu'aucun prix ne peut en donner la valeur. Aussi faut-il rechercher la vérité dans une démarche pragmatique qui consiste à « déconstruire », une masse d'informations, un phénomène pour en étudier les fragments qui le composent un à un. Puis, une fois assuré qu'il ne manque aucune pièce au puzzle et prenant appui sur sa seule conscience et son honnêteté, on peut commencer le travail de recomposition. Honnêtement. L'important c'est de revenir vers le rôle de l'institution et son importance pour les grands équilibres sociaux. C'est de dire que même si les zaouias font partie de notre patrimoine culturel et spirituel, nous avons le devoir de les associés à la compréhension de notre société mais n'oublions pas que c'est à l'Université que revient la charge d'éclairer les zones d'ombre pour peu qu'elles soient considérées comme des éclaircisseurs. L'argent et l'influence peuvent s'évaporer, seul le travail de fond reste.



# Pleure, ô femme mal-aimée

PAR BOUDAUD MOHAMED

Il a remplacé les sorciers et les devins par des satellites. Il sait maintenant prévoir et guérir des maladies qui fauchaient auparavant des milliers de vies. Il n'arrête pas d'inventer des machines qui complètent merveilleusement bien les organes limités avec lesquels il vient au monde. Bientôt, il construira des appareils invisibles à l'oeil nu avec lesquels il pourra explorer son corps comme on se promène dans une ville. C'est naturel, l'homme est pourvu d'une cervelle pour réfléchir et résoudre les problèmes qui jaillissent de temps à autre sur son chemin. Et c'est pourquoi, quand il vit bien sûr dans une culture qui n'empêche pas les enfants de parvenir à l'âge adulte, qui ne leur apprend pas à marcher avec les béquilles de la fatalité, il crée des laboratoires et s'enferme dedans. Ainsi, l'homme a fait beaucoup de progrès. Luttant sans répit contre la bêtise, il avance.

Malheureusement, il y a sur la terre des gens que la bêtise ne gêne pas. Ils semblent même y trouver un certain plaisir, une certaine jouissance, ils sont à l'aise dedans comme dans un vêtement sur mesure.

C'est ainsi que des millions de femmes et de filles algériennes vivent presque tout le temps enfermées chez elles. Depuis son premier vagissement jusqu'à son dernier soupir, la femme algérienne étouffe entre quatre murs, la pensée et le corps bloqués et bornés par du béton armé ou du ciment et des briques. C'est ainsi depuis des siècles, et si jamais vous osez faire la remarque, vous provoquez un mécontentement presque général. La méfiance surtout. Ou des moqueries dures et bourrées d'allusions. Vous n'appartenez alors plus à la «communauté» des hommes. Si vous avez des poils sur la lèvre supérieure, vous déshonorez ce signe de virilité, et le mieux serait que vous achetiez le plus vite possible une lame jetable pour les raser, ces moustaches trompeuses. Vous serez cité comme un exemple d'homme que sa femme mène par le bout du nez. Encore pire, votre crâne loge des idées dangereuses et étrangères. Indésirables. Vous avez lu des livres écrits par des Occidentaux qui se sont juré de détruire notre identité et qui n'ont qu'un rêve: débaucher nos femmes et nos filles. Vous avez touché à des vérités éternelles. C'est que dans l'esprit des Algériens, le monde est divisé en deux parties inconciliables: une partie constituée des hommes et des garçons, et l'autre, des femmes et des filles. Cette vision des choses fait partie de l'héritage que nous ont laissé nos ancêtres, c'est-à-dire les gens qui ont vécu avant nous sur cette terre. En effet, à un certain moment de notre histoire, pour des raisons qui les arrangeaient, nos aïeux ont décidé que cette division était salutaire pour eux, qu'il fallait séparer les hommes des femmes, offrir aux premiers une liberté totale, et imposant aux secondes de rester chez elles. Pour que la chose soit prise au sérieux, ils ont prononcé des paroles pour nommer cette division, la signifier et la réglementer. Au fil du temps, ces paroles se sont transformées en lois indiscutables.

Ainsi donc, le monde extérieur appartient aux hommes et aux garçons et à eux seuls. Pourquoi ? Nous l'avons déjà dit: c'est ainsi depuis toujours et il ne faut surtout pas contrarier les ancêtres. Ce n'est pas bien de les énerver, raconte la mère à ses enfants et l'instituteur à ses élèves. Il ne faut pas toucher à ce qu'ils ont dit. Vous n'avez rien à dire, tout a été dit une fois pour toutes, écoutez comme c'est merveilleux, rappelez-vous de ça les petits, vous

Nous sommes en 2009. Depuis longtemps déjà, la nature n'est plus peuplée d'ogres et de monstres qui adorent la chair humaine. L'homme est arrivé à répondre à beaucoup de questions qui troublaient son sommeil et faisaient pondre à son imagination des histoires à dormir debout.



serez très gentils, maintenant répétez après moi: oh ! oh ! C'est très bien, maman va vous préparer des beignets ruisselants de miel, votre enseignant vous fera un cadeau, l'examen sera facile, vous aurez l'exercice qu'on a corrigé ce matin.

Donc, les hommes ont ce droit inaliénable et sacré d'aller où ils veulent, de sortir de la maison quand ils veulent, de rentrer quand ils le désirent, de voyager aussi loin qu'ils souhaitent, de s'amuser dehors, de jouer au foot, aux dominos, aux cartes, de fumer une cigarette dans le café du coin avec les copains, d'éclater de rire dans la rue, d'aller à la mer pour se rafraîchir et reluquer un coup, de rester dehors jactant pendant des heures, de s'habiller aussi farfelu qu'on peut l'imaginer, de fréquenter les cybercafés afin de tchatcher avec l'étrangère, en évitant bien entendu de se dévoiler, en se déguisant en homme moderne très cool et tout, bref de faire des tas de choses, librement, parce que c'est permis. Ce sont nos coutumes qui veulent ça. Et les coutumes chez nous sont comme les goûts ailleurs, ça ne se discute pas. Pourquoi ? Ne posez surtout pas cette question autour de vous. Vous risqueriez de mettre en colère votre interlocuteur. Mais si jamais vous ressentez un jour un besoin impérieux de la poser quand même, votre question, évitez en général les universitaires. Nos paysans analphabètes sont beaucoup plus tendres que ces quidams qui ont été à l'école.

Et la femme ? Nos coutumes ont décidé qu'elle doit rester à la maison et de n'en sortir que si la nécessité l'impose, après avoir évidemment demandé la permission au père, au frère ou au mari. Les femmes et leurs filles sont destinées à laver le linge sale, le rincer, l'essorer, le repasser, le ranger; nettoyer le parterre; faire briller les meubles, dépoussiérer partout; préparer le repas, servir le repas, desservir la table, l'essuyer; s'occuper des enfants, la mère restant éveillée pendant toute la nuit quand ils ont de la fièvre; tout ça presque continuellement, et regarder des feuilletons idiots dans les petites pauses qu'elles s'offrent de temps à autre. Comme ces hommes qui étaient condamnés à ramer sur les galères du roi, nos femmes sont condamnées à servir les mâles qu'elles ont enfantés. A longueur de vie. Jusqu'à ce que mort s'ensui-

ve. Encore plus, même quand elles ont un boulot, elles se tapent tout le travail de la maison quand elles rentrent chez elles, en se gardant de se plaindre. Car «il» a horreur, Monsieur, des plaintes. Lui aussi, il travaille. Mais il oublie d'ajouter qu'il est libre. Que les coutumes et les lois l'ont toujours privilégié. Et les hommes et leurs fils trouvent que c'est normal que des êtres humains comme eux vivent coincés dans des trous pendant toute une vie, le corps enchaîné à un évier. Souvent grosse gueule, comme le lui apprend sa culture, le garçon apprend très vite à exploiter ses soeurs et à leurs commander. Quand il a fini de se défouler en plein air, il rentre à la maison pour se remplir la panse avec un repas préparé par la mère ou la soeur qu'il regarde comme des créatures créées pour le servir. Des millions de garçons vivent ainsi. De petits roitelets gâtés. Quand il a terminé de manger, la soeur ou la mère vient dégager et nettoyer la table, et ce spectacle ne le dérange en aucune manière, et ne provoque en lui aucune question, la nature a voulu que les femmes soient des domestiques. Il n'oubliera pas de changer de vêtements, ceux qu'il porte lui paraissent un peu sales, il demandera à sa soeur de s'en occuper. Cet après-midi, lui et ses copains du quartier ont décidé d'aller à la mer. Ils se rinceront l'oeil en buvant du regard les très rares baigneuses qu'ils apercevront là-bas.

Mais il ne faut pas se fier aux apparences. Ces hommes et ces jeunes hommes qui sont si durs avec le sexe féminin regardent beaucoup de films. Face à l'écran, évidemment seuls, ils se débarrassent des interdits avec lesquels ils s'étouffent et étouffent leurs femmes et leurs soeurs, s'abandonnant aux rêves les plus farfelus qui soient. Pendant des heures, ils bouffent des rêves pour survivre à la vie sans joie qu'ils s'imposent. Ils fantasment sans trêve sur des images, alors qu'ils pourraient être heureux avec les femmes qu'ils ont cloîtrées. Ils sont malheureux et ils savent pourquoi ils le sont. Mais comment pourraient-ils accéder au bonheur en barricadant à double tour des millions de femmes et de filles chez elles ? Par quel miracle un homme pourrait-il être heureux en vivant perpétuellement avec des hommes ?

Les femmes et leurs filles sont aussi de grandes consommatrices

de films. Ces temps-ci, elles raffolent particulièrement des feuilletons turcs. Ce sont de longues histoires d'amour, ruisselantes de tendresse et de gémissements. De regards plus suggestifs qu'une caresse, qui débrident l'imagination et l'aiguillonnent vers les jardins où poussent les fleurs interdites. Les acteurs sont très beaux. Et à force de vivre les yeux braqués sur ces acteurs, ignorées par les hommes en chair et en os qui les entourent, les femmes finissent par prendre la télé pour le monde réel. Encore pire, elles finissent par détester sortir, elles préfèrent maintenant rester chez elles, elles ne veulent plus poser le regard sur la laideur qui les environne, elles se hâtent de terminer le ménage, elles ne sont heureuses que face à l'écran, cette fontaine d'où coulent à flots des soupirs qui les déchirent. Les hommes de chez nous ont commis une erreur monumentale. En enfermant leurs femmes, en les négligeant, ils les ont jetées dans les bras tendres des belles images qu'elles regardent. L'Algérienne peut parler avec sa voisine ou sa copine de l'acteur turc ou du chanteur oriental pendant des mois, les yeux langoureux, la voix caressante, et ne pas piper un traitre mot sur l'homme avec lequel elle a convolé en justes noces. Comme s'il n'existait pas. Sinon, lorsqu'elle est obligée de l'évoquer, ce sont souvent des larmes qui jaillissent de ses yeux, ou des plaintes qui suintent de ses lèvres. Pauvre homme !

Bien sûr, les Algériens ont des raisons solides qui font qu'ils ne peuvent pas permettre à leurs femmes et filles de sortir. Un Algérien n'est jamais à court d'arguments. Il sait en fabriquer avec une aisance qui provoque l'admiration. Quand vous abordez avec lui ce sujet, une des justifications qu'il dégage comme un revolver, c'est celle de l'absence des lieux de détente et des aires de jeu. Où voulez-vous que j'aille avec ma femme et mes enfants ? Montrez-moi un seul coin propre où une famille pourrait se promener sans courir le risque d'assister à un spectacle contraire à nos valeurs ? Il se lance: les ivrognes et les bandits grouillent partout où vous posez le pied. C'est l'insécurité totale. Je ne suis pas fou pour exposer ma famille au danger. Ni Dieu ni les hommes ne me pardonneront cet acte insensé. Je suis responsable, moi ! Et ces histoires, il les raconte chez lui avec

plus d'émotion et de conviction, sans répit, il noircit le tableau, il en rajoute, afin d'étouffer en son épouse et ses filles toute envie de sortir. Généreux, il les laisse conclure: il vaut mieux rester chez soi. Tu veux un thé ? Non, je suis obligé de sortir, je rentrerai un peu tard, ce n'est pas la peine de m'attendre, j'ai à faire, la femme devrait remercier Dieu jour et nuit de l'avoir créée femme, elle n'est pas obligée elle de quitter la chaleur et la sécurité du foyer, que Dieu l'en préserve.

En fait, si c'est vrai que l'Algérie est un pays qui se distingue par une absence presque totale de ces espaces de repos si indispensables aux citoyens, l'Algérien ne se plaint pas sincèrement de cet état de choses, il en profite. Ça convient parfaitement à sa mentalité. La vérité est qu'il ne veut pas sortir avec sa femme. Il a peur du ridicule. Sortir se promener avec son épouse est un manque de virilité. Et qu'il soit analphabète ou bardé de diplômes, c'est en général la même chose. Les deux ont tété le même sein. C'est pourquoi beaucoup de nos enseignants ne ratent aucune occasion pour injecter quelques gouttes de sexisme déguisé en morale dans les cours qu'ils donnent. C'est pourquoi nos élus et nos responsables, qui sont aussi des Algériens, ne pensent que rarement aux espaces qui permettraient aux citoyens de se délasser. Comment un maire ou un député qui ne sort jamais avec sa femme pourrait-il songer à une chose pareille ? Le monde extérieur est le produit d'une mentalité.

Ce n'est pas dû au hasard si nos routes et nos rues sont défigurées par les dos-d'âne. En effet, s'il existe une chose que les citoyens algériens peuvent demander et obtenir illico presto, c'est bien le dos-d'âne. Les psychologues devraient se pencher sur le phénomène et nous expliquer pourquoi nos responsables adorent mettre partout ces obstacles, avec joie et empressement.

L'Algérien serait-il donc misogyne ? Si vous voulez connaître la réponse, écoutez-le quand il parle de la femme en général. Il a sur son compte des histoires et des proverbes qui en disent long sur ce qu'il pense d'elle. Elle est frivole et superficielle. Ses conversations sont vides de sens et terriblement ennuyeuses. Elle est incomplète. Elle est trompeuse. Elle adore les ragots. Elle est indigne de la confiance. Elle est paresseuse. Il faut tout le temps avoir l'oeil sur elle comme sur un enfant. Son corps est dangereux et peut provoquer un séisme ou une inondation. Quand il s'agit de sa mère, il n'est qu'amour et respect. Y a-t-il une contradiction entre ce qu'il dit de la femme en général et de sa mère en particulier ? Non.

Et lui, le sexe masculin, comment est-il ? Evidemment, parfait. Il est profond et intelligent. Ses conversations sont chargées de sens et très intéressantes. Il est complet. Il est loyal. Il a horreur des racontars. Il est digne de confiance. Il est travailleur. Il est adulte et responsable. Son corps est inoffensif. C'est un ange.

D'ailleurs, notre culture nous apprend qu'on ne critique pas un homme. C'est ce qu'on dit encore maintenant à une jeune fille quand un prétendant qui ne lui plaît pas demande sa main. C'est un homme.

Nous sommes en 2009. Aujourd'hui encore, les Algériens ignorent que des enfants élevés par des femmes soumises et méprisées ne peuvent devenir des hommes heureux de vivre, mûrs, libres et audacieux. Ils ignorent que des enfants qui grandissent dans une culture qui infantilise la femme ne pourront produire plus tard que du malheur et des dos-d'âne.



# L'abus de la détention provisoire, l'erreur judiciaire: un complexe infernal

PAR DRISS REFFAS \*

Il nous est arrivé d'entendre et de lire souvent sur les frasques de la justice et ses conséquences douloureuses sur le justiciable. Aujourd'hui, en prenant en exemple l'affaire de ce cadre d'une entreprise publique, qui, à travers une lettre de dénonciation anonyme dit-on, a été mis en détention provisoire pendant des mois, jugé, condamné et puis innocenté. Déjà malade lors de son incarcération, il fut évacué en urgence pendant son procès en appel, de la cour d'Alger vers l'hôpital. Il a quitté ce monde en refusant certainement d'entendre le verdict clamant son innocence de la part d'une institution qui a broyé son honneur. Cette douloureuse affaire nous fait rappeler une triste période où plusieurs cadres de diverses sociétés étatiques (opération mains propres) ont été incarcérés (détention provisoire) puis relaxés. On peut citer bien d'autres scandales qui ont défrayé l'opinion publique. Malheureusement, elles n'ont pas permis une réforme qui protège les droits inaliénables du justiciable en instaurant des garde-fous dans l'appréciation du magistrat. Une réforme populaire, indépendante des pouvoirs publique et politique, car «il n'est pas une mission plus haute que celle de rendre la justice, il n'en est pas de plus périlleuse»<sup>(1)</sup>. Dans ce sens, l'éducation, l'apprentissage et la culture sont les repères fondamentaux dans l'action du magistrat avéré. Effectivement, rendre justice est un acte noble qu'il faut l'épargner des lourdes conséquences qui peuvent en découler. Le magistrat, dans sa mission, doit présenter le maximum de garanties. La fiabilité d'une action qu'elle soit judiciaire ou non, dépend de la qualité de la personne qui l'accomplit. Tout cela ne réduira pas pour autant le risque d'erreur à zéro. L'erreur est une nature de l'homme. «Pour grands que soient les rois, ils sont ce que nous sommes, ils peuvent se tromper comme les autres hommes. Les juges ne sont pas d'une autre essence»<sup>(2)</sup>. Devant cette fatalité, je rejoins Maître Renée Floriot, célèbre avocat français, et auteur de nombreux ouvrages juridiques qui mentionna : «L'homme le plus honnête, le plus respecté, peut être victime de la justice. Vous êtes bon père, bon époux, peu importe. Quelle fatalité pourrait vous faire passer pour un malhonnête homme, voire un criminel ? Cette fatalité existe, elle porte un nom : « L'erreur judiciaire»<sup>(3)</sup>. De ce fait, la justice doit s'assurer qu'elle n'est pas infaillible, et qu'elle peut se tromper. Penser le contraire demeure une utopie. Faut-il encore savoir que toute erreur médicale est assujettie à une sanction de la part de l'institution ordinale, et parfois sanctionnée par un jugement au nom du peuple. Qu'en est-il pour l'erreur judiciaire ?

Dans l'article 9, alinéa 3 du pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont l'Algérie est signataire, il est stipulé : «Tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré. La détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle», on peut déduire de cet article que la présomption d'innocence est une hypothèse sine qua none. D'une façon générale et de par le monde, La Justice doit respecter les droits de la personne. On n'a pas le droit d'arrêter quelqu'un

«La justice, c'est six mille ans d'erreurs judiciaires»

Robert Brassillach

**L'Histoire témoigne des erreurs judiciaires qui ont bouleversé l'opinion publique et ont signifié que l'appareil judiciaire pouvait se tromper. En clair, que le verdict judiciaire rendu par des hommes pouvait ne pas nécessairement épouser les contours de la «Vérité». Seule la justice divine est propre. L'humain, en désarroi devant le pouvoir de l'homme, réplique : «A Dieu Tout-Puissant, je remets cette injustice à mon égard».**

sans raisons, et tout le monde est protégé par la présomption d'innocence. Cela signifie que toute personne soupçonnée d'avoir commis une infraction est considérée comme innocente tant qu'elle n'a pas été reconnue coupable par le tribunal qui a jugé l'affaire. Je citerai dans ce sens le discours de Monsieur le ministre de la Justice lors de l'ouverture de la conférence sur la réforme de la justice initiée par le président de la République : «La Commission Nationale de la Réforme de la Justice a fait preuve de perspicacité en préconisant une démarche de réforme fondée sur des mesures d'urgence et des projets à moyen et à long termes. Les mesures d'urgence sont axées essentiellement sur une meilleure prise en charge des droits de l'Homme et le renforcement des garanties juridiques les concernant.

A ce titre, je me limiterai à citer l'obligation de motiver les ordonnances de placement en détention provisoire, désormais susceptibles de recours, le respect de la présomption d'innocence durant les phases de l'enquête préliminaire, les modalités de la garde à vue, la concrétisation du caractère exceptionnel de la détention provisoire par le recours à des mesures alternatives tel que le contrôle judiciaire». Aussi, dans un message, à l'occasion du 60e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, le président de la République précise : «l'institution judiciaire en tant que «l'un des piliers de l'Etat de droit, dont l'indépendance est consacrée par la Constitution», le chef de l'Etat a souligné qu'elle a fait l'objet en Algérie d'une «attention particulière» par la mise en oeuvre, dès les années 2000, d'une «profonde réforme visant le double objectif d'adapter l'appareil judiciaire aux mutations actuelles et préparer le pays à composer avec les données de la nouvelle conjoncture internationale». A ce titre, il a fait savoir que la révision des divers codes et textes législatifs réglementaires «a eu pour but d'assurer un meilleur encadrement et une protection plus efficace des droits de l'Homme, conformément aux normes internationales et aux engagements conventionnels du pays». Le président Bouteflika a précisé que, c'est dans ce cadre, qu'il faut situer «le renforcement du principe de la présomption d'innocence, la limitation du recours à la garde à vue et le contenu de son opportunité par le procureur de la République, l'affirmation du caractère obligatoire de l'examen médical, s'il est demandé par la personne gardée à vue, le renforcement des droits de la défense de la personne présentée devant le procureur et l'amélioration des droits des détenus, des conditions de leur détention et les efforts pour leur réinsertion sociale». Des discours certainement très encourageant en matière de Protection du justiciable, qui tardent malheureusement à trouver place au sein de l'appareil judiciaire.

La pratique de la détention provisoire prononcée souvent dans nos juridictions porte atteinte aux droits fondamentaux du justiciable,

telle que la présomption d'innocence qui est garantie par la plus haute législation de la nation à savoir la Constitution de la République algérienne démocratique et populaire. Le code de procédure pénal (CPP) dans sa section intitulée : «De la détention provisoire et de la liberté provisoire», la liberté est la règle et la détention l'exception (article 123). La détention provisoire en tant que mesure exceptionnelle est fixée à vingt jours en matière délictuelle (article 124 du CPP) et en principe à quatre mois (article 125 du CPP) en matière criminelle. Le juge d'instruction peut prolonger si nécessaire la détention provisoire par ordonnance pour une durée de quatre mois, renouvelable une seule fois. Ce qui porterait cette durée à douze mois. Exceptionnellement, l'article 125 bis autorise la Chambre d'accusation, sous certaines conditions, à prolonger la détention pour une durée supplémentaire de quatre mois non renouvelable. La détention provisoire, en matière criminelle, ne devrait donc pas excéder seize mois, et huit mois en matière délictuelle. Le maintien en détention au-delà du délai légal équivaut au délit de détention arbitraire puni par le code pénal ; toute détention en dehors des conditions légales est une détention arbitraire. C'est une interprétation conforme au caractère exceptionnel de la détention provisoire, ainsi qu'aux articles 124 et 125 du CPP pour lesquels la durée maximale de la détention provisoire est fixée par la loi. De l'avis pondéré et mesuré du président de la Commission pour la protection et la promotion des droits de l'Homme, Maître F.Ksentini, convaincu qu'il faut réduire le nombre des détentions provisoires, et qu'en matière délictuelle, cette mesure doit être purement et simplement supprimée. Sur ce point, il apporte une précision de taille à savoir que dans la plupart des cas, les magistrats refusent d'appliquer les textes de lois qui sont pourtant clairs en matière de détention provisoire. Pis, après plusieurs mois de détention provisoire, et après leur relâche, des dizaines de détenus n'ont pas obtenu réparation. Chose aberrante, aux yeux du bon sens (l'Expression 06 septembre 2004). La détention provisoire, quelquefois «injustifiée» faute d'éléments à charge suffisants, est vécue par l'innocent comme un lynchage gratuit qui, en outre, conforte l'idée de culpabilité dans l'opinion publique. L'innocent est donc doublement puni sans avoir commis la moindre infraction : puni, avant toute preuve d'infraction, par le châtiment de détention que lui inflige l'institution judiciaire au nom de la société, et puni par le message de culpabilité adressé à l'opinion publique qu'un non-lieu ou acquittement ne suffit jamais à enterrer. Il est par ailleurs nécessaire d'affirmer que le préjudice subi par l'innocent injustement incarcéré ne s'arrête pas au seuil de la prison. Libéré, ou même seulement mis en examen sans incarcération, l'innocent doit supporter, pendant des mois et parfois des années, les affres de l'instruction, les frais de sa défense, les interdits professionnels ou géographiques liés au contrôle judiciaire, la

souffrance collatérale de ses proches et toutes les conséquences qui peuvent en découler, soit tout un ensemble de préjudices que l'indemnisation ne pourra jamais effacer. De par le pouvoir qui lui est conféré par le peuple, l'autorité judiciaire doit protéger la liberté individuelle. La protection de la liberté individuelle est érigée en principe fondamental reconnu par les lois de la République. Aussi, elle résulte non seulement de l'esprit de la Constitution, mais également des articles 9, 11 alinéa 1 de la déclaration universelle des droits. Cette dernière est la référence de tous les textes juridiques nationaux et internationaux garantissant la protection des droits fondamentaux du citoyen.

L'emprisonnement étant au coeur du système judiciaire algérien, placer une personne en détention provisoire, c'est faire de la répression avant qu'une décision de justice ne soit intervenue à l'égard de l'intéressé. Cette mesure s'analyserait en un préjugé inadmissible au regard de la présomption d'innocence. Cette dernière est reconnue être un des piliers de notre semblant de démocratie. Mais pourquoi revêt-elle une si grande importance la présomption d'innocence face à la détention provisoire ? Parce que le magistrat chargé de l'instruction doit toujours se méfier d'une possible erreur judiciaire.

A la question quelles sont les causes de l'erreur judiciaire, Roland Agret, président de l'Association «Action-justice» en France et membres d'honneur de «Reporters sans Frontières», condamné à 15 ans de réclusion criminelle pour un crime qu'il n'a pas commis, innocenté et réhabilité en 1984, rétorqua : «Une somme d'erreurs, de police, d'instruction, de justice, quelquefois il y a de la négligence, de l'acharnement, une enquête bâclée, des témoins qui mentent, un juge paresseux». A travers cette réponse spontanée d'une personne avertie, on déduit que le magistrat n'est pas le seul responsable de l'erreur judiciaire, différents facteurs interviennent, que ce soit avant le procès ou à l'audience. Souvent, les juges se contentent des conclusions établies par le juge d'instruction. Et, pourtant, il est dit que le procès en public est une deuxième instruction qui permet au magistrat qui préside la séance d'apprécier les débats en leur accordant le temps nécessaire, sachant pertinemment que sa responsabilité est engagée au nom du peuple. Cependant, dans la pratique quotidienne, souvent le corporatisme judiciaire fait que le juge avant même les débats sa conviction est faite. Pour ainsi dire, il ne peut y avoir de pouvoir sans responsabilités, ni de responsabilités sans pouvoir. Si, dans la vie de tous les jours, l'erreur est réparable ou oubliable, qu'en est-il lorsque l'erreur est le fruit de la justice. Elle peut être aussi la conséquence de plusieurs facteurs à savoir les influences extérieures et intérieures (la rumeur publique, les médias, les pressions, le corporatisme judiciaire...). Si, l'erreur judiciaire demeure présente, néanmoins, il est judicieux qu'elle soit reconnue, réparée ou encore mieux avec beaucoup de persévérance évitée. La justice doit faire des efforts de conscience, et elle doit admettre encore une fois qu'elle n'est pas infaillible. La réforme de l'appareil judiciaire algérienne tant souhaitée doit s'efforcer à revoir les prérogatives du juge d'instruction en matière de restrictions de la liberté individuelle et renforcer l'action de l'avocat au cours de l'instruction pour accroître les garanties et consolider la

présomption d'innocence. On indique souvent que le magistrat chargé de l'instruction ne doit pas «préjuger» de la culpabilité, et il lui est souvent reproché de violer la présomption d'innocence en plaçant en détention. Mais souvent, lorsqu'il existe des indices qui atteignent un certain niveau d'intensité, le juge prend la décision attentatoire à la liberté individuelle. Même si la détention provisoire s'avère parfois nécessaire, l'abus n'est pas autorisé.

En conclusion, je cite l'avis de Jean François Bugelin, haut magistrat français, procureur général près de la Cour de cassation en 1996 dans sa contribution, intitulé l'erreur judiciaire (06 février 2003) ou il affirme : que tous les Palais de justice devraient avoir inscrit dans chacune de leur salle la phrase de Descartes suivante, extraite du « Discours de la méthode » : « ne recevoir jamais aucune chose pour vraie que je ne la connusse évidemment être telle. C'est-à-dire d'éviter soigneusement la précipitation et la prévention et de ne comprendre rien de plus en mes jugements que ce qui se présenterait si clairement et distinctement à mon esprit que je n'eusse aucune occasion de le mettre en doute ». C'est admirablement écrit et pensé.

Tout magistrat devrait être philosophe, c'est-à-dire être ami de la sagesse, prendre de la distance et faire preuve de réflexion. Comme le dit Descartes, il faut éviter la précipitation. Or, la vie concrète de la justice rend difficile cette prise de distance par rapport au dossier, à l'information ou à l'événement. Dans son parquet, le procureur reçoit chaque jour des dizaines voire des centaines d'informations importantes. Les questions se pressent et il faut y répondre. Or les renseignements sont souvent flous, imprécis et difficiles à interpréter. Le juge examine des dossiers trop nombreux pour être vus en détail, mal bâtis, où manquent souvent des indications essentielles. Ces considérations nous conduisent à quelques conclusions qui me paraissent s'imposer pour éviter autant que faire se peut l'erreur judiciaire. En résumé, une justice démocratique, indépendante et transparente constitue un élément essentiel de l'Etat de droit. Elle doit s'accompagner de la création d'un espace judiciaire cohérent, voué à un régime de droit qui protège et développe la démocratie et les droits de l'Homme. Si l'erreur judiciaire est réparée par l'Etat (article 49 de la Constitution), cela ne veut pas dire que l'Etat protège la faute professionnelle qui engendre un lourd préjudice souvent irréparable au justiciable et à son environnement.

## Notes:

- Détention provisoire-mémoire soutenue par D.Mellieu-Université Lille2.
- Les erreurs judiciaires-A.Ficheau (faculté des sciences juridiques, politiques et sociales) Lille2.
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques-conclu à New York le 16 décembre 1966.
- L'erreur judiciaire-J.F.Burgelin-Procureur général près de la cour de cassation-Paris 1996.
- Sur l'indépendance et la responsabilité des magistrats. R.Errera-Conseiller d'état honoraire, ancien membre du conseil supérieur de la magistrature-France-
- (1)-L.Jardin-Les erreurs judiciaires et leur réparations-Thèse. Caen 1897.p1
- (2)-M.Martin-Procédés de rectifications des erreurs dans les décisions judiciaires. Thèse Nancy-1940.
- (3)-Les erreurs judiciaires-R.Floriot-Flammation-Paris-1968-P5.

\* Docteur  
• Secrétaire général de l'Académie Africaine pour la Paix.(ACAP)  
• Délégué Adjoint de l'Organisation de la Société Civile Africaine (OSCA)  
• Membre élu du Conseil d'Administration du Croissant-Rouge Algérien  
• Conseiller régional et national de la Section Ordinale des Chirurgiens Dentistes.



## Le mois de tous les écarts

PAR FAROUK ZAHI

L'intelligence humaine, aiguësée probablement par la privation alimentaire temporaire, fera des prouesses inventives pour susciter une frénétique course à la bombance. Dès l'apparition du produit alimentaire ostensiblement exposé, la panse programmée établira son logiciel de mets. Ainsi, la petite crevette rappellera aux papilles gustatives, un bourak doré et farci de ces petits crustacés qui, en temps normal, ne suscitent pratiquement pas d'intérêt. Les sens en éveil sont aux aguets du moindre apprêt culinaire ; on se surprend à subodorer les essences dans leur subtilité. On (re) découvre les vertus revigorante du coriandre, apaisante du persil ou digestive du thym. L'odeur de l'ail, plus que jamais excitante, donne un avant-goût des sauces relevées et des salades de laitue ou de cresson à la vinaigrette. Les viandes, blanche ou rouge, seront assaisonnées sous toutes les formes. Le gibier n'est pas exceptionnel, il pourra s'agir de lièvre, de caille ou même de faisan. La daurade, le rouget ou le merlan ne feront pas exception à la règle même si leurs prix atteignent des cimes inégalées. Le filet d'agneau au four et le poulet farcis cuit à l'étuvée seront les oeuvres sublimes de la ménagère en nage. Ils seront généralement accompagnés d'amuse-gueules type kebda m'charmla ou de cervelle en sauce. Les laitages riches en nutriments calciques constitués de fromages hollandais ou suisses, les yoghourts et autres crèmes agrémenteront la table. Le pain qui, jusque-là, était acheté chez l'épicier du coin, fera l'objet d'une large prospection et nécessitera des déplacements inimaginables. Par son aspect doré, il est supposé croustillant et mérite donc le déplacement. Il s'agira le plus souvent de l'attrait des formes fantaisistes qu'il prend : fougasse, rond étoilé, torsadé, pain bis, d'orge, de seigle, brioche et autres. De l'avis unanime des connaisseurs, ces pains seraient plus digestes que le pain quotidiennement consommé. Il se trouve parfois que chacun des membres de la famille ramène sa brassée de pain. Il sera rassis le lendemain, mais tant pis, on en achètera encore. La saison riche

A bien des égards, le Ramadan est le mois consacré de tous les écarts. Innombrables, ils alimenteront les différences jusque-là escamotées par l'ordinaire du vécu quotidien.



en fruits ouvrira la voie à la pleine corbeille variée ou la salade de fruits à l'eau de rose.

Les jus faits de fruits exotiques ou de cocktails garniront les banquets des longues soirées. L'archaïque z'labia même celle de Boufarik ne fait plus recette, il s'agit maintenant de chamia aux amendes, de baklaoua et de m'hancha bien farcie aux fruits secs. L'amende perd peu à peu du terrain sous la pression des noix et noisettes disponibles dans toute bonne superette. L'écart alimentaire cerné, voyons voir ceux d'une toute autre nature, celui du langage et du comportement. Héberté par le jeûne qui vient à peine de débiter, le jeûneur peut se transformer en une fraction de

seconde en forcené qu'aucun raisonnement ne peut calmer. Il suffit de le bousculer dans le bus, le contrarier dans une file d'automobiles ou lui faire une petite remarque au boulot, pour que ses foudres se déchaînent et qu'il fulmine à faire rompre ses cordes vocales. L'exhibition est recherchée surtout quand il y a foule. De l'invective à l'injure obscène ou blasphématoire, tout y passe. Et, plus on essaie de calmer les esprits, plus ils s'échauffent. Ça bave et ça postillonne jusqu'à en devenir pitoyable. Les gars qui se fondent la poire peuvent à tout moment changer d'humeur, il suffit de l'étincelle pour que la corde se mette à brûler pour enfin atteindre le fut de poudre.

Cela se passe généralement dans les lieux publics : marchés et administrations. Il est à remarquer qu'il y aura plus de monde au marché que sur les lieux de travail. La pause-café traditionnelle est remplacée par la pause flânerie. Les horaires réglementaires du travail sont allègrement délestés de plusieurs heures ; la majorité estimant que la situation participe de la normalité ramadanesque. On peut donc considérer cette obligation religieuse de trente (30) jours, comme une parenthèse dans la vie socio-économique du pays et advenue que pourra. La vie religieuse devient plus dense, les mosquées ne désemplissent pas ; les imams bénissent ce

mois sacré pour la ferveur observée chez les fidèles : du néophyte au repent (rédemption) jusqu'au responsable local qui n'était généralement visible que le vendredi. La Oumma islamia est ressoudée dans sa foi et sa croyance en un Dieu unique et en Mohamed son Prophète. Les donateurs d'appareils de climatisation seront bénis, car Dieu le leur rendra. Amine ! Répond d'une seule voix la salle de prière. Au sortir de la mosquée, on évitera le regard du SDF affalé sur le trottoir ou celui de cette femme en guenilles agrippée par sa progéniture. Eux, ils ne doivent certainement pas jeûner... ou plutôt si, ils le font toute l'année. Les démunis, les plus chanceux d'entre eux, qui recevront le couffin du Ramadan, eux, ils se contenteront de la ration alimentaire : riz, lentilles, pois chiches, sucre, café et huile. Pense-t-on vraiment que cette ration de survie soit d'un quelconque apport ?

L'écrasante majorité qui attend ce mois sacré, avec angoisse, jouera à la calculette sans pouvoir trouver d'issue à la problématique arithmétique. Les factures d'électricité, d'eau et de téléphone, qui peuvent malencontreusement tomber, risquent de corser une situation déjà précaire. Il n'y aura pas beaucoup de choix. On optera pour le pain, le lait et l'ancestral l'ben, la pomme de terre que l'Etat a pris la précaution de stocker, les choux à farcir à la viande surgelée. Une pastèque ou un melon, c'est encore permis. La z'labia est presque imparable, son absence relèverait du sacrilège. Voici à peu de choses près, les scénarii envisageables pour un mois sacré supposé être de piété et de charité solidaire. Il n'en est malheureusement rien. Il y aura certes des « restos du coeur » pour l'occasion, éphémères, ils ne survivront pas à l'événement. La déchéance, elle, patientera le temps qu'aura vécu le jeûne. Des familles expulsées de leur logis par arrêt judiciaire, et Dieu sait s'il elles sont nombreuses, sont déjà sur le carreau de l'humiliation à la veille d'un rituel religieux où le foyer fait l'objet, par tradition, d'une attention particulière relevant du mystique. La dénivelée socio-économique est telle que, la déclinaison poussera inexorablement des cohortes entières d'individus dans la béance des poches de pauvreté.

## Un été poussiéreux et confus

Après l'été, ce sera le Ramadan. Une manière comme une autre de prolonger les vacances, et la vacance en matière de gouvernance.



PAR ABED CHAREF

C'est un été très algérien. Un été chaud, poussiéreux et confus. Un été qui risque de s'allonger indéfiniment, avec le début du Ramadan dans à peine une semaine. Et dans ce pays qui ne semble guère avoir envie de sortir de sa torpeur, avec une vie politique en hibernation, une administration sans génie fait semblant de gérer une société en ébullition.

L'Algérie a déjà vécu des étés similaires, qui ont d'ailleurs marqué son histoire récente. Celui de 1988 avait débouché sur les émeutes d'Octobre, et la fin du parti unique. Celui de 1997 avait précédé les grands massacres de cette année, avant le limogeage de Mohamed Betchine et la démission du président Liamine Zeroual.

L'été 2009 se présente cependant de manière différente. Malgré un remaniement du gouvernement attendu pour l'après-Ramadan, on ne parle guère de changement d'homme, ni de luttes de clans, encore moins de changement politique majeur. Tout bouleversement semble exclu. Le président Abdelaziz Bouteflika, fraîchement reconduit pour un troisième mandat, s'est installé dans la durée. Aucune force ne

semble pouvoir le menacer, si ce n'est la force d'inertie du système. L'été 1988 avait été marqué par une grave crise économique et sociale, alors que le pays était, curieusement, engagé dans un vrai débat politique, malgré le système du parti unique. L'été 1997 avait, de son côté, été marqué par une lutte féroce entre clans du pouvoir, avec en toile de fond une divergence sur la manière de gérer le terrorisme, après l'accord obtenu pour une trêve que devait proclamer le groupe armé le mieux structuré, l'AIS.

L'été 2009, quant à lui, est marqué par une autre particularité : une dégradation institutionnelle et politique qui a débouché sur une non gouvernance plutôt qu'une mauvaise gouvernance, d'une part, et l'absence de débat et d'activité politiques. Car, si le pouvoir a réussi à épuiser l'opposition et à domestiquer les appareils politiques, il n'a strictement rien fait pour dynamiser ses propres structures. Plus grave encore, il les a vidées de toute capacité de créativité et d'énergie, laissant sur la place une administration amorphe et sans génie. Et surtout sans règles.

Car cette administration semble avoir

perdu la principale vertu de toute administration : le respect de la norme et de la procédure. Sa régression est telle qu'elle n'est même plus capable de cette cohérence qui affole parfois les personnes et les entreprises, mais assure un fonctionnement institutionnel à minima.

Cette régression est visible, y compris au gouvernement, où des décisions sont prises sans les précautions d'usage à ce niveau de responsabilité. Dans toute institution, on retrouve un « filtre », un service chargé de vérifier que les décisions prises sont conformes à la loi et aux grands principes du droit, nous a dit un professeur à la Faculté de droit d'Alger. Et parmi les grands principes du droit, qu'on apprend dès la première année à l'université, figure la non rétroactivité des lois. Cela n'a pas empêché le gouvernement de faire avaliser une loi de finances complémentaires qui devait contourner ce principe, note-t-il.

« On peut admettre qu'un gouvernement manque de cohérence politique et économique », commente cet universitaire. « Cela donne, par exemple, une politique encourageant outrageusement l'investissement étranger, puis une déclaration de

guerre à ce même investissement étranger. Dans ce cas, le gouvernement est sanctionné par l'urne et par ses partenaires. Mais, prendre des décisions qui ne respectent pas l'esprit des lois est inadmissible. C'est la crédibilité de l'ensemble des institutions qui est en jeu », dit-il.

Cette dégradation institutionnelle s'est confirmée dans l'application du même texte. Plusieurs ministres et hauts responsables se sont prononcés pour soutenir que la loi aura un effet rétroactif, puis pour affirmer le contraire. Ce qui donnait l'impression d'une bataille pour imposer tantôt une lecture de la loi, tantôt une autre lecture.

Cette absence de discipline institutionnelle révèle la véritable nature de la crise de l'été 2009 : il n'y a plus un pouvoir centralisateur, en mesure de réguler la vie économique et politique du pays, mais une dissémination de la sphère de décision entre plusieurs pôles, qui affirment tous agir au nom du président, alors qu'ils le font au profit de leurs intérêts ou ceux de leurs groupes. Dans tous les cas de figure, le président Bouteflika est là pour offrir sa couverture. C'est son rôle principal : assumer ce que font les autres en son nom. C'est la meilleure garantie de survie pour lui et pour les autres. Mais ce n'est pas le meilleur choix pour le pays.



Société de l'Eau et de l'Assainissement d'Oran  
SEOR-SPA

## Avis d'Appel d'Offres National Restreint

N° 14/SEOR/2009

La Société de l'Eau et de l'Assainissement d'Oran lance un avis d'Appel d'Offres National Restreint pour l'aménagement du site Gambetta:

Cet appel d'offre concerne cinq (5) lots:

**LOT N° 01:** Chargement et déchargement des tuyauteries et carcasses des véhicules

**LOT N° 02:** VRD zone 1 et zone 2.

**LOT N° 03:** VRD zone 3

**LOT N° 04:** Infrastructure du Hangar et C.E.S

**LOT N° 05:** Charpente métallique pour le Hangar.

Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un lot, plusieurs ou pour l'ensemble des lots et être retenus pour un seul ou plusieurs lots.

L'appel d'offres s'adresse aux seules sociétés ayant au moins la qualification de la catégorie deux II (lot 2- lot 3- lot 4- lot 5). Le cahier des charges précisant les conditions et modalités de soumission peut être retiré à l'adresse ci-dessous contre paiement d'un montant de trois mille dinars (3.000 DA) par un chèque ou virement au compte de SEOR-SPA.

**SEOR-SPA Direction générale  
Service contrats et marchés  
Cité Administrative USTO-ORAN**

Les offres accompagnées des pièces réglementaires conformément aux prescriptions du cahier des charges doivent être déposées à l'adresse ci-dessus sous double enveloppe fermée et cachetée. L'enveloppe extérieure doit être anonyme et porter la mention suivante:

**Appel d'offres N° 14/SEOR/2009  
Aménagement du site Gambetta  
«Soumission à ne pas ouvrir»**

Chaque pli devra contenir deux (02) enveloppes distinctes, l'une relative à l'offre technique et l'autre à l'offre financière.

La date limite de dépôt des offres est fixée à trente (30) jours à compter de la parution du premier avis dans la presse nationale. L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 14 heures à l'adresse indiquée ci-dessus. Cet avis est considéré comme une invitation aux soumissionnaires.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

**LA DIRECTION GENERALE**



**GESTOUR**

Centre touristique des Andalouses

Offre spéciale

Layali Ramadan

Aux Andalouses vacances ramadanesques ? Oui,  
c'est possible...!

\* Séjour en chambre d'hôtel

\* Ftour et Shour au restaurant SKIFET EL-BEY

\* ACCES GRATUIT A LA KHAIMA

3.000 DA

JOURS/PERS

**Pour vos réservations:**

**041.26.01.24 ou 25/ 041.26.01.34**



Société Internationale de Construction opérant en Algérie depuis plusieurs années recherche pour la réalisation des travaux d'un projet situé à la Zone Industrielle d'Arzew des Ingénieurs ayant une expérience minimum de dix ans dans les projets de construction avec les sociétés étrangères:

### TECHNIQUE:

- 1- Topographie maîtrisant tous les appareils de mesure requis et notamment «les stations totales».
- 2- Constructions mécaniques et ouvrages chaudronnés (Bac et Stockage).
- 3- Génie civil ayant travaillé dans un bureau d'études.
- 4- Génie civil maîtrisant les procédures et systèmes de contrôle et d'assurance de qualité.
- 5- Planificateur ayant la maîtrise des logiciels «PRIMAVERA» et «M.S.PROJECT».
- 6- Contrôle et analyse des coûts.
- 7- Métreur-vérificateur
- 8- Métallurgiste spécialisé dans les tests non destructifs, ayant le Niveau 2 certifié par l'A.S.N.D.T ou C.O.F.N.D.T ou titre équivalent minimum 5 ans d'expérience.
- 9- HSE Manager

### ET:

- A- Technicien H.S.E
- B- Technicien documentaliste ayant au moins cinq ans dans la gestion des plans et documents techniques.
- C- Contremaître et chef d'équipe en génie civil ayant au moins dix ans d'expérience.
- D- Responsable moyens généraux
- E- Comptable Principal.
- F- Assistant de direction maîtrise du français, anglais et italien avec un minimum cinq ans d'expérience.
- J- Responsable du service Expatriés élaboration et suivi des dossiers de permis de travail, résidence, organisation des escortes etc.
- H- Infirmier qualifié et expérimenté dans la médecine du travail.
- I- Docteur spécialisé dans la médecine du travail.
- K- Responsable Centrale à béton.
- L- Acheteur minimum cinq ans d'expérience.
- M- Grutier à Tour.

**PRIERE CONTACTER LE NUMERO SUIVANT  
FAX: 041.47.95.11**

## SEOR / SPA

Suite au changement du week-end qui débutera  
à partir du 14 Août 2009

La Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran «SEOR» annonce à tous ses clients que l'ouverture de ses agences commerciales, qui sont implantées à travers toute la wilaya d'Oran, va être du dimanche à jeudi et cela à partir du dimanche 16 Août 2009, de 08h00 du matin jusqu'à 16h00 de l'après-midi.

### Nos agences commerciales:

**Agence Oran-Ouest :** Avenue des Martyrs, Oran.

**Agence Sidi El-Houari :** 32 Logements promotionnels, rue de Philipe, Oran.

**Agence Oran-Est :** Cité administrative, USTO, Oran.

**Agence de Bir El-Djir :** 106 Logements Bâtiment A10 - Entrée 24.

**Agence Es-Sénia :** Rue Zeghloul, Es-Sénia.

**Agence Haï Es-Sabah :** Ilôt H 8, Bat A1 RCD, Haï Es-Sabah, Oran.

**Agence de Gdyl :** Cité 212 Logements LSP, Bloc F, Gdyl.

**Agence d'Arzew :** Rue Franz Fanon, Arzew.

**Agence de Béthioua :** Boulevard Emir Abdelkader, Béthioua.

**Agence Aïn El-Turck :** 06, Rue de la Palestine, Aïn El-Turck.

**Agence Messerghine :** Boulevard Emir Abdelkader.

**Agence de Boutlélis :** Centre Commercial Boutlélis.

**Agence de Sidi Chahmi :** Rue de la République.

**Agence de Mers El-Hadjadj :** Rue Mohamed Khemisti.

**Pour toutes informations contactez-nous  
Par téléphone «C.A.T» au: 041.35.50.40  
Par e-mail: contactclient@seor.dz**



## Dix questions à l'UGTA



PAR ABDERRAHMANE  
MEBTOUL \*

L'UGTA, et c'est son droit le plus absolu, approuve les dispositions contenues dans la loi de finances complémentaires. Personne, en 2009, ne pouvant se targuer d'être plus nationaliste qu'un autre, nos parents à l'instar de toutes les régions d'Algérie ayant payé un lourd tribut durant la Guerre de Libération nationale, en tant qu'expert en économie, je me permets de lui poser dix questions, peut-être que l'UGTA a d'autres données que la population algérienne ignore dans sa majorité.

1- Combien a coûté au Trésor public l'assainissement des entreprises publiques entre 1991/2009 et quels ont été les résultats sur la performance des entreprises ?

2. Les données officielles plus de 40 milliards de dollars US (de quoi construire plus d'un million de logements F3 et plusieurs centaines de milliers d'emplois) et plus de 70 % de ces entreprises étant en déficit structurel selon les données de 2007/2008 du ministère de la Promotion de l'investissement sont-elles vérifiées ?

3- Combien emploie le secteur public industriel en 2009 et l'ensemble du secteur public économique et les données de moins de 180.000 et tout le secteur public économique 600.000, sont-elles justes alors que la demande additionnelle d'emplois varie entre 450.000 et 500.000 emplois par an qui s'ajoute au taux de chômage actuel avec des données officielles les plus contradictoires : 1% pour le ministère du Travail, 11 % dans plusieurs communiqués du Conseil du gouvernement, et plus de 12 % selon l'ONS et plus de 20/25 % selon des organismes internationaux si l'on soustrait la sphère informelle.

4- Comment améliorer le pouvoir d'achat de la population algérienne avec une exportation hors hydrocarbures de 2 % et une production de moins de 20 % de véritables entreprises, du fait qu'il faille ne pas faire l'erreur d'autonomiser les secteurs dont le BTPH qui est lui-même irrigué par le secteur des hydrocarbures via la dépense publique ? Le tout Etat avec le retour en force des entreprises publiques avec une régulation administrative comme en 1970, même la Chine et la Russie, fondateurs du communisme, n'ont pas cette démarche, qu'il ne faut pas confondre avec l'Etat régulateur stratégique, est-il la solution mira-

cle en ce monde interdépendant ?

5- Le modèle de la Corée du Nord ou de Cuba est-il donc la solution pour l'Algérie ? Dans ce cas, est-ce qu'une loi dans le cadre des conventions internationales est-elle rétroactive ou pas et l'Algérie possède-t-elle le savoir-faire technologique et organisationnel pour se passer des étrangers ? L'Algérie doit-elle donc abandonner l'option de l'économie de marché ?

6- La crise mondiale actuelle est-elle due à la crise des prêts hypothécaires, ce que tous les dirigeants du monde (le G20) et spécialistes affirment, ou est-ce que pour l'Algérie le risque est dû aux crédits à la consommation ? Dans ce cas, quelle est la part par rapport aux importations (40 milliards de dollars en 2008) de ces crédits à la consommation, et l'UGTA a-t-elle d'autres données de celles de l'ABEF qui donne environ 1,3 milliard de dollars pour 2008 avec seulement 2/3 % d'insolvables, 97 % des emprunteurs ayant remboursé ? Dans ce cas, quel sera l'impact sur le niveau d'endettement des ménages ? Ne risque-t-on pas de favoriser le crédit informel surtout avec quelles mesures pour intégrer la sphère informelle dominante qui, selon certaines données, contrôleraient 40 % de la masse monétaire en circulation ?

9- Que pense l'UGTA de cette introduction du crédit documentaire et l'obligation faite à tout PDG de se déplacer personnellement à la douane ou au registre du commerce alignant le PDG de Sonatrach à une PME employant moins de 10 personnes ?

10- Cette mesure aura-t-elle un impact significatif sur la réduction des importations et dans ce cas la production locale, qu'il faut effectivement encourager, fonctionne-t-elle avec une intégration à 100 % ou n'avons-nous pas en majorité des unités de montage avec des inputs totalement importés : donc quelle est la part de l'intégration (inputs locaux) et des consommations intermédiaires importées en moyenne au niveau de la comptabilité des entreprises ?

Sachant que l'UGTA privilégie les intérêts supérieurs du pays, seul un dialogue fécond et contradictoire productif, loin de toute sinistrose mais également de toute autosatisfaction source de névrose collective, nous permettra de construire, tous ensemble, une Algérie prospère au profits de nos enfants.

\*Professeur d'Université - Economiste

## LA CHRONIQUE DU BLENDARD

Paris : Akram Belkaïd



### Un seul héros, le harrag

Les harragas... Leur sort devrait provoquer un débat national. Il devrait obliger les uns et les autres à prendre la parole pour dire ce qu'ils pensent de ce drame permanent et oser avancer des solutions audacieuses. Il devrait y avoir, pour tous et pas simplement pour les parents des concernés, des mots, des discours, des larmes, des cris, de l'émotion mais aussi de la colère. Comment peut-on se taire et faire semblant d'ignorer le problème ou, plus grave, le minimiser ou encore, pour reprendre le thème d'un éditorial de K. Selim, se marteler, en feignant d'être plus ahuri qu'on ne l'est, que, finalement, « tout ne va pas si mal » ?

Je l'ai déjà écrit, mais se répéter n'est pas honteux surtout en cette période où l'interdiction du crédit à la consommation fait couler plus d'encre que le destin de ces pauvres gamins que l'on intercepte en haute mer. Les harragas sont des héros et pas uniquement parce qu'ils constituent une matière inespérée pour des romanciers exilés en mal d'inspiration. Les harragas ne vont pas qualifier l'Algérie au mondial sud-africain, ils ne gagneront pas leur premier million de dinars à trente ans, ils n'ont ni associé ni parrain, ils ne craquent pas dans les maquis, ils n'excellent pas comme tant d'autres dans la résistance passive au système mais ils n'en sont pas moins des héros. Ce sont des héros algériens.

Ah, c'était fatal, je vois des sourcils se froncer et des lèvres frémir mais c'est ainsi : qui peut faire preuve d'autant de courage qu'eux ? Que l'on se mette un peu à leur place. Que l'on imagine ce qu'éprouve un jeune à quelques heures du départ. Qu'on imagine ses sentiments à la nuit tombée, lorsque son estomac se serre au fil du décompte. Minute après minute, seconde après seconde, se dire que l'on va partir, peut-être, sûrement, pour toujours. Chasser de son esprit ces récits terribles où il n'est question que de rafiots vite engloutis, de corps décomposés flottant entre deux eaux, de thons, macros ou murènes ayant appris à suivre le sillage des embarcations de fortune. Qui peut se dire aussi courageux que celui qui monte dans une coque de noix, parfois sans même savoir nager ? A dire vrai, pas grand monde.

Et que dire de la peine des familles de ceux qui ne donnent plus de nouvelles ? Que dire aussi de l'inquiétude, même si elles paraissent mieux loties, de celles qui savent que leur fils, neveu ou même mari, est bien arrivé « là-bas ». Entre quelles mains se trouve-t-il ? Dans quelle ferme misérable des Pouilles ou de l'arrière-pays provençal ou andalou s'échine-t-il de l'aube au couchant ? Comment fait-il pour rester propre ? Pour rester digne ? Dans l'Algérie actuelle qui a réinventé - en pire - la période des plans anti-pénurie et qui, aujourd'hui se redécouvre soudainement dirigiste, fière, et souveraine, il n'y a jamais place pour ces interrogations dévastatrices pour l'orgueil national.

Cela peut se comprendre. Le harrag est la preuve vivante de l'échec d'un pays et de ceux qui l'ont dirigé depuis l'indépendance. On le sait, la violence armée peut être aisément mise sur le compte d'un

complot ourdi par des forces extérieures, revanchardes, décidées à 'et caetera', 'et ceetera', Le harrag, lui, ne peut donner prise à pareil raisonnement défensif. J'ai bien lu et entendu que certains le qualifiaient d'anti-patriote et de honte nationale mais, bien entendu, personne n'est dupe. Roma wala ntouma.

On me dira que c'est ainsi, que c'est le lot de tous les pays du Sud. Que la démographie est passée par là, que l'on ne peut rien contre les images séduisantes venues d'ailleurs, qu'elles aient été convoyées par satellite ou fibre optique. J'ai même entendu, en marge d'une conférence organisée à Paris, l'un de nos représentants expliquer d'un ton docte que ces jeunes optaient pour la solution de facilité en préférant le rêve et la chimère à la réalité de leur pays. Ah, ces jeunes ! Des égoïstes. Ils ont un pays à bâtir et les voilà qui se débinent à la première patera venue...

Quand on entend ce genre de discours, on comprend pourquoi les chanceux - car on peut vraiment parler de chance - qui se font intercepter par les garde-côtes se retrouvent finalement poursuivis par la justice algérienne. Certes, il semble que le plus souvent, les peines prononcées soient des sursis. Il n'empêche. Le symbole est là. C'est un peu comme si un enfant fugueur retrouvé par les gendarmes était accueilli chez lui par une bonne raclée destinée à lui faire passer le goût de recommencer. Cogner sans réfléchir à sa propre responsabilité : belle psychologie en la matière. Et, de toutes les façons, il y a problème puisque la réciproque est fréquente.

Faire des « harragas » des délinquants se justifie peut-être au nom d'une lecture stricte de la loi (on ne quitte pas le territoire national sans se soumettre à un contrôle de police) mais l'on sait bien que cette pénalisation est destinée à montrer des signes de bonne volonté aux pays du nord qui ne cessent d'exiger plus et encore plus en matière de lutte contre les clandestins. De ce côté-là du problème, il n'y a rien à espérer. Les frontières resteront fermées, les visas imposés par les pays européens se substituant avec efficacité au défunt système des autorisations de sortie du territoire national.

Alors, que faire ? On a souvent tendance à considérer que la situation des jeunes algériens s'améliorera dès lors que le pays fonctionnera mieux. En somme, ils sont priés d'attendre que les politiques en cours ou à venir, car on se demande si elles existent, donnent des résultats. Soyons naïfs : la solution réside peut-être dans le chemin inverse. La jeunesse algérienne ? Qu'elle devienne une grande cause nationale. Prioritaire, urgente, budgétairement conséquente (en plus de ce qui est accordé à l'éducation). Ministres, Premier en tête, et responsables sur le terrain : Ahmed Ouyahia face aux hittistes. A Alger, Oran, Annaba, Constantine, dans les villages d'ici et d'ailleurs. Qu'on écoute les jeunes. Qu'on leur tende le micro et que l'on sollicite leur avis. Qu'on subisse leur rogne et qu'on cesse d'ignorer leur existence et leur mal-être. Ce serait déjà un (bon) début.





# la Chronique de Paris

Par Pierre Morville



## Economie algérienne : coup de tonnerre gouvernemental en plein été

Le gouvernement algérien a pris au creux de l'été une série de mesures économiques qui suscite une kyrielle de questions tant auprès des acteurs concernés, au premier rang desquels la population algérienne, ses entrepreneurs, ses médias, l'environnement régional, les investisseurs étrangers. Il faut recadrer ces décisions importantes dans le contexte des politiques actuelles des Etats confrontés à une crise d'ampleur et sans équivalents historiques.

Dans l'ensemble méditerranéen, nord et sud, l'Algérie jouissait jusque-là d'une situation d'exception, étant le seul ou l'un des rares pays créditeur net tant en matière de balance d'exportation que de dettes extérieures.

Cette situation privilégiée et vertueuse a été, comme partout, mise à mal par l'émergence d'une crise économique mondiale, entraînant une grave et subite dégradation du solde des échanges extérieurs. Les premières mesures imposées, par ordonnances du complément de la loi de finances 2009, répondent-elles aux attentes de la situation ?

Naturellement, elles ont fait surgir inquiétudes et critiques. Celles-ci visent tant le fond que la forme. Les consommateurs et les entrepreneurs se sont indignés d'une série de décisions, prises sous ordonnances, sans consultations ni débats, qui vont réduire la demande interne. Une série de mesures techniques ne vont pas, c'est le moins que l'on puisse dire, faciliter la vie des clients des banques et des entreprises importatrices de biens essentiels ou accessoires, ni renforcer la confiance des entreprises étrangères déjà frileuses en matière d'investissements en Algérie. Sans nul doute eût-il fallu un peu de pédagogie et quelques délais. Sauf si le gouvernement a voulu jouer un effet «coup de tonnerre»...

Certains n'hésitent pas à qualifier les dernières mesures de «poutiniennes», en référence à la reprise en main musclée de l'économie russe par Vladimir Poutine.

Il y a pires critiques. Le leader russe a en effet réussi dans un climat hyper-libéral et libre-échangiste à l'excès, à redresser, nationalisations et contrôle des changes à l'appui, une économie agonisante après la cure globalisation marchande que lui avait infligé le FMI, sous la houlette du divagant Eltsine. Mais tous les dirigeants du monde actuel doivent trouver les mesures efficaces pour faire face à une situation dange-reuse et changeante.

La donne internationale a changé et c'est à cette aune qu'il faut mesurer les dernières décisions du gouvernement algérien.

### AU COEUR DE LA CRISE, LA DEMANDE INTERNE

La crise ouverte par la faillite de Lehmann Brother est nouvelle, c'est-à-dire qu'elle est sans précédent connu. Certes, le capitalisme (puisque c'est son nom...) nous a habitués à des crises cycliques qui ont mobilisé tous les aspects de la crise actuelle: spéculations boursières, fonte brutale des actifs financiers, récession puis dépression économique à une échelle planétaire...

Mais trois facteurs en font une crise originale: davantage que son ampleur, c'est la rapidité de la diffusion planétaire des effondrements boursiers et bancaires, suivie d'une récession mondiale qui est le trait, à mes yeux, novateur de cette crise. Bien sûr, la mondialisation et la circulation instantanée des capitaux à travers le monde expliquent cette «pandé-

mie» foudroyante. Mais l'un des arguments-clés donné par les tenants de l'ouverture absolue des mouvements des capitaux était justement que cette circulation devait préserver l'économie mondiale d'un collapsus généralisé: en cas de crise dans une région du monde (par exemple les USA), la croissance perdurerait par le relais d'autres économies régionales comme les pays en émergence. Contrairement aux espérances, l'effondrement fut global.

La seconde novation est le caractère massif, généralisé et rapide des interventions étatiques. Après trente ans d'idéologie libérale où «l'Etat n'est pas la solution mais le problème», le gouvernement américain a investi ou plus précisément misé (dans le sens d'un pari effectué avec des sommes qu'on ne possède pas et sur un résultat improbable) 5.700 milliards de dollars pour sauver son système financier et une partie de son appareil industriel. Le PNB américain s'élève à 13.800 milliards de dollars. Le PNB mondial s'estime à environ 50.000 milliards de dollars. A titre de comparaison, le portefeuille de «produits dérivés» de la seule banque Morgan s'élève à 43.000 milliards de dollars.

Troisième phénomène, plus commun: cette crise a pris de court le capitalisme et l'ensemble de ses relais étatiques, institutions internationales, «milieux d'expertise», médias...

Cette «crise de la finance déréglementée», pour reprendre l'expression de Frédéric Lordon, débouche sur une remise en cause radicale de tous les fondements de l'ultralibéralisme économique qui est le discours dominant depuis plusieurs décennies: toute-puissance des marchés, nécessairement autorégulés, culte de l'actionnaire-roi et omniscience du «management», inefficacité de l'intervention étatique, nécessité d'une déréglementation généralisée, refus de tout «protectionnisme» ou mécanisme protecteur en matière économique, fiscale, monétaire ou sociale... Toute cette vulgate est totalement prise à contre-pied.

Troisième leçon: cet effondrement des dogmes libéraux ne connaît qu'une seule exception: la sortie de la crise passera par la pression habituelle sur les revenus du travail ! Alors que la crise mondiale provient justement de l'affaiblissement constant de la demande interne...

C'est cette contradiction qui est visible pour tous et notamment pour les premiers concernés, les salariés de tous les pays, qui étend et transforme cette crise économique et monétaire, en une crise idéologique mais également en une crise morale très profonde.

### BAISSE EN VALEUR DES EXPORTATIONS, HAUSSE DES IMPORTATIONS

Dans les mesures gouvernementales de la rectification de la loi de finances, la disposition qui aura le plus d'impact dans la population sera sans nul doute l'interdiction faite aux établissements financiers de distribuer des crédits à la consommation. Le gouvernement souhaite en effet donner un coup d'arrêt aux prêts à la consommation aux particuliers, selon les analystes pour limiter les importations au moment où les recettes issues du pétrole et du gaz sont en chute libre. Les effets de la décade du baril passé l'an dernier de 160 à 75 dollars se font en effet sentir avec un effet retard grâce aux contrats annualisés. Le gaz et le pétrole représentent 97% des exportations algériennes, la chute des cours a

Les dernières décisions du gouvernement en matière de crédit à la consommation sont justes, maladroites et incomplètes.



Ph.: Arch

divisé par deux les recettes alors que les prix des produits importés, comme les voitures, bien d'équipements ménagers ou l'alimentation continuent de progresser.

La mesure risque d'être fort impopulaire, les ménages algériens ayant largement recours au crédit à la consommation pour obtenir des produits qui, sinon, ne leur seraient pas accessibles, quitte à alourdir dangereusement le poids de leur endettement. L'autre raison au blocage du crédit à la consommation est l'absence ou l'insuffisance d'un tissu national d'entreprises produisant des biens de consommation.

Après la crise financière de l'automne 2008, l'importation devient un recours dangereux, du fait d'un possible redémarrage rapide et puissant de l'inflation. Avant la récession actuelle, les mouvements spéculatifs, combinés à une croissance de la demande avaient fait chuter les matières premières, au premier rang desquels les produits énergétiques. Jusqu'au mois de novembre 2008, l'Algérie a réalisé un excédent commercial de 41,93 milliards de dollars, contre 29,22 milliards de dollars durant la même période de l'année 2007, selon des chiffres du Centre national de l'informatique et des statistiques (CNIS), relevant des services des Douanes.

Les exportations, atteignant 76,10 milliards de dollars, sont composées à quelque 97,66% d'hydrocarbures. Quant aux importations, elles ont atteint les 34,16 milliards de dollars, contre 24,96 milliards de dollars pour les onze premiers mois de 2007, soit un accroissement de 36,87%. Toujours selon la même étude, les exportations hors hydrocarbures restent marginales, ne dépassant pas 2,2 Mds \$ au cours de la période de référence, soit 2,34% du volume global.

Selon les statistiques des Douanes, les exportations algériennes ont atteint 20,7 milliards de dollars en valeur au premier semestre, en baisse de 46,5% par rapport à la même période de 2008. L'excédent commercial est passé de 19,75 milliards pour les six premiers mois de l'an dernier à un milliard pour le premier semestre de cette année.

Les réserves pétrolières et gazières constituent un élément structurel du développement algérien. Ce pays a réussi dans la dernière décennie la transformation et la consolidation du secteur-clé: «A plus long terme, l'Algérie recherche une remise à niveau de ses cadres et la modernisation des moyens d'extraction, de transformation et de commercialisation de ses ressources, quitte à abandonner la propriété de la richesse extraite au contractant, qu'il soit national ou étran-

ger.» Une révolution ? Plutôt un mal nécessaire selon le président Abdelaziz Bouteflika, pour qui «la souveraineté réelle sur les ressources énergétiques s'exprime de plus en plus à travers la performance des acteurs nationaux qui doivent se hisser à un standard mondial de plus en plus exigeant [...]». Le poids pétrolier des Etats producteurs sera à l'avenir davantage déterminé par les performances de leurs compagnies nationales que par le niveau de leur production nationale ou de leurs réserves1(...)

Les enseignements de la déroute des années 1980 ont été tirés. Entre 2005 et 2008, la production de gaz naturel passe de 146,2 à 171,1 milliards de m3. Sur la même période, la production de pétrole brut augmente de 51,1 à 57,9 millions de tonnes. La production commercialisée suit la même courbe puisqu'elle passe de 146,1 à 162,5 millions de tonnes équivalent pétrole. En 2008, l'assise financière de l'Algérie est de 51 Mds \$, soit l'équivalent de 24 mois d'importations.»\*

Cette réforme réussie des industries énergétiques ne doit pas masquer les grandes faiblesses de l'économie algérienne: absence d'un tissu industriel, faiblesse des secteurs de production des biens de transformation ou de consommation, dépendance en matière chimique ou pharmaceutique, poids de l'économie «informelle» (autour de 18% du PIB), système bancaire et financier archaïque...

Plus inquiétant: l'Algérie a importé pour 7,02 Mds \$ de produits alimentaires durant les onze premiers mois de 2008 contre 4,37 Mds \$ à la même période en 2007, soit une augmentation de 60,45%.\*

La décision du gouvernement algérien de réduire drastiquement le crédit à la consommation et de contrôler plus strictement les investissements étrangers paraît donc parfaitement justifiée même si les ordonnances prises auraient demandé plus d'effort de communication et de pédagogie. Les éventuelles critiques qui ne manqueront pas d'émaner du FMI, de l'OMC ou de l'Union européenne buteront sur le simple constat suivant: les mirifiques projets annoncés par l'«Union pour la Méditerranée» se sont brusquement évaporés sous l'effet combiné de l'affaiblissement des capacités d'investissement des entreprises européennes et de la «renationalisation» des politiques économiques des pays de l'UE. A l'heure du «chacun pour soi», il est légitime que l'Algérie défende d'abord les intérêts de sa nation.

Mais dans ce jeune pays qui a toujours vécu dans la direction de sa politique économique, l'affrontement entre «dirigistes» et «libé-

raux», le gouvernement algérien devra aborder de front quelques dossiers cruciaux pour trouver les bonnes solutions à cette sortie de crise mondiale. Les rentes garanties pour au moins trois décennies de l'énergie pétrolière et gazière devraient prioritairement être affectées à:

- l'objectif de l'autosuffisance alimentaire dans un pays qui fut le «grenier à blé» de l'empire romain;
- la confirmation des investissements déjà réalisés en matière de grands travaux et la contribution budgétaire sur l'éducation et la recherche;
- le relèvement du pouvoir d'achat des classes populaires et moyennes, et notamment de la population des fonctionnaires d'Etat et des collectivités territoriales.

Cet effort doit être soutenu par deux réformes d'importance:

- une fiscalité transparente, énergétique et fortement redistributive;
- une profonde réforme de l'ensemble du système bancaire, avec en premier lieu, la Banque centrale. Au fait, comment ont été placées les réserves de l'Etat algérien pendant ces folles années de spéculation ?

### JEANSON - REISS : UN RÉPUBLICAIN, UNE OTAGE

Depuis le 1er janvier, on compte 500 millions d'Européens. Un nous a quittés, l'autre est retenue en Iran. Francis Jeanson, fondateur d'un réseau de soutien au FLN pendant la guerre d'Algérie (réseau dit des «Porteurs de valise»), est mort à 87 ans.

Dans «Notre guerre», un livre paru en 1960 et immédiatement saisi, il s'était expliqué sur son combat, répondant à ceux qui lui reprochaient de soutenir les ennemis de son pays, qu'il défendait les valeurs de la France qu'elle-même trahissait.

Clotilde Reiss, jeune étudiante française, est poursuivie par un pouvoir iranien déstabilisé, pour «espionnage». Il se trouve que cette jeune femme est dans un «environnement amical», proche de ma famille. Ce détail personnel n'aurait aucun intérêt dans cette chronique, s'il ne m'avait pas définitivement convaincu de l'absolue innocence de cette lectrice qui a appris par amour de la culture iranienne, la langue perse et qui s'est fait arrêter au pied de son avion de retour à Paris, par un pouvoir militaire contesté, bien plus putschiste que républicain. Universitaire, admiratrice du pays qui l'avait accueillie, sans autres convictions que simple démocrate: si Clotilde est une Mata-Hari française, alors moi, je suis archevêque !

\* L'Algérie des réformes économiques : un goût d'inachevé (IFRI).



# Ah, que le capitalisme se vend bien !



PAR MICHEL ROCARD

Ancien Premier ministre français et ancien dirigeant du Parti socialiste, est membre du Parlement européen

Pour que ce qui va suivre res- te clair aux yeux de nos lec- teurs, il me paraît nécessai- re de rappeler et de préciser quel- ques concepts et quelques choix. L'économie de marché est née progressivement voici trois ou quatre mille ans sinon plus. Il n'y a pas d'inventeur connu, comme pour l'agriculture ou l'écriture. Elle se définit par le rapport direct entre le vendeur et l'acheteur, ce dernier étant libre d'acheter ce qu'il veut quand il veut à qui il veut et libre même de discuter le prix, si ce prix n'est pas le résultat de l'évidence que tous les vendeurs proposent à peu près le même. Il résulte de ces caractéristiques que l'économie de marché traduit l'en- racinement de la liberté dans la matérialité de la vie quotidienne. On est pas sorti de là, les tenta- tions pour se débarrasser de l'éco- nomie de marché ont toutes échoué, les plus vigoureuses ont fini dans le totalitarisme et le monde entier a salué chaleureu- sement le choix courageux des pays d'Europe centrale qui furent communistes, de rallier l'écono- mie de marché que la social-dé- mocratie internationale, à la seu- le exception du parti français avait ralliée dès 1946.

Pendant des millénaires, le mar- ché fut une affaire d'individus : ar- tisans et commerçants face aux consommateurs. Le capitalisme est le passage du marché aux grandes unités. Machine à vapeur et électricité permettent de faire travailler beaucoup d'hommes ensemble et la société anonyme permet de rassembler beaucoup d'épargnants ensemble qui de- viennent des capitalistes. Cela a moins de trois siècles.

Ce système est fabuleux. Si l'on vivait sous la révolution françai- se, à peine deux fois mieux que sous l'Empire romain, on vit main- tenant 150 fois mieux. Ce systè- me est en outre très cruel. Il a commencé en faisant travailler les salariés 17 heures par jour, sans congé ni retraite. C'était le retour de l'esclavage. Le jeu de la dé- mocratie, les luttes sociales et l'action syndicale des travailleurs et le combat politique de la social démocratie ont réussi à utiliser une part de l'efficacité du systè- me pour en corriger la dureté.

Mais le système est surtout très instable, livré à lui-même, il con- naît une crise tous les dix ans à peu près. La plus grande du XXe siècle, entre 1929 et 1932, a pro- duit 70 millions de chômeurs – aucune indemnité à l'époque – en moins de six mois rien qu'en Alle- magne, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, et elle a fait élire Adolf Hitler. Coût de la crise, une guerre à 50 millions de morts.

Après la guerre, on a cherché à stabiliser le système et on y est arrivé. Trois grands régulateurs ont été progressivement mis en place : la sécurité sociale qui est un moyen d'humaniser le systè- me en le stabilisant ; les politiques budgétaire et monétaire keyne- siennes, qui sont des outils per- mettant d'amortir les variations, donc les crises ; et surtout les politiques fordistes des hauts sa- laires et de réduction des inégali- tés qui sont un moyen d'amener tout le monde à pouvoir consom- mer beaucoup.

Le résultat fut fulgurant : tren- te ans de croissance régulière et rapide, le plein emploi constant dans tous les pays développés et

jamais de crise économique ni fi- nancière. On a appelé cette pé- riode «les trente glorieuses». Notre niveau de vie a été multi- plié par pas loin de dix durant cette seule période. Et c'est ce qui a permis la victoire écono- mique de l'Occident face à l'URSS. C'est ce capitalisme là qui a convaincu la populations des pays de l'Est de nous rejoindre même si cela n'a été possible que quand le système commençait à se détériorer sérieusement.

Car la politique des hauts sala- res provoquait de la croissance mais diminuait les profits. Les ac- tionnaires se sont organisés : fonds de pension d'investissement ou d'arbitrage. Leur pression a réus- si à faire diminuer l'emploi et la part des salaires. Dans le produit global, cette dernière a perdu 10% en trente ans. On a dans, tous les pays développés, 15 à 20 % de travailleurs précaires qui s'ajoutent aux 5 à 10 % de chômeurs et aux 5 à 10 % d'exclus du marché du travail : les pauvres. Et surtout, il se produit une grave crise finan- cière, continentale ou mondiale, tous les 4 ou 5 ans, depuis 25 ans. La croissance est ralentie, tombée au-dessous de 3%. La dernière crise, l'actuelle, fut déclenchée dans la sphère financière par des malversations généralisées, « sub- prime » et « titrisation », c'est-à- dire camouflage de créances dou- teuses parmi des bonnes dans des titres financiers regroupés, vendus dans le monde entier.

Les banqueroutes contagieuses ont provoqué un arrêt du crédit qui lui-même a engendré une re- doutable récession entraînant une augmentation rapide du chôma- ge. Les trois régulateurs se sont affaiblis. Les Etats développés ont réagi plus vite et plus intelligem- ment qu'en 1929. Les fonds pu- blics ont sauvé beaucoup de ban- ques. On a arrêté l'hémorragie bancaire sans pour autant pouvoir faire repartir la croissance.

Nous sommes maintenant dans une très étrange période où gou- vernements, banquiers et journa- listes célèbrent la fin de crise sim- plement parce que l'effondrement bancaire est arrêté. Mais rien d'autre n'est résolu et le chôma- ge continue d'augmenter.

Pire que cela s'il se peut, la pro- fession bancaire profite de ce sau- vetage sur fonds publics pour ten- ter de préserver tous ses privilè- ges, notamment des surrémuné- rations immorales et insensées comme la possibilité de créer et de multiplier des marchés de produits financiers spéculatifs détachés de toute activité économique réelle. La soit-disant fin de crise, c'est la reconstitution à l'identique des mécanismes qui l'ont favorisée.

Pendant ce temps, l'activité peine à se stabiliser à un niveau inférieur de 5 à 10 % selon les pays, à celui de 2007. S'agissant de la macroéconomie, il n'y a guè- re de sortie en vue mais bien peu de gens en parlent. Le fond de la crise, c'est la confrontation bru- tale entre la perte de pouvoir d'achat et donc de consommation des classes moyennes et populai- res, avec l'éclatement de bulles spéculatives dues à l'apreté avec laquelle les classes aisées cher- chent à faire fortune. Or si le systè- me permet l'accès à l'aisance de presque tous, il ne permet pas l'accès à la fortune de toutes les classes aisées à la fois. Il faut maintenant s'attendre à une lon- gue stagnation parsemée de cri- ses financières périodiques.

Les électeurs européens vien- nent de confirmer qu'ils préfèrent le système du droit à faire fortune pour la plupart. Voilà qui nous promet un avenir difficile.



PAR JOSEPH E. STIGLITZ

Professeur d'économie à l'université de Columbia

Maintenant que les «pousses vertes» de la relance économique observées par de nombreux ana- lystes ce printemps se sont fan- nées, la question se pose de sa- voir si la politique consistant à faire redémarrer l'économie au moyen d'un énorme paquet fis- cal s'est soldée par un échec. Les théories économiques keynésien- nes se sont-elles révélées faus- ses une fois mises à l'épreuve ?

Mais cette question n'aurait de sens que si des mesures vérita- blement keynésiennes avaient été appliquées. En fait, une nou- velle dose de stimuli fiscaux est aujourd'hui nécessaire, sans quoi nous pouvons nous atten- dre à une économie fonctionnant au ralenti, avec un taux de chô- mage élevé, sur une période encore plus longue.

L'administration Obama sem- ble surprise et déçue du taux éle- vé et toujours croissant du chô- mage - sans raison, car tout était prévisible. La véritable mesure du succès du plan de relance n'est pas le taux actuel de chô- mage, mais celui qu'il aurait pu atteindre sans le paquet fiscal. L'administration Obama a tou- jours clairement indiqué qu'elle créerait près de trois millions d'emplois de plus que ceux qui auraient normalement été créés. Le problème est que le coup por- té à l'économie par la crise fi- nancière a été si sévère que même le plan de relance à pre- mière vue énorme de l'adminis- tration n'a pas été suffisant.

Mais il y a un autre problè- me : aux Etats-Unis, un quart seulement des 800 milliards de dollars de ce plan seront dépen- sés cette année, et même la mise en route des dépenses af- fectées aux projets prêts à être engagés a été lente.

Dans le même temps, les Etats fédéraux ont été confron- tés à une très nette baisse de leurs revenus, dépassant les 200 milliards de dollars. La plupart sont constitutionnellement con- traints d'équilibrer leur budget,

ce qui signifie que ces Etats augmentent aujourd'hui les impôts ou réduisent leurs dé- penses – une tendance négati- ve qui annule, en tous cas en partie, les effets positifs du pa- quet fiscal du gouvernement.

Par ailleurs, près d'un tiers du plan de relance porte sur des réductions d'impôts, mesures considérées à juste titre par les Keynésiens comme relativement inefficaces. Les ménages, acca- blés par les dettes alors même que leur épargne retraite perd de sa valeur et que les perspec- tives de l'emploi restent som- brent, n'ont dépensé qu'une fraction de l'argent disponible grâce aux réductions d'impôts.

Aux Etats-Unis comme ailleurs, beaucoup d'attention a été donnée à une refonte du système bancaire, une étape peut-être nécessaire pour re- trouver une croissance forte, mais insuffisante en elle-même. Les banques ne prêteront pas tant que l'économie est en plein marasme et de leur côté les ménages américains seront parti- culièrement peu enclins à em- prunter – et en tous cas pas de la manière prodigue dont ils empruntaient avant la crise. Le tout puissant consommateur américain était le moteur de la croissance mondiale. Il est tou- tefois probable que ce moteur aura encore des ratés même après que le secteur bancaire ait été rétabli. Dans l'intervalle, une forme ou une autre d'in- tervention gouvernementale sera nécessaire.

Certains s'inquiètent de l'aug- mentation de la dette nationale des Etats-Unis. Mais la mise en oeuvre d'un nouveau paquet fis- cal bien pensé, avec une gran- de partie de l'argent dépensé sur des actifs, peut en fait renfor- cer la situation fiscale et la croi- sance future.

C'est une erreur de ne tenir compte que des faiblesses d'un pays, en ignorant ses atouts. Ce point de vue est naturellement un argument contre un renfloua- ge mal conçu du secteur ban- caire, comme aux Etats-Unis, qui a coûté des centaines de milliards de dollars aux contri- buables américains et dont l'es- sentiel ne sera jamais rem- boursé. La dette des Etats-Unis

ne cesse de croître sans actifs qui permettent d'équilibrer le bilan de l'Etat. Il ne faut tou- tefois pas confondre la riches- se des entreprises avec un plan de relance keynésien.

Quelques rares personnes s'inquiètent du fait que cet épi- sode de dépenses gouverne- mentales se traduise par de l'in-flation. Mais le problème le plus immédiat est celui de la défla- tion, compte tenu du taux de chômage élevé et des capacités de production excédentaires. Si l'économie repart plus vigoureu- sement que je ne le prévois, les dépenses prévues peuvent être annulées. Mieux encore, si la plus grande partie du prochain paquet fiscal est consacrée aux stabilisateurs automatiques – comme une compensation du manque à gagner des Etats féd- éraux – et si la croissance éco- nomique est au rendez-vous, les dépenses n'auront pas lieu. Il n'y a que peu de risque baissier.

Il n'en reste pas moins que des préoccupations existent concernant le fait que les *atten- tes* inflationnistes puissent se traduire par une hausse des taux d'intérêt à long terme, annulant les bénéfices du paquet fiscal. Dans ce cas de figure, les auto- rités monétaires doivent rester vigilantes et poursuivre leurs interventions « hors normes » - en contrôlant les taux d'intérêt à court et à long terme.

Toute décision politique com- porte des risques. Ne pas pré- parer aujourd'hui un second plan de relance comporte le risque d'une économie plus affaiblie encore et le risque que les fonds ne soient pas disponibles au moment où ils seront nécessai- res. Stimuler une économie prend du temps, comme le dé- montrent les difficultés de l'ad- ministration Obama à dépenser les sommes allouées. Le plein effet des efforts entrepris pour- rait ne se manifester que dans six mois ou plus.

Une économie plus faible si- gnifie davantage de faillites, de saisies de logements hypothé- qués et un chômage plus impor- tant. Sans même parler des souffrances humaines qu'impli- que cette situation, elle compor- te à son tour de nouveaux problèmes pour le système finan- cier. Et comme nous l'avons vu, un système financier chancelant se traduit par une économie au ralenti, et donc le besoin possi- ble d'injection de nouveaux fonds en urgence pour empê- cher une nouvelle catastrophe. Si nous tentons d'économiser de l'argent aujourd'hui, nous ris- quons de devoir en dépenser beaucoup plus à l'avenir.

L'administration Obama a fait fausse route en demandant un paquet fiscal trop modeste, en particulier après avoir fait des compromis politiques qui l'ont rendu moins efficace qu'il aurait pu l'être. Elle a commis une autre erreur en mettant sur pied un sauvetage des banques qui don- nait trop d'argent, avec des con- ditions trop favorables et trop peu de restrictions, à ceux qui étaient responsables du désas- tre en premier lieu – une politi- que qui a sérieusement coupé l'appétit des contribuables pour de nouvelles dépenses.

Mais toutes ces considérations sont d'ordre politique. La ligne économique est claire : le mon- de a besoin que tous les pays industrialisés s'engagent à adopter une nouvelle série de plans de relance. Ce point de- vrait être au centre des discus- sions de la prochaine réunion du G-20 à Pittsburgh.

Traduit de l'anglais par  
Julia Gallin





# Prière, rencontres, sport : il y a de tout à la plage

**Reporter**  
www.loreporter.ma

REPORTAGE RÉALISÉ  
PAR M. ZAINABI

C'est l'été. En cette période, à Casablanca comme dans la plupart des villes côtières, les plages deviennent les lieux les plus fréquentés. En quête d'air marin tout frais, on y afflue des quartiers éloignés, mais aussi des villes les plus reculées, voire de pays situés à l'autre bout du monde. C'est ce qui fait qu'à travers la côte nord et ouest du pays, les plages se transforment en lieux de rencontres et de vie où il se passe bien des choses... C'est le cas à la plage dite "Sablettes" à Mohammédia.

Il est 6 heures et les premiers estivants sont déjà là. Des sportifs, jeunes pour la plupart, font leur footing ou jouent au football, avant l'arrivée sur les lieux des grandes foules. "Ce sont les seuls moments de la journée durant lesquels nous pouvons jouer en paix, sinon, au milieu de la foule c'est impossible et puis il y a les flics qui nous en empêcheront", explique Hamid en jonglant avec un ballon. A cette heure de la journée, la plage ressemble à un immense stade que bercent les vagues. Mais cette image s'efface au fur et à mesure qu'arrivent, en masse, d'autres estivants.

Par ce samedi si chaud, Hamid, 20 ans, est venu de Alia, un quartier populaire de Mohammédia, passer toute la journée à la plage en compagnie d'une dizaine de ses copains. "C'est le plan le plus facile à réaliser et surtout le moins coûteux", lance-t-il avec le sourire, avant de confier que c'est aussi un plan qui peut donner lieu à de bonnes surprises.

Une fois son match terminé, sa première baignade achevée, son parasol planté et sa serviette étalée pour recevoir son corps mouillé, Hamid commence à s'adonner à son autre sport favori : "le tennis visuel". C'est ainsi qu'il surnomme le fait de mater du regard toutes les filles qui s'offrent à sa vue. Au fil que la plage se peuple, il ne cesse de promener son regard tantôt à droite, tantôt à gauche à la manière d'un spectateur de tennis. Ce qu'il ne dira pas, c'est qu'il ne se limite pas à voir. Il va jusqu'à parler, voire toucher... Le faux tennismen est de ce genre de dragueurs qui collent à la peau de leurs victimes. Quand les propos deviennent moralisateurs à propos de son sport singulier, il a une réponse toute faite : "la plupart des filles aiment ça". Un avis qui est loin d'être partagé surtout par les premières concernées.

"Sur les plages, certains dragueurs ont franchi un nouveau palier, ils recourent désormais au harcèlement sexuel en ne se limitant pas à la parole. Ils recourent aussi à l'agression physique face aux filles sérieuses. Trop, c'est trop !", s'indigne Hasna, 22 ans. Habitante à Paris, elle est venue en famille passer quelques jours à la plage et confie qu'elle ne regrette pas son choix malgré quelques incidents de passage.

Hafida, 19 ans, est de tout un autre avis. Pour elle, se faire aborder par des jeunes de son âge, fait partie des plaisirs de la plage. Elle ne rechigne pas à l'idée de rencontrer ici même son prince charmant. Elle a envie d'être comme toutes ces filles qui se promènent avec leurs amoureux, bras dessus bras dessous, le long du rivage.

## ROMANCE SUR LA PLAGE

Durant la période estivale, la plage devient aussi le lieu privilégié des rendez-vous amoureux. C'est le cas à Sablettes et partout ailleurs. Parfois, le sable devient même un lit d'amour. On y voit quelquefois, dans des



C'est la grande ruée vers les plages. Et on n'y vient pas, parfois de très loin, que pour nager ou bronzer. Chacun tente, à sa façon, d'y varier ses plaisirs...

lieux bien choisis, des tourtereaux se perdre, sous le parasol, dans de longs et fougueux baisers. "Ces jeunes n'ont plus aucune pudeur", commente une mère avec gêne. Une autre lui réplique, en riant : "laissons-les vivre leur jeunesse !". Un débat entre les deux femmes s'ensuit. Il ne servira ni à l'une ni à l'autre de changer d'avis.

Au loin, la marée devient basse. Les endroits où les roches offrent des abris discrets, connaissent une affluence toute particulière. Les amoureux s'y cachent pour s'aimer loin des regards indiscrets.

Par pudibonderie, certains couples attendront que le soleil se couche pour se promener, "zaâma", sur la plage. Mais beaucoup plus que "Sablettes" et les autres plages de Mohammédia, c'est la corniche jouxtant la mosquée Hassan II à Casablanca qui connaît un véritable rush des promeneurs nocturnes qui ne font pas que se promener.

## DÉRANGEURS PUBLICS

Quand la question est posée aux filles sur ce qui les dérange le plus sur la plage, la réponse qui sort le plus souvent de leur bouche est : "la drague". Mais ce n'est pas le seul souci relevé. D'autres estivants, filles et garçons, surtout les moins jeunes, répondent qu'ils sont surtout dérangés par ceux qui jouent au ballon ou au tennis en piétinant tout et tout le monde sur leur passage. Certains se plaignent de la promiscuité qu'il y a sur les plages surpeuplées et rappellent que le virus de la grippe porcine court toujours. D'autres insistent sur les comportements pollueurs des estivants qui continuent à jeter n'importe où leurs déchets même si les poubelles sont de plus en plus disponibles partout...

Il y en a aussi qui se disent outrés de voir certaines femmes et jeunes filles voilées, se baigner en étant tout habillées. "Ce n'est pas très hygiénique", relève un jeune baigneur marakchi. "Je me sens vraiment nue à côtés de ces baigneuses couvertes", confie une touriste allemande à la cinquantaine bien supportée.

## SUS AUX JET-SKIEURS PRIMEURS !

Dans certaines plages, notamment à Mohammédia, les jet-skieurs se font des ennemis. Et pour cause ! Certains d'entre eux font tout pour se faire remarquer. Ils ne se limitent pas aux endroits qui leur sont réservés à bonne distance des baigneurs pour

jet-skier, mais prennent un malin plaisir à s'approcher le plus possible des foules. Cette attitude révolte bien des estivants. Ces derniers notent le danger que présente le comportement jugé irresponsable des jet-skieurs imprudents. Ils sont aussi révoltés par la pollution sonore que provoque ce sport mécanique. Lequel, même au Maroc, ne peut plus désormais être pratiqué partout.

En effet, depuis peu, le ministère de l'Équipement et du transport a sorti une circulaire qui réglemente la pratique du jet-ski. Il lui fixe avec précision les endroits qui peuvent être autorisés à sa pratique... Voilà qui pourrait calmer les jet-skieurs frimeurs.

## SEA, SUN AND "SIAM"

Cette année, le mois du Ramadan tombe vers le 20 août. "Pourrait-on se rendre quand même à la plage en cette période ?", s'interroge-t-on déjà. Les réponses sont loin d'être tranchées. De nombreux hommes pensent que oui. Leur argument : nager ne peut en aucun nuire au jeune. Mais, ces hommes s'imaginent déjà sans femmes sur les plages. D'où ce rappel des descendantes d'Eve : plage va avec mixité et nudité et les deux vont à contresens de l'abstinence qu'impose le Ramadan. Alors va-t-on inventer une tenue spéciale pour adapter l'estivage au Ramadan ? Tout est possible. En tout cas, de nombreux jeunes, des deux sexes, déclarent que, Ramadan ou pas, ils ne peuvent pas se priver de plage.

Autre fait relevé à propos de pratiques religieuses, avant même le Ramadan, certains estivants se font remarquer en faisant leurs prières sur la plage. Ce que certains considèrent comme une sorte de frime, quand d'autres évoquent un acte normal.

## SÉCURITÉ : 28 PLAGES BALISÉES

Le balisage des plages consiste en la mise en place de flotteurs en mer délimitant la zone de baignade et créant un chenal d'accès des engins nautiques au-delà de cette zone de baignade, qui s'étend sur une profondeur vers le large de 300 mètres et sur environ 2 km le long du littoral. C'est le ministère de l'Équipement et des Transports, en charge de cette opération qui donne ces explications. Ce département annonce avoir procédé, cet été, au balisage de 28 plages. C'est dans chacune de ces plages que les baigneurs peuvent désormais voir des

bouées qui sont de formes cylindrique et conique pour le chenal et sphérique pour la bande longeant le littoral. En limitant ainsi les zones de baignade, la sécurité des baigneurs se trouve renforcée. Cette délimitation va aussi dissuader les jet-skieurs imprudents.

La démarche de balisage des plages, rappelle le département de l'Équipement et des Transports, avait démarré durant l'été 2006 par l'équipement de six plages et a vu, d'année en année, augmenter le nombre de sites balnéaires équipés pour atteindre cette saison 28 plages, dont six nouvellement équipées en l'occurrence Quemado, Forêt diplomatique, Oued Laou, David Sannawbar, Sidi Rahal et Sidi Bouzid.

Le choix du site d'implantation du chenal d'accès et de la bande littorale des 300 mètres à baliser, se fait de concert avec les comités locaux des plages, notamment les représentants de la Protection civile, souligne le ministère.

## PLAGES PROPRES : DEMANDEZ LA CARTE !

Depuis le 15 juin dernier, le drapeau portant l'inscription "Pavillon bleu" flotte sur les plages de Saidia municipale, Mdiq, Fnideq, Achakar, Asilah, Moulay Bousselham, Skhirate, Bouznika, Ain Diab, Haouzia, Sidi Rahal, Safi municipale, Souiria Lkdima, Essaouira, Agadir et Fom El Oued/Laayoune. Ce sont là au total 16 plages qui ont reçu leur label, parmi les 53 inscrites dans le programme "Plages propres" de la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement, présidée par SAR la Princesse Lalla Hasnaa et la Fondation internationale pour l'éducation et l'environnement (FEE).

Le "Pavillon bleu" est un précieux indicateur pour les baigneurs. Dans une plage qui porte ce label, on peut être plus sûr quant à la qualité des eaux de baignade, la disponibilité de l'information, la protection de l'environnement ainsi que le respect des règles d'hygiène et de la sécurité.

L'opération de labellisation des plages a connu une nette évolution. De 2 plages en 2005, elle a permis de labelliser 16 plages pour cette saison. Ce label est géré à l'échelle internationale par la FEE, réseau d'ONG de 58 pays visant à promouvoir et à mettre en œuvre des programmes de sensibilisation et d'éducation à l'environnement.

Ailleurs, le palmarès de cet éco label compte, pour cette année, 2.699 plages dans 37 pays (Europe, Canada, Caraïbe, nouvelle Zélande, Afrique du Sud, Maroc).

Parallèlement à l'action menée dans les plages par la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement et ses partenaires, chaque année, le ministère de l'Équipement et des Transports et le secrétariat d'Etat chargé de l'Eau et de l'Environnement coordonnent pour s'assurer du degré de qualité et de danger que présentent les eaux de baignade. Le rapport de cette année qui été établi dans ce cadre souligne que parmi les 298 stations qui ont fait l'objet de prélèvements, 283 sont conformes aux exigences réglementaires pour la baignade.

## ESTIVAGE RIME AVEC CITOYENNETÉ

Lydec prend en charge, pour la 7ème année consécutive, la plage Lalla Meryem dans le cadre de l'opération "Plages Propres 2009", en partenariat avec la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement et l'Arrondissement d'Anfa.

Cette opération est destinée à rendre la plage Lalla Meryem plus attractive en mettant à la disposition des estivants les infrastructures nécessaires, indique Lydec. Cet opérateur précise que la plage a été équipée de 3 rampes d'accès, dont une réservée aux personnes à mobilité réduite, des tours de surveillance pour les maîtres nageurs, d'un abri pour la protection civile, d'un autre pour l'infirmerie et d'un bloc sanitaire comportant douches et toilettes.

Pour s'assurer de la qualité des eaux de baignade, l'entreprise effectue régulièrement des prélèvements. Un bulletin d'analyses est affiché sur site et communiqué tous les dix jours aux parties concernées (Fondation Mohammed VI, Arrondissement d'Anfa...).

Pour informer et sensibiliser les estivants, de grands panneaux d'affichage ont été installés à l'entrée. Ils comportent des informations pratiques, des conseils et le code de conduite sur la plage.

En matière d'animation, le programme de cette année prévoit en plus de la radio plage, des journées de sensibilisation à la protection de l'environnement. Ainsi, du 1er juillet au 30 août, les estivants auront rendez-vous avec des activités ludiques, de l'animation radio-phonique ainsi qu'avec un programme thématique en trois phases. La première sera organisée autour de la "Préservation de la ressource en eau", la deuxième portera sur les "Loisirs et la responsabilité environnementale" et la troisième aura pour thème "Tous pour un développement durable".



## Annonces de mariage sur les journaux

# Cherche âme sœur... désespérément

## RÉALITÉS TUNISIE

HANÈNE ZBISS

Quand on lit les annonces de mariage sur les journaux, on est surpris de la diversité des profils des gens qui cherchent à s'unir, la variété des goûts, les exigences parfois paradoxales qui trahissent une société coincée entre ses aspirations à la modernité et son désir de rester ancrée dans la tradition et le surgissement de critères de choix qui ne comptaient pas beaucoup dans le passé. Ces annonces semblent assez révélatrices sur l'état d'esprit de la société tunisienne aujourd'hui et sur l'évolution des relations du couple.

Pendant trois semaines du mois de juillet, nous avons suivi les annonces parues sur le journal La Presse qui nous ont aidé à dresser un tableau sur les nouveaux goûts des Tunisiens (hommes et femmes) en matière de choix de leurs conjoints.

### L'APPARENCE PHYSIQUE D'ABORD !

Une première chose qui saute aux yeux, c'est cet intérêt particulier accordé à l'apparence physique de la part des deux sexes. Des adjectifs comme "belle (ou) beau, grand de taille, sportif, allure jeune, physique agréable, mince, non fumeur, élégant, peau claire" sont récurrents dans ces annonces et devancent les qualités morales. Du côté des hommes, ces derniers se présentent toujours comme ayant un physique agréable, un look jeune et comme étant sportifs. Ils donnent parfois leur taille et leur poids. Même chose du côté des femmes qui choisissent souvent de commencer leurs annonces par "belle (ou) très belle, élégante, mince et féminine". Les deux sexes exigent les mêmes qualités chez le futur partenaire. C'est dire l'importance de l'apparence physique dans notre société, contaminée à son tour par le culte du corps, le lot de la mondialisation. Si dans certaines annonces on commence par indiquer l'âge qui

En pleine saison des fêtes de noces, regarder du côté des annonces de mariage sur les journaux nous révèle bien des choses sur les goûts des Tunisiens et des Tunisiennes pour le choix de leurs partenaires. C'est que la société évolue et avec elle les exigences changent. Mais le désir de vivre en couple et de rompre la solitude reste intact.

est généralement assez avancé (49 ans, 52 ans, 67 ans), on cite directement après une succession d'adjectifs concernant l'état physique, l'élégance et le look, comme pour rassurer celui qui lit quant à la solidité du capital santé malgré le passage des années. Chose due à une certaine longévité de la population tunisienne, qui s'occupe de plus en plus du corps.

### EXIGENCE DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE

Un deuxième constat, en lisant ces annonces, est la recherche d'une situation financière stable. Les deux sexes veillent à citer leur emploi, leurs biens matériels et à exiger de l'autre qu'il ait "une situation en rapport". On retrouve souvent des indications telles que "travail stable", "situation confortable", "bonne situation financière", "ayant emploi fixe" ou encore l'annonceur déclare ses biens en disant posséder "une villa" ou exige que le futur partenaire ait par exemple "un foyer" ou "une voiture". Les Tunisiens et les Tunisiennes semblent davantage attachés à leur confort matériel et à leur stabilité financière, soucieux de garder le même niveau social, voire de trouver mieux et exigeants quant à la garantie d'une certaine qualité de vie qui leur est devenue indispensable.

Une troisième remarque est l'avancée de l'âge des candidats au mariage. Du côté féminin, on retrouve des annonces faites par des femmes célibataires de 49 ou de 53 ans. Du côté masculin, on note l'importance du nombre des hommes divorcés désirant refaire leur vie à 41, 46, 51, 52 et même 65 ans. Si certains désirent refonder un couple voire une famille, d'autres cherchent tout simplement de la compagnie, tel ce retraité qui a intitulé son annonce en gras "Pour rompre la solitude" et où il a exprimé son souhait de rencontrer une "femme de com-

pagnie, très agréable à vivre et sans enfants". Même souhait formulé par cette femme divorcée de 67 ans, "femme de foyer, en bonne santé et sans aucune responsabilité" qui cherche un compagnon prêt à passer avec elle le restant de sa vie. C'est que la longévité de la population tunisienne fait en sorte qu'on pense de plus en plus à refaire sa vie, à s'offrir une seconde chance, surtout si l'on sort d'un divorce ou si ses propres enfants ont grandi et qu'on se retrouve de nouveau seul (e). On n'hésite donc plus comme au passé à chercher un partenaire (c'est valable pour les deux sexes) et à afficher sa volonté de se remarier. Chose qui était mal vue par la société, notamment quand il s'agit de femmes.

### RECHERCHE D'UNE HOMOGÉNÉITÉ SOCIOCULTURELLE AU SEIN DU COUPLE

Un quatrième constat à relever est l'exigence d'un niveau scolaire supérieur et d'une situation professionnelle en rapport. On veille bien à préciser dans l'annonce son niveau universitaire, tel cet homme de 47 ans qui n'indique que sa taille et qu'il a "un bac+6". On exige aussi que le partenaire ait un niveau d'instruction en rapport. Si en plus, on est cadre supérieur ou dans une banque, on demande à ce que le futur conjoint ait le même poste ou une situation professionnelle en rapport. On tient aussi à afficher dès le début de l'annonce sa profession, en la commençant par "ingénieur chercheur" ou "pharmacien" ou "homme d'affaireur" ou encore "cadre sup" ou "cadre dans une banque".

Si de telles considérations nous renseignent sur l'évolution du niveau d'instruction des Tunisiens, elles nous informent aussi sur leur souci d'une homogénéité socio-culturelle au niveau du couple. Une exigence qui devient récurrente puisqu'on a d'avanta-

ge tendance à se marier avec un partenaire qui partage avec soi le même niveau intellectuel et les mêmes intérêts.

La cinquième remarque concerne les qualités morales exigées : on voit surgir dans les annonces faites par des hommes les qualificatifs "doux", "sentimental" ou "attentionné". Du côté des femmes, on retrouve des adjectifs comme "féminine", "bonne vivante", "très douce", "sentimentale" qui s'ajoutent aux habituels "sérieuse" et "honnête". On en conclut que la douceur et la sensibilité deviennent des qualités essentielles que l'on exige du futur conjoint. Pas question de se comporter comme un rustre ou de ne pas montrer d'attention particulière à l'autre en lui manifestant sa tendresse et ses sentiments.

### MODERNITÉ OUI, MAIS N'OUBLIONS PAS LA TRADITION !

En observant toutes les marques précédentes, on dénote une inscription profonde dans les valeurs de la modernité en cherchant à épouser les exigences de l'époque et à suivre l'évolution des relations humaines. On constate toutefois, dans ces mêmes annonces, un certain attachement à la tradition. Car, à côté des qualificatifs informant sur l'apparence physique et à la situation financière stable, on retrouve des adjectifs comme "pratiquant(e)", "femme de foyer", "de bonne famille" ou "famille honorable". Une façon d'assurer au futur partenaire qu'on tient malgré tout aux valeurs conservatrices, seules garantes d'une stabilité sociale dans un contexte où les traditions ont encore leur poids et leur mot à dire. D'ailleurs, on se rend même compte que certaines annonces sont faites par la famille et non par les intéressés. Tel est le cas dans cette annonce où une "très bonne famille" désire connaître vue mariage pour sa jeune fille âgée de 25 ans...un

jeune Tunisien. Age entre 29 et 33 ans....qui a un poste stable à Tunis centre ou banlieue ". Cela nous renvoie peut-être à une autre époque où c'était la famille qui choisissait un mari ou une épouse à ses enfants, en précisant les critères qui lui convenaient, et nous confirme quant à l'omniprésence des valeurs traditionnelles régissant encore notre société.

### L'EXTRAVAGANCE DES CHOIX

Néanmoins, certaines annonces sortent de l'ordinaire et se distinguent par leur extravagance et leur originalité, comme celle faite par un médecin euro-tunisien qui se présente comme "non-conformiste, nappé de joie de vivre et d'humour, ami des arts et des voyages exotiques, non fumeur" et qui désire contracter mariage avec une jeune fille "au cœur rêveur, agréable à regarder et belle à découvrir, polyglotte et multiculturelle", ou encore ce citoyen tunisien résidant à l'étranger qui cherche une "très belle fille, dynamique dans tous les sens!".

Les exigences sont ici portées trop loin, ce qui dénote une tendance à chercher le partenaire idéal. Parcourir les annonces de mariage semble donc révélateur de l'évolution de la société tunisienne en nous renseignant sur le changement des mentalités, la diversification des critères du choix et la multiplicité des exigences de plus en plus précises et pointues.

Reste que la tradition demeure fortement présente dans l'imaginaire et le vécu des Tunisiens, chose qu'ils reflètent bien au moment d'opter pour le partenaire de leur vie. Mais on assiste parfois à un vrai dilemme provoqué par le désir de trouver un conjoint à la fois moderne et conservateur, vivant pleinement son époque tout en demeurant attaché aux valeurs du passé. Il en résulte des annonces assez paradoxales voulant absolument marier des qualités non compatibles. Ce qui témoigne encore une fois de cette volonté de se positionner toujours à mi-chemin entre une modernité déclarée et non assumée et une tradition respectée mais trop contraignante. A méditer...

## Chaque jour, 90.000 bagages se perdent dans les aéroports

En 2008, 33 millions de sacs et de valises ont été égarés dans le monde, assure la Société internationale des télécommunications aéronautiques.

## LEFIGARO

CAROLINE POLITI

Se retrouver à l'autre bout du monde sans rien avoir à se mettre sur le dos ? C'est le lot quotidien de milliers de voyageurs dont le sac se perd au cours leurs déplacements aériens. D'après la Société internationale des télécommunications aéronautiques, près de 33 millions de bagages se sont égarés en 2008 dans les aéroports de la planète. Si ce chiffre a baissé de 20 % par rapport à l'année précédente, la Commission européenne s'est malgré tout inquiétée de la situation, mardi. "Ces chiffres sont incroyables et ce phénomène dure, ce qui est alarmant", s'est insurgé le commissaire européen aux Transports, Antonio Tajani, avant de préciser : "Chaque jour, presque 90.000 bagages sont égarés dans le monde entier et j'en déduis que ce chiffre s'élève à environ 10.000 bagages perdus chaque jour pour la seule Europe."

Les causes de ces pertes sont multiples. Si 50% d'entre elles sont liées à une erreur d'aiguillage lors d'une escale, la Commission avance également d'autres raisons : "Il y a les voleurs, mais aussi l'intention de nuire, des problèmes de lecture des codes barres car la machine est dé-

traquée, le cas de valises tombées sur la piste et la responsabilité des passagers qui n'ont pas indiqué leurs coordonnées sur leur bagages."

### DE PLUS EN PLUS DE BAGAGES À MAIN

Dans la grande majorité des cas, les bagages sont retrouvés dans les 48 heures qui suivent la déclaration de perte. Seul un passager sur 3 000 ne retrouve pas son bien. "La responsabilité d'acheminer les bagages incombe aux compagnies aériennes, expliquent les Aéroports de Paris. Les pertes varient donc de manière importante d'une compagnie à l'autre." Refusant de préciser qui sont les bons et les mauvais élèves en matière d'acheminement des bagages, les Aéroports de Paris ont cependant ajouté que les résultats d'Air France étaient très satisfaisants.

Une consultation publique visant à améliorer les droits des passagers européens, et notamment les problèmes liés aux pertes des bagages, sera lancée en octobre par la Commission. En attendant, pour éviter ce désagrément, une seule solution : les bagages à main. "De plus en plus de gens cherchent à garder leurs bagages en cabine pour éviter le risque d'une perte", reconnaît le commissaire européen aux Transports.





# Piscines privées: un business qui coule de source

TELQUEL

FADOUA GHANNAM

Avec les dernières vagues de chaleur, Lamia est toute contente de son dernier investissement. En juin, cette Casablancaise, fan des bronzettes dès les premières hausses de température de la saison, a décidé de se faire construire une piscine à domicile. Petit hic, notre trentenaire habite un F3 au Maârif et ne dispose que d'une terrasse d'une vingtaine de mètres carrés pour accueillir son petit carré d'eau tant désiré. Mais c'était sans compter sur la détermination de Lamia qui, au bout d'une semaine de recherches, a déniché l'entrepreneur qui lui livre sa piscine : une grande cuve de deux mètres de diamètre et de 70 cm de profondeur. Coût de cette lubie : 70 000 DH.

Comme Lamia, de plus en plus de Marocains se laissent séduire par l'idée de disposer d'un "pool" à la maison. Du simple bassin rempli d'eau au pur chef d'œuvre artistique, tout le monde y trouve son compte. Et, dans le registre des piscines les plus excentriques installées, celle d'un proche de la famille royale reprenant le drapeau marocain. De dimension presque olympique, le bassin est entièrement recouvert de petites mosaïques noires avec, au centre, une étoile dorée.

Dans tous les cas, effet de mimétisme oblige, la mode est donc aux bassins privés. Selon les estimations de la profession, le Maroc compte près de 22 000 piscines privées, dont 17 000 bassins traditionnels, construits en dur. Impossible d'en savoir davantage puisqu'il n'existe aucun chiffre officiel. "Rares sont les Marocains qui déclarent leurs piscines aux autorités", note ce professionnel (lire encadré). Selon certaines estimations, un millier de nouvelles piscines sont installées chaque année au Maroc, notamment dans les régions de Marrakech, Casablanca et dans le Nord.

Piquer un plongeon chez soi séduit nombre de Marocains.  
Un rêve de plus en plus accessible avec l'arrivée des piscines en kit.



## PISCINES EN KIT

Face à cet engouement, le Maroc est devenu une place de premier choix pour les pisciniers mondiaux. Desjoyaux, Waterair, RPI, Magiline... toutes ces sociétés ont ouvert une filiale dans notre pays concurrençant sérieusement la trentaine d'entreprises locales qui se partageaient jusque-là le marché. Et l'entrée dans le secteur de ces spécialistes a révolutionné la construction des piscines à usage domestique. Leur secret ? Des piscines en kit, faciles à installer et à entretenir, et surtout plus économiques. "Au lieu des trois mois indispensables pour construire une piscine traditionnelle, l'installation d'un bassin en kit ne prend qu'une quinzaine de jours pour un investissement

beaucoup moins important", explique Hilal Salmani, directeur commercial d'Aquademar, filiale du Français Desjoyaux au Maroc. Il faut compter donc entre 90 et 150 000 dirhams pour une piscine en kit de 30 à 40 m2, alors qu'un bassin traditionnel, bien ornementé de mosaïque artisanale, coûte entre 100 et 300 000 dirhams selon sa superficie. Autre atout du kit : un coût d'entretien moins cher. Pour le traitement de l'eau et l'entretien des pompes et de la tuyauterie, il faut prévoir un budget de 6 à 8000 dirhams annuellement. Une piscine traditionnelle coûtera 2 à 4000 dirhams de plus. "C'est pour ces raisons que les Marocains sont devenus de plus en plus friands de ces bassins en kit. Il y a cinq ans, les parts de marché du

kit ne dépassaient pas 4%. Actuellement, elles sont de l'ordre de 20%", indique ce directeur commercial. "Ce genre de modèles est particulièrement prisé par les promoteurs immobiliers qui en équiper leurs villas de luxe. C'est ce qui explique le succès récent de la piscine en kit", précise pour sa part Abdelhadi Issajia, commercial chez Hydroplus.

## PLONGÉE DANS LA CRISE ?

Mais alors que le secteur affichait ces quatre dernières années un taux moyen de croissance dépassant les 10%, l'euphorie autour des piscines privées est retombée depuis le début de cette année. "Comme la construction de piscines est direc-

tement liée à l'immobilier, le secteur a sérieusement pâti de la baisse des investissements en habitat", analyse Abdelhadi Issajia, qui estime la baisse d'activité des pisciniers à près de 20%. Pour d'autres, la crise ne s'est pas fait ressentir en 2009 mais se répercutera sur les deux années à venir. "Nous continuons aujourd'hui à honorer les contrats que nous avons conclus l'année dernière. Mais il faut avouer que 2010 s'annonce difficile", estime, pour sa part, Hilal Salmani. Et pour cause : de nombreux grands projets immobiliers et touristiques ont été tout simplement annulés. Pas de résidences de standing en bord de mer ou en pleine palmeraie, donc moins de piscines à construire.

## ZOOM: LE FLOU JURIDIQUE

Déclarer son installation hydrique est obligatoire, selon les lois urbanistiques. Mais, hormis les propriétés dont les plans contiennent initialement une piscine, la procédure d'octroi d'une autorisation de construire (délivrée par l'autorité locale pour n'importe quelle nouvelle construction) est rarement initiée. Et aucune loi ne réglemente le processus d'équipement en bassin d'eau au Maroc. Ce vide juridique concerne notamment les normes de sécurité et environnement qui, en principe, doivent être respectées pour ce type de projets. "Au Maroc, il n'y a pas de loi qui impose des normes précises de sécurité pour une piscine", font remarquer nombre de professionnels. Dans le plus beau pays du monde, il suffit de disposer d'un peu d'espace et de plusieurs dizaines de milliers de dirhams en banque pour construire sa piscine. Ce qui est loin d'être le cas dans les pays européens. En France, par exemple, une loi oblige les pisciniers à équiper obligatoirement leur installation de barrières ou de système d'alarme assurant essentiellement la sécurité des enfants en bas âge. Des normes de sécurité qui ne sont pas entrées en vigueur au Maroc.

## Roubaix - rencontre

# Les «brûleurs» de mer

Oranais, Abdelhafid Ouadda publie "Spania", le roman de quatre Algériens qui tentent de traverser la Méditerranée pour rallier l'Europe. On les appelle les harraga, "les brûleurs", brûler la mer et les étapes administratives pour rejoindre ce qu'ils imaginent un eldorado.

DOMINIQUE SALOMEZ > roubaix@nordeclair.fr

## Nord éclair

Né à Oran, vous êtes arrivé en France à 21 ans. Quel a été votre parcours ?

- J'ai eu un visa touristique pour l'Angleterre, je voulais aller à Londres où on parlait de pop. J'y ai vécu un an. Je chantais dans les cabarets. Mais culturellement, je n'étais pas à l'aise, il n'y avait pas d'avenir, en plus la vie était très chère. Alors je suis venu à Roubaix grâce à mon meilleur ami. C'était un hasard, sa mère était Roubaisienne et son père Kabyle.

Aujourd'hui, vous vivez à Roubaix, vous avez la nationalité française...

- Oui, j'ai été à Marseille, à Bruxelles, à Amsterdam, il n'y a qu'à Roubaix que je me sentais adopté. À mon arrivée, j'étais épaté par l'architecture des Flandres, le climat. Mais avoir la nationalité, ça n'a pas été facile. J'ai vécu dans la clandestinité. Je me suis fait arrêter dans un train par la police, ils m'ont fouillé, humilié aussi. Je me suis fait refouler. C'était un parcours chaotique.

Qu'est-ce qui vous a motivé à écrire sur

le sujet de l'immigration clandestine ?

- J'habite la corniche oranaise (Il retourne régulièrement à Oran, Ndlr). Les départs se faisaient en bas de chez moi. Moi, si je suis parti, c'était un besoin culturel par rapport à la musique mais tout le monde veut foutre le camp. On les empêche d'avoir le visa. Si au moins les gens pouvaient voyager, ils reviendraient. Parce que culturellement, c'est le désert, le seul loisir c'est la parabole : les films, les séries, les vêtements. Pour eux la vie est ailleurs. Il y a tellement de problèmes socio-économiques, que les jeunes n'arrivent pas à avoir un toit, un travail. Alors 160km pour rejoindre Almeria en Espagne, ça paraît accessible pour peu qu'on trouve un passeur qui sache naviguer.

Comment est vécue la situation à Oran ?

- Pour les parents, c'est une calamité. Dans les familles, c'est souvent tabou. Mais il faut aussi dire que dans certaines familles pauvres, c'est toléré. Elles se disent: "Mon fils n'a rien ici, alors c'est mieux de se faire manger par les poissons que de se faire manger par les vers". Les jeunes parlent entre eux des harraga dans les

cafés. Harraga ça veut dire brûleur, brûler la mer, brûler les étapes. Ceux qui ont réussi la traversée ce sont des héros. Mais c'est un drame dans les familles, de toutes les couches d'ailleurs, qui veulent récupérer les corps de ceux qui en sont morts. Les autorités espagnoles veulent les incinérer alors que c'est banni dans la tradition musulmane. Il y a aussi plus de plus en plus de filles qui tentent la traversée avec des enfants en bas âge.

Quel est votre message pour ces jeunes ?

- À Oran, il y a des choses à faire, plutôt que forcément aller ailleurs. Je leur dis faites par vous-même, montez des associations, réfléchissez, faites des films, n'importe quoi... Les gouttes d'eau font les océans.

Vous êtes vous-même investi dans la vie associative roubaisienne ?

- Oui, je fais partie d'une association qui s'appelle Chantonsurcom. On crée des chansons, des contes musicaux, on a un studio d'enregistrement, on a aussi une chorale de dames qui viennent des centres sociaux. Et j'ai aussi un groupe de musique, Sweet-home, qui fait de la pop-targui.



## ÉCLAIRAGE

" L'ambition émerge d'un grand besoin " Spania d'Abdelhafid Ouadda trouve son décor à Oran où quatre jeunes Algériens se préparent à un voyage - pour le pire ou le meilleur - sans retour vers l'Espagne. " L'ambition émerge d'un grand besoin ", écrit l'auteur. Abdessetar, Mokhtar, Nory, Zoubir et Kouider ont perdu dans la société algérienne actuelle tous leurs espoirs, leurs illusions. Seule l'Europe apparaît comme un eldorado où ils pourront se réaliser en trouvant un emploi, un toit. Les quatre jeunes, à peine sortis de l'adolescence, projettent la grande traversée : 160km d'Oran à Almeria en zodiac. Au prix de toutes leurs économies (20 millions de centimes par personne, alors que le SMIC n'excède pas 1,2 million), ils espèrent confier leur destin aux barons de la mer. Dès lors, leur aventure fera-t-elle partie des exploits héroïques qui se racontent dans les cafés à Oran ou des drames familiaux qui réduit à néant des parents confrontés à la mort de leurs enfants ? D.SA. Spania de Abdelhafid Ouadda, 16.90 E, à la librairie des Lisières à Roubaix (sur la Grand-Place). À la rentrée au Furet du Nord.



## Transport sur la corniche Polémique autour du «plan bleu»



B. Mokhtaria

L'application du plan bleu de circulation de la daïra de Aïn El-Turck fait polémique actuellement au sein de la corporation des transporteurs desservant cette daïra. Des menaces de grève et des protestations sont brandies. C'est ainsi que les opérateurs comptent durcir le ton avec la rentrée des classes dans le cas où ce nouveau plan, élaboré par un bureau d'étude, n'est pas gelé. C'est le transfert des taxis exploitant la ligne de Aïn El-Turck vers le stade Zabana et les véhicules de transport en commun près du siège de l'ex-SNTV qui a mis toute la corporation en ébullition.

Ce qui a fait déborder le vase, estiment les transporteurs, lors d'une conférence de presse animée hier par le syndicat national de transport de voyageurs et de marchandises (SNTT), est l'autorisation donnée à deux opérateurs pour assurer le transport urbain de la commune de Aïn El-Turck par des véhicules de grands gabarits et ce

à partir de Cap Falcon jusqu'à Saint Rock. Un changement qui a causé des désagréments aux usagers qui se sont vus contraints de prendre une autre correspondance une fois arrivés à Paradis plage pour aller à Cap Falcon. Les transporteurs se sentent aussi pénalisés, expliquent-ils, par la concurrence déloyale installée depuis la mise en service de huit véhicules de transport urbain. Les 350 chauffeurs de taxis et 45 chauffeurs de bus exploitant la ligne de Aïn El-Turck sont déterminés à faire une grève illimitée si la décision de leur transfert vers d'autres stations n'est pas annulée. Selon le coordinateur du SNTT, M. Aidrous Bouâdjmi, «nous avons tenu une réunion au mois de juillet avec le chef de daïra de Aïn El-Turck, le P/APC, le vice-président et le représentant de la direction des transports pour approuver le plan bleu. Or, ce qui a été appliqué sur le terrain est contraire aux décisions prises lors de cette réunion». «Nous ne comprenons pas le fait que les transporteurs soient

transférés de leurs stations initiales pour désengorger la ville et, en même temps, la direction des transports donne des autorisations pour la circulation des bus de 100 places à l'intérieur de la ville», souligne le représentant des transporteurs de bus. Le représentant des chauffeurs de taxis enchaîne, pour sa part, que «les grands gabarits desservant normalement la ville de Aïn El-Turck seulement, assurent le transport jusqu'à Oran. Résultat, nous n'arrivons plus à travailler dans ces conditions». Ce que revendiquent les transporteurs avec force est l'annulation pure et simple de ces nouvelles mesures prises, disent-ils, sans la concertation avec les opérateurs pour cette saison estivale. Ils insistent aussi pour que ce plan bleu ne soit pas appliqué pour les années à venir. La corporation des transporteurs propose, cependant, la création d'une station pour les taxis et le transport en commun qui soit bien aménagée et sécurisée. Pour discuter de ce problème, une réunion est prévue le 23 août à la direction des transports.

## 240 tonnes de déchets collectées près des halles centrales

Quelque 240 tonnes de détritus ont été collectées, hier, par les équipes mobilisées par le bureau local de l'UGCAA dans les alentours des halles centrales. Pas moins de 12 camions de 20 tonnes chacun ont été mobilisés lors de cette opération initiée dans le but de préserver l'environnement. Cette opération a débuté tôt dans la

matinée pour s'achever vers 17 heures, a-t-on appris. Elle sera suivie par une seconde action de nettoyage de l'intérieur de l'enceinte, sachant que tous les commerçants ont été mobilisés pour sauvegarder cet espace commercial situé en plein coeur de la ville.

K. Assia

## Tranche de Vie

Par El-Guellil

### Bientôt



rêver les ménagères occupées à esquiver les coups durs du couffin. Les gens de la zlabia stockent déjà des sacs de sucre. Et pour mieux

se sucrer, ils raflent toutes les huiles. Les commerçants concotent les augmentations, les contrôleurs des prix choisiront «zitna fi bitna» comme mot d'ordre. Paraît même qu'ils travailleront de nuit. Dans l'obscurité.

Les mutations commencent à s'opérer dans le corps des pickpockets. C'est un mouvement annuel, qui n'a besoin ni de décision officielle ni de décret présidentiel. Il s'opère naturellement. Nul n'est pickpocket en son pays.

Les cabarets serviront du thé, le bénéfice c'est kif-kif. Les galas reprendront le soir, les glaylias travailleront aux cachets, les conférences-débats et des hauts fonctionnaires de la culture justifieront ainsi leur bilan et leur post... érité.

Le nivellement par le bas continuera son bonhomme de chemin. Une vaste opération d'analphabétisation est engagée. Elle se poursuit depuis des années. Aux adultes on a appris à respecter les minutes de silence, et aux enfants... on n'arrivera jamais à annihiler leur besoin de bruit. Là, toutes les artères de la ville deviendront piétonnières. Ça marche!

## Commerce

### Les produits disponibles durant Ramadhan mais...

K. Assia

A l'approche du mois de Ramadhan, le bureau local de l'Union des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a tenu à rassurer, hier, le consommateur oranais sur la disponibilité de tous les produits, même si la hausse vertigineuse des prix reste inquiétante. Citant le cas de la pomme de terre, le responsable du bureau local a précisé que quelque 130.000 tonnes de pomme de terre sont stockées au niveau national. De quoi rassurer la ménagère sur une baisse probable des prix, durant la deuxième semaine du mois sacré.

Concernant le dispositif mis en place par l'UGCAA à l'occasion du Ramadhan, notre interlocuteur a souligné qu'une permanence de nuit et de jour a été installée par les membres du bureau local afin de prendre en charge les doléances des citoyens. Une ligne spéciale, le 041 42 60 73, a été aussi mise à leur disposition pour toute information ou réclamation. Par ailleurs, tout en demandant l'intervention des services de commerce et de sé-

curité pour intensifier le contrôle et mettre un terme à la spéculation notamment durant ce mois sacré, l'intervenant a souligné que ces actions vont permettre de réguler le marché.

Dans ce cadre, M. Mouad propose que des marchés spécial Ramadhan et où tous les produits seront disponibles soient installés dans plusieurs quartiers d'Oran. Une nouvelle formule de rapprochement pour le consommateur et par conséquent un moyen de casser les prix imposés par la spéculation et des intermédiaires.

Outre le volet de l'approvisionnement et de la régulation du marché, notre interlocuteur a rassuré également le citoyen sur la disponibilité des moyens de transport durant le mois de Ramadhan.

D'autre part, dans le cadre du couffin de Ramadhan, un appel aux commerçants à travers toute la wilaya d'Oran a été lancé, hier, par le bureau local de l'UGCAA dont le siège est situé au niveau du bloc B n°7 à la cité HLM pour venir en aide aux familles démunies et aux nécessiteux.

## Près de 6.000 places pédagogiques au nouveau pôle universitaire

Le secteur de l'enseignement supérieur à Oran sera renforcé à la faveur de la prochaine rentrée universitaire d'environ 6.000 places pédagogiques au nouveau pôle universitaire de Belgaid (Est d'Oran), a-t-on appris mardi auprès du rectorat. La même source a indiqué que l'université d'Oran a réceptionné une partie importante du projet de ce nouveau pôle universitaire qui dispose d'une capacité de plus de 27.000 places englobant diverses structures dont des amphithéâtres, des salles de conférences, des laboratoires, des restaurants et des salles omnisports et de divertissement. Le rectorat de l'université d'Oran a ajouté que l'avancement des travaux du projet permettra de transférer les facultés de droit et des sciences de la terre, de la géographie et de l'aménagement du territoire dans cette nouvelle structure à partir de la saison prochaine sachant qu'il a été décidé de consacrer 4.000 places pédagogiques pour la faculté de droit et 1.000 autres places pour la faculté des sciences

de la terre. La même source a indiqué qu'il est prévu au cours de l'année universitaire prochaine la réception les bâtiments abritant la faculté des sciences économiques et de gestion ainsi que nombre d'infrastructures pédagogiques.

Pour rappel, il a été décidé l'exploitation des structures affiliées aux facultés concernées par l'opération de transfert vers le nouveau pôle universitaire d'Oran afin de renforcer les besoins en places pédagogiques d'autres spécialités universitaires, à l'exemple de la psychologie et la littérature. La rentrée universitaire prochaine à Oran coïncidera, a ajouté la même source, avec la généralisation du système Licence-Master-Doctorat (LMD) à l'ensemble des spécialités selon les vœux des étudiants et l'engouement suscité par ce système. A cela, il faut ajouter les préparatifs pour renforcer les différents instituts de l'université d'Oran par leur dotation en outils informatiques afin de promouvoir l'usage de cette technologie dans divers domaines de la pédagogie.

### Un gardien découvert mort à Es-Sénia

Le corps sans vie d'un gardien de nuit d'une société sise à Es-Sénia a été découvert avant-hier. Il s'agit du nommé B.K., âgé de 58 ans. La dépouille mortelle a été transférée à la morgue du centre hospitalo-universitaire d'Oran pour les besoins d'une autopsie. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes du décès.

### Un mort et 4 blessés dans un accident à Haï Essabah

Une personne âgée de 47 ans est morte et quatre autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu avant-hier à Haï Essabah. Le drame s'est produit lorsque deux véhicules se sont télescopés. La dépouille mortelle a été transférée à la morgue du centre hospitalo-universitaire d'Oran, alors que les blessés ont été évacués vers le service des UMC.

J. Boukraâ

### ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Guendouze Ahmed, 79 ans, 16 cité St-Georges, Les Castors  
Guenfoud Fatima, 68 ans, 15 rue Cherfaoui AEK, Eckmühl  
Benaoum Houcine, 70 ans, 23 rue Belmekki Lakhdar, Carteaux

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

22 chaabane 1430				
El Fedjr 04h47	Dohr 13h08	Assar 16h52	Maghreb 19h57	Icha 21h23





**BÉCHAR****Retards dans la livraison de la nouvelle résidence universitaire**

*La commission chargée de la préparation de la rentrée universitaire 2009-2010 s'est réunie, ce mardi, au siège de la wilaya sous la présidence de M. Boumakel, secrétaire général de la wilaya.*

**Roukbi A.**

Après avoir passé en revue le volet pédagogique de cette rentrée, les membres de la commission ont été très satisfaits des dispositions prises par la direction de l'université pour une prise en charge dans de bonnes conditions de l'ensemble des étudiants. En effet, depuis l'attribution au centre universitaire de Béchar en 2009 du statut d'université, une mise à niveau a été engagée par les pouvoirs publics, notamment l'ouverture de nouvelles filières et le recrutement de 90 professeurs dans différentes spécialités, ce qui a permis une importante marge de manoeuvre dans la gestion de l'institution et, par voie de conséquence, une bon-

ne maîtrise de tout ce qui se rapporte à la pédagogie, dit-on.

S'agissant du côté hébergement des étudiants, la commission enregistre un retard déplorable dans la livraison de la résidence 4.000 lits, située au pôle universitaire 20.000 places pédagogiques. Ces lacunes injustifiées, selon l'utilisateur de l'infrastructure, concernent en particulier l'inexistence du réseau électrique du fait de la non-réalisation de poste MT, indispensable pour procéder à l'alimentation en énergie de la résidence, selon le représentant de la Sonelgaz présent à cette réunion, l'absence de branchement aux deux réseaux d'assainissement et du gaz de ville, et enfin les travaux de viabilisation non encore lancés.

On s'en souvient, le ministre de l'Habitat, lors de sa dernière visite à Béchar au printemps dernier, avait reçu l'assurance du maître de l'ouvrage, en l'occurrence la DUC de Béchar, pour la remise de l'infrastructure dans les délais contractuels, soit au début de la rentrée 2009-2010.

Devant cette situation, une commission composée de la DUC, de la Sonelgaz, de l'université et du bureau d'étude a été mise sur pied à l'effet d'arrêter un programme urgent pour prendre en charge les insuffisances constatées et rendre compte sous huitaine au secrétaire général. Enfin, il a été décidé de surseoir au redéploiement des étudiants, qui était envisagé au niveau de cette résidence.

**MÉCHERIA****Nécessité d'un plan de circulation routière****M. S. Laradji**

Un plan de circulation routière à l'intérieur du périmètre urbain de la ville de Mécheria, le plus grand centre urbain de la wilaya de Nâama, s'avère plus que nécessaire, a-t-on constaté, pour mettre un terme à l'anarchie qui prévaut notamment au centre-ville.

Pour s'en convaincre, il suffit de s'attabler un moment sur la terrasse du café de la Grande Poste pour constater cette anarchie orchestrée notamment par les poids lourds, les véhicules légers et les motocyclettes. Des artères d'à peine 5 m de large, à l'exemple des rues Salah Tayeb

et Khedim Slimane, sont bloquées tout le temps par des embouteillages difficiles à désengorger, même en présence des agents de la circulation et autres feux tricolores.

Plus grave encore, des semi-remorques longs de plus de 12 m, circulant en plein centre-ville, outrepassent la réglementation qui interdit pourtant leur présence en milieu urbain. Aussi, en l'absence d'un parc de stationnement pour les poids lourds, les propriétaires stationnent leurs engins devant les domiciles, gênant fortement la circulation des piétons et des enfants. Il faut noter que selon les statistiques de la SAA, 70% des

accidents en milieu urbain sont provoqués par les poids lourds et les victimes sont généralement des enfants en bas âge.

«J'imagine mal, dira un citoyen, un semi-remorque plein à craquer attendre son passage devant un feu tricolore et derrière toute une file de voitures. Si jamais une remorque venait à se détacher, quelles en seraient les conséquences ?». Il faut dire que les poids lourds et autres GAK ne sont pas les seuls à provoquer cette anarchie, car les motocycles apportent également leur lot de désagréments avec des échappements assourdissants qui dérangent considérablement les citoyens.

**CHLEF****Arts et cultures populaires : Blida s'invite à Ténès****B. Otsmane**

La ville de Ténès accueille, depuis samedi dernier, la semaine culturelle de la wilaya de Blida à la faveur de festivals locaux pour les arts et cultures populaires institués par le ministère de la Culture pour encourager les échanges entre les régions du pays.

Cette manifestation culturelle et artistique, qui se déroule au théâtre de verdure de la ville de Ténès, comprend deux volets, à savoir une exposition et une animation culturelle et artistique. L'exposition consiste en la présentation de produits artisanaux, de l'art plastique, des costumes traditionnels féminins, des broderies et des confiseries propres à la wilaya de Blida.

Un aperçu a été donné sur la richesse architecturale de Blida, qui abrite également des monuments et vestiges tels que les 7 portes légendaires de la ville des roses, ou le hammam «Elwane» qui fut découvert en 1858 et dont les vertus thérapeutiques sont reconnues dans toute

la région. Quant au volet culturel et artistique, la wilaya de Blida a été présentée à travers plusieurs associations ou groupes folkloriques, à l'image de l'association «El-Widadia», créée en 1937 par Mahieddine Becherchali, spécialisée dans la chanson andalouse, ou celle de l'association «El-Fen ouel Adeb», créée en 1948 par Mahieddine Mohamed, versée dans la chanson chaâbi et l'aroubi.

Le public découvre également le groupe «G'nawa», composé de 10 artistes et dirigé par Bahaz Mohamed, assistant à l'Ecole d'art dramatique de Bordj El-Kifan. A noter que ce plateau riche et varié, animé par la jeune et ravissante animatrice Taïbi Nadia, a vu le groupe théâtral de Mohamed Toumi présenter deux pièces théâtrales, l'une consacrée aux enfants et l'autre à un public adulte.

La manifestation se poursuivra jusqu'au 14 du mois courant, au grand bonheur des milliers d'estivants et visiteurs qui séjournent dans cette ville millénaire, où les activités culturelles font cruellement défaut.

**Travaux de réhabilitation de 70 structures sanitaires**

Soixante-dix structures sanitaires légères font l'objet de travaux de réhabilitation et d'équipement dans la wilaya de Chlef, a-t-on indiqué à la direction de la santé. Ces structures, des centres de santé et des salles de soins situés pour la plupart en zone rurale, bénéficieront dans le cadre de cette opération d'actions portant sur la réfection des étanchéités, du réseau d'assainissement, de la peinture, de la plomberie et autres travaux de maçonnerie et de menuiserie.

Cette opération, qui a débuté en juin dernier pour une enveloppe de 190 millions de dinars, vise, selon la direction de la santé, à améliorer la prise en charge et les conditions d'accueil des malades des zones rurales et à renforcer le

rôle de ces structures, notamment en matière de prévention. En plus des travaux de réhabilitation, ces structures bénéficieront, dans le cadre de cette opération, de nouveaux équipements, dont du matériel de laboratoire, afin de permettre aux malades d'effectuer certaines analyses et autres radios sur place.

Parallèlement, quatre unités d'urgences médicales (UMC) sont en cours de réalisation dans la wilaya de Chlef, dont deux à Boukadir et Oued Fodda, des localités situées non loin de l'autoroute Est-Ouest. D'un coût global de 800 millions de dinars, ces structures, une fois opérationnelles, seront d'un grand apport dans la prise en charge des malades de la région ainsi que pour les victimes des accidents de la route.

**SIG****Plus de 400 logements LSP distribués**

Une opération de distribution de 408 logements sociaux participatifs à leurs bénéficiaires a été entamée récemment dans la commune de Sig (Mascara), a indiqué le président de l'Assemblée populaire communale. Ce quota de logements entre dans le cadre du programme quinquennal 2005-2009, a souligné la même source, précisant qu'il a été procédé, la semaine passée, dans une première étape, à la distribution de 184 logements. Les services concernés sont sur le point de distribuer les logements restants, estimés à 224 unités.

A ce quota en question, il faut ajouter 624 unités supplémentaires de même type qui ont été livrées à leurs propriétaires entre la fin de l'année 2008 et le premier semestre de l'année en cours. Le responsable a expliqué que le secteur de l'habitat dans la commune de Sig a connu, ces dernières années, un essor palpable grâce aux différents pro-

grammes d'habitat destinés à prendre en charge les besoins des populations de la région. A ce titre, il a été procédé au mois de mai dernier à la distribution de 288 logements sociaux locatifs, au grand bonheur des habitants de Haï Ali Talha, qui ont bénéficié de logements décents à la faveur de cette opération de relogement réalisée dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire.

De son côté, le directeur du logement et des équipements publics (DLEP) a indiqué que le quota des logements sociaux participatifs (LSP) dont a bénéficié la commune de Sig depuis 2005 parmi le programme de développement sus-cité, comprend 1.700 unités dont 1.336 logements achevés.

Il est prévu, par ailleurs, la réception des logements restants avant la fin de l'année 2009, dont les travaux connaissent un taux d'avancement satisfaisant, a-t-on signalé de même source.

**TÉLAGH****30 personnes intoxiquées lors d'un mariage**

Quelque trente personnes ont été intoxiquées mardi matin à Télagh, wilaya de Sidi-Bel-Abbès, à la suite de la consommation de biscuits et de friandises dans un mariage, a-t-on appris de sources hospitalières.

Les victimes, des femmes et des enfants souffrant de douleurs et de vomissements, ont

été évacuées aux urgences médico-chirurgicales de l'hôpital de Télagh, a-t-on ajouté de même source, précisant que l'aliment incriminé serait la pâtisserie.

Des échantillons d'aliments consommés ont été transmis au laboratoire pour analyses, a-t-on précisé de même source.



## MÉDÉA

## Nouveaux dispositifs de l'emploi

*Quatorze mois après le lancement de sa première phase au profit des jeunes demandeurs d'emploi, le «dispositif d'aide à l'insertion professionnelle» (DAIP) est entré dans sa deuxième phase qui est celle du «contrat de travail aidé» (CTA) dont devraient bénéficier ces derniers.*

Rabah Benaouda

«A travers cette nouvelle phase qui est celle du contrat de travail aidé, c'est la confirmation ou le renouvellement du contrat signé lors de la première phase entre le jeune primo-demandeur d'emploi et son employeur. Une première phase qui a débuté exactement le 1er juin 2008 et qui aura duré une année comme le stipule le décret exécutif n°08-126 du 19 avril 2008 relatif justement à ce dispositif d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes primo-demandeurs d'emploi.», nous dira dès l'entame de l'entretien qu'il nous a accordé M. Aïssa Laribi, directeur de l'Emploi au niveau de la wilaya de Médéa. Et ce responsable d'ajouter en précisant: «Cette deuxième phase, qui vient d'être mise en application, ne concerne évidemment que les jeunes primo-demandeurs d'emploi des trois catégories (CID, CIP et CFI) qui ont déjà bénéficié d'un emploi au cours de la première phase».

Mais avant de revenir sur cette nouvelle phase qui est celle du contrat de travail aidé, où en est arrivée la première phase ? Quels en sont les résultats réalisés ? M. Aïssa Laribi dira: «Cette première phase qui est en cours, et ne concerne que les jeunes primo-demandeurs d'emploi qui n'avaient jamais bénéficié d'un emploi auparavant, a vu, après la journée du 3 août dernier, un total de 5.728 placements de jeunes auprès d'institutions et administrations publiques et celles du secteur économi-

que privé. Un total qui se répartit entre 2.090 jeunes diplômés universitaires et techniciens supérieurs (CID), 1.003 autres dans le cadre de l'insertion professionnelle (CIP) et enfin, 2.635 jeunes sans formation ni qualification (CFI). Ces 5.728 jeunes ayant tous signé un contrat de placement avec une précision toutefois, à savoir que 501 d'entre eux, faisant partie du type CFI, n'ont pas rejoint leurs postes sur les chantiers de travaux divers pour des raisons que nous ignorons. Une déperdition à laquelle s'ajoutent 32 autres jeunes, dans le cadre du CID, et 38 autres dans celui du CIP. Ce qui fait qu'au 3 août 2009, un total de 5.157 jeunes primo-demandeurs d'emploi occupaient toujours leur poste et c'est bon signe pour l'avenir. C'est très encourageant».

Pour en revenir à cette deuxième phase, celle du contrat de travail aidé (CTA), M. Aïssa Laribi nous dira: «Ce type de contrat vient après celui de l'insertion, qui est d'une durée d'une année, et s'étale sur trois années au cas où l'employeur est satisfait du rendement du jeune, recruté une année auparavant, qu'il décide alors de maintenir dans son effectif. A cet effet, la contribution financière mensuelle de l'Etat, au profit du bénéficiaire du poste d'emploi, sera de l'ordre de 12.300 dinars pour un universitaire et 10.200 dinars pour un technicien supérieur (dans le cadre du CID), 8.000 dinars dans le cadre du CIP et 6.000 dinars dans celui du CFI. Ceci concernant la première année du CTA. Cette contribution fi-

nancière de l'Etat sera ramenée lors de la deuxième année, respectivement à 10.000 dinars, 8.200 dinars et 6.000 dinars en sachant que le type CFI (travaux sur chantiers) n'est pas concerné par le CTA lors de la deuxième et de la troisième années. Les bénéficiaires recevront enfin, lors de la troisième et dernière année du CTA, respectivement 7.800 dinars et 6.100 dinars de la part de l'Etat. Durant ces trois années de contrat de travail aidé, les bénéficiaires se verront octroyer, également, une contribution financière de la part de l'employeur. A l'issue de cette troisième et dernière année du CTA, l'employeur, qu'il soit du secteur économique privé ou d'une institution (ou administration) publique, prendra en charge totalement le paiement du jeune qu'il avait recruté quatre années auparavant. Et M. Aïssa Laribi de conclure: «A ce jour, nous avons obtenu une centaine d'accords de principe de la part d'employeurs, du secteur économique surtout, et 34 dossiers de jeunes ont été déposés au niveau de notre service concerné».

Ainsi, des explications détaillées que M. Aïssa Laribi a bien voulu nous donner, il ressort que ce dispositif d'aide à l'insertion professionnelle des primo-demandeurs d'emploi, mis en place le 1er juin 2008 par le gouvernement à travers le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, connaît un développement satisfaisant dans la wilaya de Médéa. Ce qui ne peut donc que réconforter cette importante frange de la population en âge de travailler.

## M'SILA

## Ksar Boussâada défie les climatiseurs

Chaque été, la vieille ville de Boussâada, ou «Ksar Boussâada», ouvre ses bras à des familles de la région qui préfèrent, par-dessus tout, la fraîcheur naturelle des constructions traditionnelles au confort moderne des habitations bétonnées de la nouvelle ville. La température intérieure de ces demeures anciennes dépasse rarement les... 15 °C. Seuls toutefois quelques propriétaires des maisons du Ksar peuvent tirer avantage de cette caractéristique thermique, la plupart des habitations étant tombées en ruine notamment durant la dernière décennie. Selon les vieux Boussâadis, le secret de cette grande capacité d'isolation thermique réside dans l'architecture même des maisons: toits hauts, murs épais avec jusqu'à un mètre de largeur, et matériau spécifique (la brique d'argile).

Ces caractéristiques architecturales assurent à ces habitations une haute isolation thermique contre la canicule légendaire de l'été boussâadi mais également contre le froid glacial de l'hiver, confirment des architectes de la direction de la Construction et de l'Urbanisme de la wilaya de M'sila.

L'existence de petites fenêtres de forme carrée de 50 cm de côté à peine, fermées en été et ouvertes le reste de l'année pour les besoins de l'aération, contribue à optimiser cette

capacité d'isolation thermique, notent encore ces architectes.

Autre technique architecturale pour absorber l'air chaud: le plancher du toit est réalisé avec du bois de genévrier, de palmier et d'autres arbres ayant les mêmes effets, et est recouvert d'une couche de terre étalée sur toute sa surface. Le plan d'organisation compact du Ksar avec ses ruelles très étroites souvent recouvertes et bien ombragées contribue aussi à maintenir une température ambiante assez douce à l'intérieur.

Situé dans la partie nord de la ville, Ksar Boussâada est un village dont la morphologie obéit d'ailleurs à l'architecture typique des ksour du Sud algérien, avec le souci permanent de prémunir la cité et ses habitants des effets d'un climat particulièrement rude, été comme hiver. Ses ruelles, organisées autour de la vaste place du marché sont d'une forte inclinaison. Le minaret de la mosquée Sidi

Brahim, construite il y a deux siècles, domine et «protège», pour ainsi dire, l'agglomération de tous les risques, climatiques et autres.

Le marché du vieux Boussâada attirait jadis les habitants des régions environnantes mais aussi les nomades et servait de relais au commerce caravanier. Un atelier a été ouvert depuis deux décennies sur le site du Ksar pour restaurer ce noyau originel de Boussâada. Si l'état de délabrement avancé, qui fait, hélas, la marque de la plupart des habitations, est invoqué par certains pour raser ce village ancien et construire à sa place une nouvelle cité, d'autres encore s'attachent à conserver ce patrimoine architectural séculaire par la mobilisation des ressources suffisantes pour sa réhabilitation, de concert avec ses habitants. D'autant plus que sa conception défie les rayons brûlants du soleil aoûtien et le froid polaire de l'hiver saharien.

## Extension de l'école de police

Le projet d'extension de l'école de police de M'sila sera réceptionné «d'ici la fin de l'année en cours», ont affirmé mardi les responsables de cette structure en marge de la cérémonie de sortie de la 8e promotion d'agents de l'ordre public.

L'opération d'extension, d'un

coût estimé à 60 millions DA, porte notamment sur la réalisation de plusieurs salles de cours et d'amphithéâtres pour renforcer les capacités de l'école de cette institution de formation de la sûreté nationale estimées actuellement à 280 places pédagogiques, a-t-on indiqué de même source.

## TIZI OUZOU

## Menace des chiens errants

2.979 personnes ont été mordues, durant le premier semestre 2009, par des canidés errants (chiens) et chats, à travers les différentes localités de la wilaya de Tizi Ouzou, contre 2.472 cas enregistrés à la même période de l'année 2008, selon la sous-direction de la Prévention de wilaya.

«L'ensemble de ces cas de morsure et/ou de griffure ont reçu le vaccin antirabique en temps opportun», a assuré le responsable des maladies à déclaration obligatoire et des zoonoses, déplorant, toutefois, le décès d'un homme «qui s'est présenté tardivement aux services de santé». Il ressort du bilan présenté par M. Oulamara Idir une évolution «effrayante» du nombre de morsures déclarées dans la wilaya durant ces dernières années. De 1.189 individus mordus en 1989, le nombre est passé à 5.035 en 2008, avec un «pic» de 5.997 cas enregistrés en 2007. Soulignant l'ampleur de ce phénomène, grevant lourdement le budget de la santé publique, avec un coût estimatif de 5.000 DA pour la prise en charge de chaque patient, ce responsable a déploré «la prolifération de meutes de chiens au niveau des décharges publiques où ils trouvent leur pitance». Il a rappelé que «l'alerte déclenchée par les EPSP, qui ont saisi les APC pour mener des campagnes d'abattage, est restée sans écho».

Le bilan des zoonoses pour

le 1er semestre 2009 fait également état de l'enregistrement de 9 atteintes de leishmaniose, dont 5 cas de type viscéral et 4 cutanés, dans les localités de Draa El-Mizane, Boghni et Tizi Gheniff. Au chapitre des intoxications alimentaires, le bilan de la même source s'établit, à août courant, à 170 cas, dont l'origine de la cause est imputée essentiellement à une «mauvaise conservation des aliments, ainsi que le non-traitement des points d'eau (puits et sources), vecteurs responsables de cas de gastro-entériques», a estimé le Dr Ben Lalla Dalila, responsable de la prévention. Au titre des maladies à transmission hydrique, Mme Ben Lalla a signalé la manifestation de 5 cas «sporadiques» d'hépatite virale A, et 2 cas de fièvre typhoïdique. En revanche «aucun cas de choléra n'a été déclaré au niveau de la wilaya depuis 1984", a-t-elle relevé pour souligner les efforts de la lutte contre les MTH.

Par ailleurs, cette responsable a fait état de l'enregistrement, en 2009, de 21 cas d'atteinte grippale par le virus H1N1, dont 19 ont été «négatifs» par des analyses du laboratoire de l'Institut Pasteur d'Alger. Les deux cas restants sont, depuis hier dimanche, «placés en observation au niveau du centre de référence du CHU de Tizi Ouzou, dans l'attente des résultats d'analyse par le laboratoire de l'IPA», a-t-elle ajouté.

## GHARDAÏA

## Des projets d'eau pour Gueltet Sidi Saad

Plusieurs opérations concernant le secteur de l'hydraulique ont été retenues au titre des différents programmes 2009 de développement dans la daïra de Gueltet Sidi Saad, au nord de la wilaya de Laghouat, a-t-on appris auprès des services concernés.

Ces opérations, pour lesquelles a été consacré un montant d'investissement de 40 millions de dinars, consistent en l'adduction d'eau potable, la protection contre les crues pluviales, la réalisation de réservoirs d'eau, ainsi que la réalisation et l'entretien des voiries et autres réseaux des eaux usées. Les mêmes services préconisent à ce titre la réalisation d'un château d'eau d'une capacité de stockage de 250 m3 au profit de la localité de Hasiyen Dib, l'entretien de trois autres et l'équipement d'un forage pastoral. La réalisation des cours d'eau, l'achèvement des travaux de la digue de Oued Sahou et la ré-

novation des différentes canalisations ont également été retenues au programme de développement. Le même programme prévoit, pour la commune d'El Beïda, la réalisation de quatre bassins d'AEP, la réhabilitation et l'extension des réseaux d'AEP et d'assainissement à travers les quartiers et agglomérations urbaines. La commune de Aïn Sidi Ali s'est, de son côté, dotée au titre de ce programme de développement, d'un réservoir d'eau d'une capacité de 500 m3, d'un réseau d'évacuation des eaux pluviales, en plus du parachèvement d'une opération similaire au niveau des autres cités de la commune.

Les trois communes de la daïra de Gueltet Sidi Saad fondent de larges espoirs sur ces projets qui devraient donner un nouveau souffle au développement local et, par conséquent, contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population locale.

## Horaires des prières pour Alger et ses environs

22 chaabane 1430				
El Fedjr 04h27	Dohr 12h53	Assar 16h38	Maghreb 19h44	Icha 21h11





## AÏN EL-BERDA

# L'APC retrouve la sérénité

Hocine Kedadria

Des sources judiciaires, nous avons appris que les services de sécurité avaient diligenté une enquête autour du réseau auteur de plusieurs lettres anonymes émises à partir de la commune de Aïn El-Berda, faisant état de multiples lettres de dénonciations anonymes portant des accusations en direction des élus locaux. Ces lettres qui ont été adressées aux responsables civiles et militaires de la wilaya, étaient porteuses d'accusations graves envers le président de l'APC et les membres de la commune de Aïn El-Berda, ce qui a poussé le commandement de la gendarmerie nationale de Annaba de confier l'affaire à la section de recherche qui avait dépêché sur les lieux une équipe d'enquêteurs qui a passé au peigne fin toute la gestion de la commune durant les deux derniers mandats de l'actuel P/APC. L'équipe de recherche qui avait

séjourné 3 mois en ces lieux avait rendu son rapport au terme de la fin de sa mission. Ce qui n'a pas manqué de susciter la réaction du réseau qui s'était distingué par d'autres accusations mettant en cause les enquêteurs les qualifiant de complices, suite à quoi une autre équipe d'enquêteurs avait été chargée de procéder à une nouvelle enquête. Saisi du dossier, le procureur de la République près le tribunal d'El-Hadjar, par décision portant numéro 1694/09, dont copie nous est parvenue, a décidé du classement de cette affaire du fait de l'absence d'un quelconque fait qui justifie, selon le représentant du ministère public, une quelconque accusation.

La notification qui a été faite au président de l'APC de Aïn El-Berda par la sûreté de daïra a quelque peu libéré de son étreinte les membres de l'APC qui nous ont déclaré qu'il était temps que les activités de la commune redémarrent. «Nous étions très préoccupés par cette affaire qui

avait, à un moment donné, été pour nous un facteur bloquant toute initiative au sein de l'exécutif. Toujours est-il que l'enquête de la gendarmerie nationale se présente désormais pour nous comme un quitus revigorant pour l'ensemble du bureau. Notre gestion est transparente», nous a déclaré le président de l'APC, Aïssa Yezza, réconforté dans ses propos par le vice-président M. Kara présent à ses côtés.

«Aïn El-Berda, cette ville rurale, a été pour sa part destinataire de quelque 400 lettres anonymes émises par le même groupe en direction des autorités locales et nationales afin de déstabiliser cette institution de l'Etat au profit d'intérêts politiques. Nous avons des soupçons sur certaines personnes et au moment venu des masques tomberaient. Pour ce qui nous concerne, nous avons passé l'épreuve avec succès et la justice nous a blanchis», nous a dit notre interlocuteur qui laisse le reste de l'affaire aux services concernés.

## KHENCHELA

# 49 milliards de créances impayées d'électricité et de gaz



A. Salmia

L'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz, direction de Khenchela, cumule des créances impayées estimées à 49 milliards de centimes dont 30% incombent aux APC, au nombre de 21. Sur l'agenda de l'EDEG, ces dettes cumulées concernent les abonnés ordinaires, soit 9 milliards de centimes, les APC avec un montant de 12 milliards, les administrations 4 milliards et les particuliers 4 milliards. Un programme de rapprochement et de relance pour règlement avant les coupures a été lancé par les agences de l'EDEG auprès des débiteurs dans le but évident d'éviter tout malaise. Cette situation peu reluisante doit être assai-

nie avant la clôture de l'exercice 2009. Des échéanciers, des délais de paiement sont pris en considération par l'entreprise pour faciliter la tâche aux uns et aux autres. Le directeur de l'industrie et des mines, chargé par la wilaya, a été désigné pour chapeauter l'opération d'assainissement et de paiement des collectivités locales, dans les délais fixés et sur le budget primitif de la wilaya, avant la fin de l'exercice, soit le 31.12.2009. L'unique problème qui demeure sans solution, avant l'intervention de la tutelle, soit le ministère des eaux, concerne l'ADE (ex-Epdimmia) qui traverse une situation financière délicate et notamment le refus de ses abonnés de se mettre à jour vis-à-vis de l'entreprise de distribution de l'eau.

## MEDJEZ SFA

# La pénurie d'eau s'installe

T. Zgaoula

Le mécontentement est monté d'un cran chez les habitants de la commune de Medjez Sfa, daïra de Bouchegouf, qui sont privés d'eau depuis plusieurs mois et en cette période de chaleur. Selon ces habitants, «cette situation ne peut plus durer. On vit pratiquement sans eau depuis la fermeture de la station de pompage de oued Bouchereb par les services sanitaires qui ont détecté qu'elle est impropre à la consommation. Depuis cette période qui

remonte déjà à deux ans, les responsables concernés nous ont promis que le problème de l'eau à Medjez Sfa, ce village à vocation agricole, sera réglé définitivement en 2009. Or, rien ne semble avoir été fait. Nous continuons à vivre le calvaire en son approvisionnement au moyen de bidons et jerricans, de la fontaine romaine ou par des citernes mises à la disposition par la mairie du village qui fait d'ailleurs beaucoup d'efforts pour contenter la population».

Il arrive qu'il y a de temps à autre un lâcher d'eau du barra-

ge de Souk Ahras, une ou deux fois par quinzaine de jours pendant une heure de temps. Plusieurs commissions se sont déplacées au village pour s'enquérir des problèmes de l'eau et de l'électricité auxquels sont confrontés quotidiennement les habitants, mais la situation ne s'est pas améliorée. «C'est pourquoi nous voulons encore une fois attirer l'attention du directeur de l'hydraulique et du wali de Guelma pour régler surtout le problème de l'eau», nous ont encore dit sur place les habitants de ce village.

## ILLIZI

# Des repas chauds pour les démunis

Plus de 30 millions de dinars sont affectés dans la wilaya de Illizi à l'opération de solidarité «couffin du Ramadhan», a indiqué mardi le directeur de l'action sociale précisant que 28,7 millions de dinars ont été dégagés sur budget de wilaya 2009, 1,65 million de dinars

par le ministère de la Solidarité nationale et 1.500 couffins offerts par la société Sonatrach en faveur des nécessiteux et démunis des localités éparses. Plus de 8.000 couffins contenant les produits de première nécessité ont été distribués cette semaine par le biais des

communes et du Croissant-Rouge algérien et la DAS, à quelques jours de ce mois de piété, a-t-il souligné. Deux restaurants «Rahma» seront ouverts dès le premier jour de Ramadhan pour servir quotidiennement 240 repas du f'tour au chef-lieu de wilaya.

## TÉBESSA

# 60 millions de dinars pour les sites archéologiques

Une enveloppe de 60 millions de dinars a été allouée en 2009 au secteur du tourisme pour restaurer de nombreux sites archéologiques dans la wilaya de Tébéssa, indique-t-on mardi à la direction du tourisme. Les responsables concernés soulignent que l'opération retenue portera notamment sur la restauration de la muraille byzantine dans l'antique cité de Théveste, la basilique et l'huilerie romaine de Berizgane, en plus de la réalisation de clôtures de protection des autres sites de Tébéssa Al-Khalia et des deux villages millénaires de Youkous et Negrine. Il est inscrit également la réalisation d'une banque de données et d'une carte monographique sur le patrimoine local archéologique. On apprend par ailleurs

de même source qu'une étude relative à la réalisation de trois nouvelles zones d'expansion touristique (ZET) dans la wilaya vient d'être lancée pour donner un nouvel élan à la promotion du tourisme culturel et naturel. La première ZET est prévue à Guestel ou Castillum selon l'appellation romaine, une ancienne ville romaine, réputée par ses dolmens en pierres sculptées, ses cascades d'eau et ses vergers, tandis que les deux autres ZET concerneront les cols de Bekkaria et Taga qui disposent de paysages verdoyants, propices au développement du tourisme de proximité, estime-t-on. La création de ces zones d'expansion touristique est destinée à permettre aux visiteurs d'accéder à ces sites intéressants à

plus d'un titre, du point de vue paysager et culturel.

Les trois premières zones d'expansion touristique de la wilaya ont été créées en 2008 dans les localités de Negrine, Youkous et Bekkaria. Les deux premières ZET ont inclus les antiques villages de Negrine et de Youkous, réputés par leur paysage féérique et leurs anciennes ruines romaines, tandis que la dernière a été délimitée dans la forêt de Bekkaria, connue pour sa fraîcheur remarquable. Théveste, l'actuelle Tébéssa qui compte parmi les plus anciennes villes d'Afrique du Nord, semble avoir existé dès le 3ème siècle avant JC, une époque lointaine dont il reste de beaux monuments, encore en bon état, témoignant de son passé, souligne-t-on.

## BORDJ BOU ARRERIDJ

# Les pluies gâchent la fête

Sheryfa Luna, chanteuse française d'origine algérienne et vedette de l'émission de télé-réalité Popstars 2007, a été honorée mardi à Bordj Bou Arreridj au cours de la cérémonie de clôture de la 4ème édition du festival national de la musique actuelle. Luna qui a été honorée à la villa d'hôtes de la wilaya, n'a pas pu toutefois animer la soirée de clôture de ce festival au stade Chahid Bouzidi à cause des fortes pluies enregistrées durant toute la soirée de lundi sur la région des Bibans. Cette sixième et ultime soirée de ce festival devait être co-animée par le groupe «Dado Phénomène» de Skikda et le ballet «SOS Génération». Jusqu'à une heure tardive de la soirée, les organisateurs comme le public s'étaient «accrochés» à tenir cet ultime spectacle mais les précipitations qui n'avaient pas cessé des heures durant ont fini par imposer l'annulation du spectacle.

Les organisateurs ont dû se résigner à une cérémonie de clôture réduite au cours de laquelle plusieurs allocutions ont été prononcées et des distinctions remises aux hôtes de marque du festival. En recevant un médaillon sur lequel a été gravée la forteresse d'El-Moqrani, grande figure de la résistance populaire

contre l'occupation française dans la région de Bordj Bou Arreridj, Sheryfa Luna a exprimé sa «vive émotion et son amour pour le pays de (ses) parents», promettant à ses fans de revenir de nouveau pour animer «très prochainement» un concert à Bordj Bou Arreridj. D'autres hommages ont été également rendus au cours de la cérémonie de clôture aux artistes et partenaires ayant participé au succès de la 4ème édition du festival national de la musique actuelle dont l'Office national pour la culture et l'information, l'Entreprise de la Télévision, la Radio algérienne et la wilaya hôte qui, est-il noté, a mobilisé tous les moyens requis par le commissariat du festival.

Quelque 120 chanteurs, musiciens et techniciens ainsi que plusieurs groupes amateurs et professionnels dont Cheb Anwar, Lotfi Double Canon, Nasreddine Horra, Mohamed Lamine, Mohamed Allawa et Raina Rai ont pris part au festival. L'édition 2009 du festival national de musique actuelle «officialisé» a été qualifiée par tous ceux qui l'ont suivie de «réussite» sur les plans de l'affluence record du public, l'organisation et le respect du programme artistique qui n'aura été marqué par aucune défection.

## TÉBESSA

# Du nouveau à l'université

Des nouvelles filières concernant l'électricité industrielle, la mécanique, la biologie appliquée et la législation douanière seront enseignées pour la première fois, dès la prochaine année universitaire (2009/2010), dans la wilaya de Tébéssa, apprend-on lundi du rectorat. La même source ajoute que 13 spécialités classiques seront transférées au système LMD (licence-master-doctorat), s'ajoutant aux 30 anciennes filières, prises en charge par le

système LMD, introduit en 2005 dans cet établissement. Par ailleurs, les mêmes responsables soulignent qu'un nouveau pavillon de 2.000 places pédagogiques a été inscrit en 2009 pour la faculté des sciences économiques de cette université, destiné à renforcer les capacités d'accueil des effectifs en progression. Le projet a été pris en charge par le programme sectoriel de développement (PSD) pour une durée d'exécution de 24 mois, a-t-on rappelé.



Le calvaire du transport continue

Sacré taxi !

*Quoi qu'on dise, le problème des taxis à Constantine demeure entier par ces journées de forte canicule, où les citoyens s'y prennent tôt le matin pour faire leurs commissions dans les différents marchés ou se rendre tout simplement au travail.*

A. Mallem

Les usagers, désespérés, parlent d'anarchie et pointent du doigt les taxieurs urbains, bien entendu, mais aussi les responsables du secteur. «La prétendue organisation, annoncée au début du mois de juin avec beaucoup de tapage, n'est que de la poudre aux yeux !», nous ont crié, à bout de nerfs, plusieurs usagers rencontrés dans une station. Et il n'ont pas du tout tort : quelle que soit la station, on trouve toujours une foule de gens qui attendent désespérément l'arrivée d'un taxi. Devant l'hôtel Cirta pour les dessertes de Sidi Mabrouk, Zouaghi et la nouvelle ville, à la place Chadi Abdallah pour les destinations de Boussouf, Filali et 20 Août, ainsi que dans d'autres stations que nous avons visitées, les véhicules sont pris d'assaut dès qu'ils pointent le bout du nez, créant des scènes tragi-comiques et conduisant parfois à des prises de becs entre usagers. Et dans cette situation, ce sont souvent les personnes âgées et les femmes qui restent sur le carreau.

A la rue Debbah Louiza, les taxis même vides refusent de s'arrêter, ou bien ils vous imposent l'itinéraire de leur choix ! On passe sur tous ces déboires et sur le fonctionnement des stations H/24 annoncé et que personne ne semble avoir vu, pour reconnaître que les dispositions prises dernièrement pour créer de nouvelles stations et faciliter le travail aux taxieurs n'ont pas pour autant réglé le problème. En plus des anomalies signalées plus haut, nous constatons chaque jour que les usagers continuent à courir à droite et à gauche à la recherche d'un taxi, que les taxieurs continuent à n'en faire qu'à leur tête en imposant les itinéraires qui leur conviennent et en fixant parfois des tarifs exor-

bitants, etc. Et tout cela ouvre fatalement la brèche aux clandestins dont le nombre augmente chaque jour.

Interrogés, plusieurs taxieurs ont donné la même réponse, à savoir que la situation découle des nombreuses interdictions qui leur sont faites, notamment celle de ne pas s'arrêter au centre-ville pour charger ou décharger sous peine de verbalisation par les agents de l'ordre, qui sont omniprésents à tous les endroits, ou bien ils prétextent les embouteillages monstres qui se produisent chaque jour sur certains itinéraires conduisant au centre-ville. «Franchement, je ne veux pas passer la moitié de la journée bloqué dans un embouteillage juste pour rendre service à des usagers», nous a avoué un taxieur.

A ce propos, M. Ghezghouz de l'UGCAA, secrétaire de wilaya chargé des taxieurs, nous répond d'abord que la majorité des stations ouvertes dernièrement fonctionnent et que la commission prévoit de les renforcer par l'ouverture d'autres à chaque fois que les conditions le permettront. Il a reconnu que le problème est ardu compte tenu de la densité de la circulation au centre-ville et de la topographie des lieux, mais que, selon lui, il faut donner du temps à la nouvelle organisation pour «roder» les usagers et les taxieurs et pour s'habituer. En ajoutant aussi que le citoyen doit s'impliquer dans cette organisation, y mettre du sien en faisant preuve de civisme.

Le mot de la fin a été délivré par un vieux citoyen de la ville qui a affirmé que « les comportements doivent changer. Sans cela, toute organisation est vouée, tôt ou tard, à l'échec.

Toujours est-il que l'injection de quelques taxis d'une société locale n'est pas près de régler le problème, car il en faut d'autres encore...

Cité EPLF des 168 logements

Le gaz arrive

Rahmani Aziz

Livrée à ses bénéficiaires en janvier 2009, la cité EPLF des 168 logements, en plein coeur de la nouvelle ville Ali-Mendjeli, est toujours privée de gaz naturel. Habitée en majeure partie par de jeunes couples, cette cité de 168 locataires avait tout pour plaire, nous disent certains de ses habitants, sauf l'essentiel ! Et d'affirmer que cela est inadmissible pour une cité urbaine qui se trouve à quelque 20 kilomètres environ du chef-lieu de wilaya.

Pour cette jeune mère de deux enfants (dix mois et quatre ans), c'est le calvaire du biberon qui se pose avec acuité et surtout la nuit, «tant et si bien qu'il nous a fallu, dit-elle, acquérir des appareils électriques pour avoir de l'eau chaude pour les enfants. Pendant la journée, nous nous rabattons sur les cafés alentour qui nous fournissent l'eau chaude des biberons ou des bouillies. Mais pour la nuit, avec la fermeture des cafés et des restaurants, les données changent et il faut nous débrouiller autrement».

Toutes ces contraintes ont fait réagir les locataires de cette nouvelle cité qui se sont plaints à leur promoteur, l'agence EPLF, dont la direction se trouve à Oum El-Bouaghi. Selon nos interlocuteurs, ce dernier les aurait orientés vers la direction du logement (DLEP) et même vers celle des mines.

«Nous nous sommes tournés vers ces organismes qui nous ont baladés entre eux», racontent nos interlocuteurs. «Enfin, ne trouvant pas d'interlocuteur efficace, nous avons adressé une lettre recommandée au wali de Constantine, lui expliquant les tenants et aboutissants de notre démarche». Et à l'évidence, il y a eu intervention du chef de l'exécutif puisque, selon nos informations, les nouveaux locataires de cette cité des 168 logements viennent d'apprendre qu'un chèque signé par l'EPLF vient d'être remis aux services concernés de la Sonelgaz pour le raccordement de la cité. Nos interlocuteurs respirent, disent-ils, mais il va falloir attendre encore quelques semaines pour être définitivement fixés et éventuellement être alimentés en gaz.

Ruée sur les marchés

Hier matin, une foule dense se pressait dans les marchés du centre-ville ou dans des commerces, littéralement débordés par cette affluence inhabituelle. Aux marchés Boumezzou et Bettou, on s'arrachait des légumes et des plantes aromatiques «en prévision du rush des premiers jours du Ramadhan, où il y aura bousculade», disent plusieurs personnes rencontrées sur les lieux.

Malgré des prix prohibitifs, on achète un peu de tout, y compris un ou deux poulets à près de 700 dinars l'unité, «par crainte que ce sera plus cher dans les jours à venir». D'autres personnes font provision déjà de fruits secs comme les pruneaux et le raisin sec, des amandes, etc. pour les plats servis après la traditionnelle chorba. C'est donc une frénésie de la consommation qui s'annonce «comme tous les ans à l'approche du mois de jeûne», affirment des commerçants débordés et heureux de faire des affaires.

En attendant les abribus

C'est dans l'indifférence générale que les usagers des transports urbains subissent la dure épreuve de l'attente des bus sous un soleil de plomb, car malgré les promesses des élus, il n'y a pas le moindre abribus dans plusieurs stations, telles celles de la nouvelle ville Ali Mendjeli, 1.600 logements à El-Khroub, Bab El-Kantara, Djebel Ouahch, Sissaoui et ailleurs.

«L'attente est pénible, dit-on. Car après avoir attendu plusieurs minutes au soleil, il faut également souffrir à l'intérieur du véhicule, dont les chauffeurs refusent de démarquer dans des délais raisonnables. Ainsi, aussi bien pendant les rigueurs de l'hiver que durant les périodes de chaleur, le pauvre citoyen devra souffrir en silence, dans l'attente de l'installation d'un abribus qui ne demande pourtant pas de gros moyens».

Deux baraques démolies à El-Guemas

Les éléments de la brigade de démolition de la mairie de Constantine, accompagnés par des éléments de la police urbaine, ont procédé dans la matinée d'hier mercredi à la démolition de plusieurs baraques et commerces illégaux. Ainsi, selon les indications de la cellule de communication de l'APC, deux baraques - un début de bidonville pour ainsi dire - ont été rasées par des bulldozers dans la périphérie de l'immense quartier d'El-Guemas. Plus loin, au lieu dit «4e kilomètre», à la sortie sud de la ville, plusieurs étals sauvages de commerces de fruits et légumes ont été démolis et leurs marchandises saisies.

A. C.

El-Khroub

Un écran électronique pour informer les administrés

A. El Abci

La mairie d'El-Khroub procédera, à partir de la semaine prochaine, à l'installation d'un écran électronique qui diffusera une bande annonce d'informations, d'un coût de 200 millions de centimes, au niveau du centre culturel Mohamed Yazid.

Son but, selon la mairie, est de retransmettre toute information utile concernant la relation de la municipalité avec ses administrés, notamment les délibérations en plénière, les mesures de température ou autres nouvelles propres à la cité. C'est ce que nous a indiqué le président par intérim de l'APC d'El-Khroub, Nacer H'maizia, qui explique l'installation d'un tel équipement par la nécessité qu'éprouve l'Hôtel de ville de la deuxième commune de la wilaya de Constantine, de communiquer avec ses citoyens. Et de préciser que «c'est en droite ligne de ces préoccupations que l'emplacement du dit équipement a été choisi au centre culturel en question, situé à la cité des 1.600 logements, quartier des plus peuplés et sur une place très fréquentée par les citoyens».

Toujours selon notre interlocuteur, «l'installation des équipements a été confié à une société de Bordj Bou Arreridj spécialisée dans le montage de ce genre de matériel

électronique. Les délais de réalisation ont été fixés de 15 à 20 jours au maximum. Il est donc prévu qu'il sera fonctionnel vers la première quinzaine du mois de Ramadhan prochain et qu'il fonctionnera 24 heures sur 24».

Ainsi et à partir de cette date, les habitants du chef-lieu de la daïra d'El-Khroub seront informés en continu et tenus au courant de tout ce qui a trait à leur municipalité, autant en ce qui concerne les projets d'intérêt général en cours, les réalisations déjà accomplies, les mesures prises par les autorités de l'Hôtel de ville, les délibérations des élus, etc.

Et notre source de commenter : «Par ce moyen de communication, tout se fera en direct. L'administré recevra ainsi les informations qui le concernent ou concernent ses élus en temps réel et dans une transparence totale».

De même que la communication n'intéressera pas uniquement les activités de l'APC, mais touchera également les données de la météorologie, avec la température ambiante, le degré de pollution de l'air, etc.

Par ailleurs, nous apprenons que la mairie d'El-Khroub supprimera la bande d'annonce électronique d'informations écrites, qui est appelée à être remplacée plus tard par un vrai écran géant avec images, sons et textes.

El-Khroub

Six décharges ciblées

«Nous ne pouvons plus supporter les bruits assourdissants et les montagnes de poussière soulevées à longueur d'année par cette armada de camions de gros tonnage qui arrivent de nuit pour décharger sous nos balcons et nos fenêtres toutes sortes d'objets hétéroclites, allant du ciment périmé aux gravats de tout genre, en passant par des vieux sommiers, du verre brisé, des pneus usagés et souvent aussi des animaux en pleine décomposition.

Mais ce qui nous inquiète le plus, nous disent ces pères de famille, c'est de voir nos enfants se blesser avec tous ces objets contondants et rouillés que certains énergumènes viennent déverser à quelques mètres de nos maisons».

Voilà en filigrane la supplique lancée par des milliers de riverains qui ont «la malchance», disent-ils, de loger aux Quatre Chemins, Salah Derradji, Chelia, le 20 Août, les 1.600, notamment.

Les décharges sauvages pro-

lifèrent à travers toutes la commune d'El-Khroub et ce phénomène devient de plus en plus inquiétant.

C'est précisément à cette question que vient de répondre l'APC d'El-Khroub, qui a entamé mercredi matin une opération d'éradication de ces immenses dépotoirs sales et hideux qui débordent souvent sur la chaussée. Selon M. Hemaizia Nasser, le président de l'APC par intérim, cette opération va toucher six endroits précis, à savoir les Quatre Chemins, Salah Derradji, Chelia, le 20 Août, les 1600 et un quartier précis de la nouvelle ville Massinissa.

Ce sont en tout quatre entreprises de nettoyage qui, après soumission, ont été retenues et ont commencé hier matin leurs premières rotations de déblayage. Le coût global de l'opération est estimé à 120 millions de centimes, précise notre interlocuteur, pour une mission qui ne devrait pas excéder les 15 jours.

R. A.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

22 chaabane 1430				
El Fedjr 04h15	Dohr 12h39	Assar 16h23	Maghreb 19h29	Icha 20h56





## APPELEMENTS

■Vds un bel F3, refait à neuf au 1er étage, aux HLM Gambetta, toute commodité, prix après visite - Tél: 0771.50.06.04

■Part. vend F4 (84 m²) RDC, acté, faïence, D.Sol, sur gd bd Seddikia, Hab ou usage prof. P.O: 870 U, P.D: 900 U (négociable) - Tél: 0771.18.79.78

■Loue plusieurs appartements F3/F4 Akid Lotfi et Haï Yasmine AG. Immo «El Manzelh» - Tél: 041.43.00.00/ 0555.40.17.09

■Urgent: Vends aux HLM dans un immeuble nouvelle construction bel appartement F4 sup: 120 m², acté libre de suite toutes commodités (gaz, élect, tel,fixe, interphone...) -> AG «El Manzelh» - Tél: 041.43.00.00 / 0555.40.17.09

■Vends bel F4 acté avec loggia, 02 façades, très ensoleillé, 10ème étage, ascenseur, ront-point wilaya Oran - Tél: 0773.99.74.43 prix après visite.

■Vend appt. F3 cité HLM Gambetta Oran - Tél: 0661.42.26.57

■A vendre appt. F4, 2ème étage 80 m² Cité Fonctionnaire + F2, 50 m², 9e étage avec 2 ascenseurs + F4 Loubet centre-ville d'Oran + F4 Khémisti, 2ème étage - 07.72.99.32.23

■Loue appt. à Mosta Cité les 400 Logts 2e étage vue sur mer, équipé et meublé, eau H24, clim, parabole, parking, gardien 3600 D/Mois - Tél: 05.57.40.57.19

■Commerçant ambulant cherche pour mois de Ramadan un F2 ou studio équipé environs Oran - Tél: 0770.64.45.64

■Loue à Cap Falcon, durant saison estivale, chambres + appartements meublés, toutes commodités, aux H24 + garage - Tél: 0771.63.78.19

■Loue pour usage de bureau, Appart 1er étg., 2 entrées, 7 P.C. SB + débarras + terrasse, bien ensoleillé, 30 m de balcon, donnant sur 3 rues dont Larbi Ben M'hidi, position stratégique sur plan publicitaire - Tél: 0770.36.36.05 / 0661.27.90.88

■Vends F3 haut standing de 90 m², 3ème étage nouvelle contruction dans une résidence, à côté de la Glacière - Tél: 0550.93.97.17 visite après 18h.

■Loue F4 (2ème étage) standing: cuis/douche/sdb, wc, p/société nat/société étrang/prof. libérale, F5 (3ème étage, stand, cuis,douche/wc, (03) F2 (4ème étage) studio (douche, cuisine) wc centre-ville Oran (Bd Emir AEK) - Tél: 0775.55.95.64

■Vends F4 Miramar (Oran) 2ème étage ttes commodités - Tél: 0550.57.58.17

■A vendre F3 Cité Khemisti Es-Seddikia, promoteur BHB 4ème étage, 90 m² ensoleillé eau H24, ascenseur, pas de vis-à-vis - Tél: 0550.54.00.11

■A vendre F3 Cité Akid Lotfi, promoteur BHB, 2ème étg, 89 m², ensoleillé, eau H24 pas de vis-à-vis - Tél: 0662.05.62.95

■A vendre un Appt F3, 72 m², 2 façades, 2ème étage, à Haï El-Yasmine, Oran - Tél: 0770.53.06.12

■Part. vend un très bel F3 91 m² refait à neuf ttes commodités 1er étage, rue Khemisti libre de suite, prix après visite à partir de 16h, cherche lot terrain 500 m² ou hangar zone Hassi Ameur, Sénia, El-Kerma - Tél: 0771.51.18.80

■Particulier loue à Oran centre-ville joli F2 toutes commodités cuisine aménagée et équipée salle de séjour meublée eau H/24 pour 22 mois à partir de septembre - Tél: 0556.06.85.61

■AV beau F3, acté, 75 m², 8ème étage, bien aéré et ensoleillé, libre de suite avec plusieurs commodités, eau H/24 avec réservoir 2.000 L et surpresseur, clim, parab, ligne tél, barreaudage, double porte, chauffe-eau, à Grand-Terre, Dar El-Beïda - Oran - Tél: 0771.57.12.55

■Vends appt F5 (acté), 2 cuisine, SDB, WC, à Gambetta, Oran en face la mairie - N° Tél: 07.73.69.83.99

■Témouchent Ain Larbaa, vends F3 72 m², refait à neuf, ttes commodités, acte en cour, contacter Tél: 0669.61.08.17

■A vendre/louer annuel bel F4 au centre-ville 86 m², 2 vues port et wilaya avec garage 9ème étage ascenseur équipé, rénové, bel emplacement, curieux s'abstenir - Tél: 0555.04.24.38 mail: escalcoran@yahoo.fr

■Vends appartement constitué d'un étage d'une villa R+1 pied dans l'eau à Stidia-plage (Mostaganem), 65 km d'Oran, 4 chambres, 1 sal, cuis, SDB, cour + terrasse vue sur mer, garage 2 V, coin tranquille pour habiter ou pour vacances - Tél: 07.92.26.21.57

■Loue F3 Cité Clémentine, deux ascenseurs, sécurité H24, 27, Rue de Mostaganem, avec garage 2 voitures, nouvelle cité - Tél: 06.61.29.07.92

■Vends à Ain Témouchent appart. F4, (93,05 m²) 4e étage endroit bien situé - Tél: 07.72.13.18.90

■Vends appt F4 acté, 77 m² à Sig, ensoleillé, refait à neuf 3ème étage Cité des Enseignants, CEM Mekhaïci Abdelkader - Tél: 0778.76.14.38 / 0771.89.95.00

## ANNONCES CLASSÉES

■Vends appt. F3 aménagé en F4 loue 4ème étage possibilité promesse de vente Cité 1.180 Logts B5, Maraval, près de la poste, ttes commodités - Tél: 0555.27.04.46 Oran.

■Loue appartement F2 situé au centre-ville conviendrait pour profession libérale ou à vendre - Tél: 0793.97.31.42

■Vends F4 1er étage 110 m², 2 sdb, dans belle immeuble Rue du 20 Août (ex-Vieille Mosquée) - Tél: 0661.80.93.36

■A louer Appt. F4 meublé Cité des Enseignants, Bloc 304/2, Haï Khemisti, Es-Sedikia - Tél: 0773.71.58.45

■Part. vend appart acté type F4 en plein centre-ville d'Oran 100 m de la Place Hoche, 2ème étage, 94,50 m² 4 gd pcs, 4 gd couloir, balcon de 10 m de fac., gd placard idéal gde famille, visite 8h00 à 12h00 / 16h00 à 19h00 P.D 600 U - Tél: 0558.71.20.80

■Particulier loue F3 à Gambetta Cité Jeanne d'Arc 7ème étage avec ascenseur, très ensoleillé avec balcon belle vue - Tél: 0666.38.94.93

■Loue, de préférence à société étrangère, appart F3 standing meublé avec garage à Cité Point du Jour, curieux et intermédiaire s'abstenir - Tél: 0770.27.55.45

■Loue un appt. F3, cuisine, salle de bain, balcon, 3 façades, au 8ème étage hippodrome Saint-Eugène, bien situé calme et propre, bon voisinage - Tél: 0773.25.34.46 / 0771.95.63.66

■A louer Appt. F3 Maraval 2ème étage Oran - Tél: 0772.94.82.83

■Vend F2 standing, rdc les Palmiers en face Terminus 14, intermédiaire s'abstenir, appelez au 0771.16.85.31

## VILLAS

■Haï Djamel (ancien) vds très belle villa 386 m² R+1 avec 4 pièces cuisine, SDB, rez-de-chaussée en construction, 2 façades nord et sud, 2 portails de locaux, 2 garages, ensoleillement et belle vue imprenable + environnement excellent, visite sur RDV - Tél: 0559.02.79.59

■Location de villa composée d'un dépôt de 300 m² et un garage, 1er étage bel appartement convient pour une société, bien située, Es-Sénia - Tél: 0770.81.26.39

■Oran part. vend villa R+1 sup. 1.200 m², bâti 300 m² cité résidentielle Pt du Jour côté Morchid, loue 2 appt. situés dans 1 villa entrée indépendante poss. courte durée pour société + vend appt. F3-local RDC à St Hubert Oran - Tél: 0553.07.99.29

■Vends villa 240 m² sur 205 m² bâti, R+1 actée, 2 façades, R/c 2 p, 1 salon, 1 cuisine, 1 sdb, jardin, 3 locaux 100 m² p /v, 4 m h, 580 v, 1er ét 6 p, 1 véranda, Haï Emir AEK côté Seddikia Pt Jour/Terminus B - Tél: 0798.24.82.62

■Misserghin Haï Louz vends maison individuel le 4 pièces, cuisine, SDB, toil, terrasse accessible, garage 2 voitures, en voie de finition, prix 690 unités - Tél: 0779.45.16.81

■AG. Houhou Maraval 041.58.86.24 ou 0555.44.41.72 vends villas ENSEP, CNEP, P.O 38 St Hubert, PD 45 Maraval LGB P.A.D Gam-betta 30 pépinière N.C avec locaux 29 B. Amor 500 m² 26 Misserghin 17 Cité Petit avec bal 180 m² 1250 villa 255 m², R+2 choupôt

■Mostaganem: Vends maison 135 m², 8 chambres, 2 SDB + 2 garages + cour 9/5m nouvelle construction acte et façade 10m50 à Beymouth - Tél: 05.59.01.26.32

■Vends belle villa Bousseville A. Turk, 582 m², R+1, 2 façades, 3 entrées, 1er: 3 P.C. SB + grande véranda avec vue sur mer. RC: 2 P.C SB + grand hall, garage 2/4 voitures. Eau, 5 réservoirs 5,5 m3 - Tél: 0770.36.36.05 / 0661.27.90.88

■A vendre: villa 663 m². Actée. 260 m² bâti, 403 m² terrain avec hangar, 3 façades, principale 36 m côté route commerçante, péripth. Bahia SENIA - ORAN - Tél: 0662.68.86.69

■Location belle villa 250 m², Actée, située au Boulevard de l'ANP, Boulanger. R/C: aménagé cafétéria + 2 terrasses, bache d'eau. 1er étage: F4 + SD. 2ème étage: F4, 3ème étage: 1 Gd salon de réunion + bureau - Tél: 0556.05.12.07

■A.V villa 250 m² 1+2, 2 garages, hall, 2 pièces, g. salon, hall, 3 pièces, salle de bain + grande buanderie, actée El-Anqor près des Andalous - N° 07.71.45.15.71

■Loue villa meublée et climatisée à la Cité militaire à côté Morched Seddikia, G. Cuisine, 2 sal, 4 pièces, 2 SDB, G. Terrasse et garage pour 3 voitures, chauffage central, ttes commodités - Tél: 0770.56.63.19 à partir de 10h00

■Vente villa à Canastel 250 m² R+1 1 garage, 1 salon, 1 cuisine, 3 toilettes, 4 chambres, 1 jardin avec piscine couverte, buanderie avec Hammam et terrasses. Toute commodité prix Offert: 310, curieux s'abstenir - Tél: 0771.22.51.29

■Vends maison de maître actée, avec de grands locaux commerciaux sous-sol, puits, - Tél: 0777.07.34.19

■Ain El-Turck Vends: R+1 (212 m²) 02 façade nouvelle construction 2009, actée et libre de suite, située à la coopérative Ben Zergz en allant vers le complexe Fin d'or à 150 m de la plage Eden - Tél: 0771.00.40.16 / 0554.80.92.83

■Vends à Fernandville villa 214 m², R+1 actée et libre de suite - Tél: 0773.45.50.80

■Oran, Gambetta, vends villa 377 m² R+2 cour, jardin, gar, bache d'eau, 6 grandes pièces, 2 salons (40 m² et 32 m²) Hammam, 2 SDB, 2 WC, faç, est-ouest, très agréable, beaucoup de clarté - Tél: 0552.32.23.14 interm. s'abstenir.

■Vends 1 carcasse briquetée R+2,, 1er étage: F3 cuisine salle de bain, 2e étage: F3 cuisine, salle de bain, 3ème étage 1 buanderie + terrasse. Manque dalle de sol et faïence + 1 lot de terrain 400 m², le tout à la rue Millette Bouisville, Ain El-Turck - Oran - Tél: 05.50.56.41.85

■A vendre villa R+2, superficie totale 930 m² bâtis 273 m³ 3 façades, une façade principale de 34 m, RDC: 2 appts F3 et F2 + garage et local commercial situé à Trouville, Comiche oranaise - 05.52.30.34.47 - 07.75.63.72.98

■A.v belle villa modifiée à FORA «Bir El-Djir» Bd Millenium, 6P, gr cuis, 2 WC, 2 SDB, garage, hall, 2 gd. terrasses avec buanderie, en plus au dernier niveau beau studio aménagé avec cuis, et SDB intime, jardin fini 60% + vide sanitaire - Tél: 0771.56.17.55 & 05.59.28.14.54

■Vends à Nédroma belle villa nouvelle construction R+1 (200 m²) grand garage + local commercial 3 grandes pièces, un grand salon, cuisine + véranda, terrasse carrelée, contactez 07.71.72.89.71

■Part. loue villa R+2, 270 m² composée de 6 chambres, 2 sal, 1 salle à manger, cuis, 2 SDB, 1 hammam, 2 wc, terrasse avec jardin et garage, équipée de chauf. cent, et climatiseur quartier résidentiel et calme - Tél: 07.70.91.10.63

■R+2 en location en partie ou totalité pour société étrangère ou nationale composé d'un garage de 170 m² et de 2 logements F5 de 204 m² sur Bd à Yaghmouracen Maraval - Tél: 07.73.18.75.78

■A.v à Bir El-Djir à proximité de la daïra sur route commerciale, une belle villa de 288 m², R+1 + buanderie + 2 terrasses avec 2 sal, 3 cham, SDB, 2 wc, + hammam + jardin, 1 garage, 1 local de 60 m² + cour, toutes commodités, B'eau + chauffage central prix offert 34 Mda. Intermédiaire s'abstenir. Tél: 05.50.266.514 - 0550.540.657

■Ech.Villa citée Zabana Misserghine 160/300 m², architecture unique, RDC 2 salons, cuisine, SDB, garage, g. hall, R1 suite / 5 ch, terrasse, 2 ch, contre lot terrain sur 500 m² à Oran + compl. Tél: 05.52.82.03.61

■A vendre villa nouvelle construction RDC + 1, 300 m², 2 salons, 6 pièces, gd. hammam, cuisine américaine, jardin 75 m², garage, bache eau, puits, ch. central + clim, balcon façade et jardin, site résidentiel, côté autoroute Oran 124 Logements, El-Karma - Mob: 07.94.20.46.64

■Vends maisons de maître 2 étages, près marché Sidi Okba, Ville nouvelle, portable: 07.77.07.37.17 - 07.03.03.93.60

■Particulier vend villa Pt du Jour, style colonial, restaurée, 344 m², 2 façades R+1, 1 gd jardin, garages, bache d'eau, tte commodités (chauffage central), contactez le 07.70.19.72.92 curieux s'abstenir merci.

■A.V. M/M N/C 105 m², RDC 1 hall + 1 gr. garage à 6 V, 1e étg, 2 P + 1 salon + 1 salon + 1 hall + wc + douche, 2e étg 2 P + terrasse, bache d'eau, citerne, interphone, à côté du 17 S.U et 1 F3 à côté du GIGA la rue de Most. Tél: 05.52.77.10.27 et 05.56.12.83.80

■A vendre maison de maître 200 m², façade de 15m comprenant 03 locaux commerciaux et un chalet (F4) à Es-Sénia centre - Tél: 07.72.43.64.50

■Vends M. de M. R+2 eg 300 m² avec un pt jardin, commercial (cafétéria + pizzéria) bel endroit dans un grand bd de la Casoran - Tél: 07.73.99.73.89

■Vends villa 473 m² (ancien bâti) style colonial actée (pas loin de la mairie de Gambetta), visiti à partir de 18 heures, curieux et intermédiaire s'abstenir SVP N° tél: 07.72.22.71.37

■Vends villa commerciale 2 étages actée, 300 m² au bord de la mer vue panoramique, sous-sol pour projet cremerie avec gde terrasse, 1 étage restaurant, cuis, bien équipée, 2 étages (6 ch.) + terrasse, rue principale entre Eden Palace, Djawhara et Cap Falcon - T:07.72.19.88.53 - 05.50.61.76.20

■Vends villa 120 m² R+2 + terrasse + garage de 2 façades bien située résidence El-Baha, 144 Logements, Fellaoucen (El-Bar-ki) Tél: 06.69.38.77.34

■A/G/cherche des villas avec ou sans meubles pour location à des sociétés étrangères - aquaria2\_imob@yahoo.fr 0661.27.01.15, vends M/M à Plitie avec promesse de vente.

■A louer pavillon standing meublé ou sans, 4 P. cour et garage, eau H24, pour société étrangère à côté d'El-Anqor village calme - Tél: 0696.31.42.07 / 0771.91.66.62

■Affaire à saisir à Oran Fernandville, sur G. boulevard, vends ou loue, villa 635 m², RDC+2, terrasse aménagée en piscine, 3 faç, 20 pièces, 2 sal, de 130 m² chacun, 4 locaux commer. c.c, clim, cave, garage 90 m², puits, const. G.Stand. avec usine de production avec bénéf. garanti - prix vente 12 m 500/m², location 50 millions/mois - Tél: 0771.58.07.24 / 0551.63.40.47

### Eurl Mamatrack Routes et tous travaux

**Mob: 05.52.125.399**

- Forage de puits et hydraulique  
- Forage de puits par le biais de machines modernes  
- Forage de puits par de petites machines électriques destinées aux bains maures et appartements individuels  
- Installation de toutes pompes agricoles  
- Installation de toutes sortes de tubages et crépines  
- Réalisation de canalisations longue distance et de tous travaux hydrauliques.

## LOCAUX

■Location espace commercial Fernandville Haï khemisti, édifice R+2 450 m², 03 façades, en face rond-point Acyl et Palais des congrès Sonatrach (banque, Assurance...) - Tél: 0775.13.93.65

■Résidence à louer 1.000 m², 400 m² bâti, 600 m² jardin aménagé: 14 F2 standing, 2 garages 16 véhicules, sur gd Bd - Tél: 0775.13.93.65

■Local commercial à louer 400 m² sur gd Bd (show room, Assurance...) avec bureau, salle d'eau - Tél: 0775.13.93.65

■Local commercial à louer (bureau) 70 m², 2 façades, Tour Arcoprimme, au 3ème étage sur gd Bd Akid Lotfi (Agence touristique, représentation commerciale...) - Tél: 0775.13.93.65

■Loue local 130 m² conviendrait pour dépôt ou stockage à Haï Bouâmama à proximité de la route nationale Oran-Misserghin face station essence - Tél: 0661.20.29.53 de 10h à 22h.

■Part. vend local sup 100 m² sur deux rideaux (1) 20 m² l'autre 87 m² (2) façades, fonds et murs, acté, possibilité de faire deux activités, 4, Rue ex-Rabelais, prix après visite - Tél: 0663.82.04.82

■A louer local à Larbi Ben M'hidi 160 m², gd Bd, CV d'Oran + A vendre terrain 860 m² à Trouville Ain Turck, Bd côté hôtel Imama - 07.72.99.32.23

■A Ain Témouchent, entreprise loue (avec possibilité de vente): 1 hangar de 900 m² (h 7,50 m), 1 cour 800 m², loge gardien, idéal agroalimentaire - Tél: 0791.99.99.90 / 0661.21.64.11

■Tlemcen: vds local 18 m² acté, 1er étage, eau, électricité, climatisé, faux plafond (bois), vitrine (bois), faç, bd principal El-Bahdjia - Tél: 0663.13.66.89 / 043.21.14.55

■Société vend un parc de 1.200 m² à la w de Sidi Bel-Abbès - Tél: 0553.12.44.99 / 0793.03.03.82

■Donne en location deux (02) locaux bien aménagés, superficie (60 m² et 70 m²). Conviendraient toute activité. Proximité Bd Chakib Arslane et Ave de Choupot - Oran, à 20.000 D.A par mois de chaque - Veuillez contacter 0770.91.67.67

■A vendre local commercial, acté, 3 façades (66 m², 5 m hauteur) avec 6 grandes vitrines en Mischler, toilettes avec deux grands trottoirs, Akid Lotfi, Oran - Tél: 0661.20.31.40

■Vs hangar 728 m² Ch. Met cons. neuve (13 ml, 7m H) sur site de 1 ha 125 ares, chaussée goudronnée, région Agghbal à 15 min d'Oran, Vds villa 3F, 300 m² bâtie, haut standing, convient clinique ou autres à Misserghine - Tél: 0779.93.06.37

■Vends Hammam public en activité, très bon rendement, R+1 375 m² (W 46) prix étudié - Tél: 0552.31.42.31

■Loue local à 10 m de l'Avenue de Choupôt sup 75m², convient toute activité, très bien aménagé, toute commodité, construction nlle, hauteur 5 m, poss. soupente - Tél: 0552.96.77.83

■A louer cafétéria en activité, très bien située à Cité Petit + matériel, sup. 100 m² - Tél: 0773.16.88.22

■Loue joli magasin bien aménagé 60 m² double façade Oran, Rue Larbi Ben M'hidi - Tél: 05.50.85.53.30

■Loue local 27,50 m², grande avenue OSTO face clinique Nakkache refait à neuf, sanitaire, dalle de sol, Tél: 07.78.39.39.36

■Vends ou loue sur un grand boulevard de Fernandville (Oran) des locaux commerciaux, vente ou location: 2 locaux de 40 m² chacun, location: 1 local de 90m², hauteur: 6 m., vente: 1 local de 80 m² (loué pour 2 ans) - Tél: 0771.58.07.24 / 0551.63.40.47

■A louer magasin de 21 m² en plein centre M'dina Djidida, Rue Mezouar Med, à 5 m du marché, dépôt de 260 m² avec 2 portails + appt F5, 1er éta, cuis, wc, sdb, haouch, ensemble ou séparés, situés à Bastié, bureau à usage profess, 4 pc, wc, sdb, 1er ét: 3 mc, Mirauchaux - Tél: 0771.86.73.03

■Loue local sup. 130 m², H 5m, façade sur grand boulevard autoroute pépinière, Bir El-Djir, Oran - Tél: 0772.52.40.12

#### ANNIVERSAIRE

*En ce jour du*  
*13 août 2009,*  
*ma fille*  
**Nor TOUHAMI,**  
*tu fêtes tes*  
*Trois ans, que de temps passé*  
*sans toi.*  
*Ton père te fait savoir qu'il*  
*t'aime plus que tout au monde.*  
*Joyeux Anniversaire ma fille.*  
*Papa Sid Ahmed TOUHAMI*



#### ANNIVERSAIRE

*A notre très chère*  
*petite princesse*  
**BADYDY DEHINI**  
*Rahila Fatima-*  
*Zohra Linda,*  
*qui vient de*  
*souffler sa*  
*Première Bougie.*  
*Ta maman*  
*ISMAHENE et ton père SAYF ISLAM*  
*ainssi que toutes les familles DEHINI*  
*DOUBALI MEKKY sans oublier son*  
*oncle Billal et tes cousins Wahid*  
*Allaeddine, tes tantes Zouzou et*  
*Ouahiba te souhaitent un Joyeux*  
*Anniversaire plein de santé et de*  
*réussite, la prochaine année tu la*  
*fêteras en France Incha'Allah.*  
*De la part de ta*  
*mami Fatima-Zohra*



#### ANNIVERSAIRE

*A notre cher*  
*prince*  
**SERRADJ**  
*Ahmed*  
*Mehdi,*  
*qui soufflera,*  
*le 14.08.2009, sa Première et*  
*lumineuse Bougie.*  
*Tes grands-parents et ta tante*  
*Amina te souhaitent un*  
*Joyeux Anniversaire.*



#### Société Agroalimentaire

#### CHERCHE

### 02 CHEFS MAGASINIERS

##### Profil:

- Avoir un diplôme qui correspond à la profession;  
- Expérience exigée minimum 5 ans;  
- Agé dans la quarantaine;  
- Maîtrise de la langue française impérative;  
- Maîtrise de l'outil informatique;  
- Capacité de communication et d'animation de groupes de travail.  
- Avoir le sens de responsabilité;  
- Résident à ORAN.  
**Transmettre candidature:**  
- Lettre de motivation  
- CV détaillé

**Au N° Fax: 0770.10.73.39**



■Loue une pâtisserie et pizzeria jumelle de grand luxe climatisées avec matériel neuf, très bien situées 61, Rue de Mostaganem, Oran, l'Oranaise - Tél: 0771.12.96.75

■ORAN: Loue magasin superficie de 66 m² sous-sol 230 m², sis Rue Larbi Ben M'hidi, toutes commodités, prix après visite - Tél: 07.71.28.66.67

■Part: Loue local 500 m² const-nlle bien aménagé avec 2 bureaux, sanitaires 220/380 conviendrait à toutes activités, situé à Gdylw. d'Oran - Tél: 0550.22.03.59

■A louer centre-ville Oran magasin 2 façades 2° 36 m² (deux niveaux) tél, ADSL, parking...contact: 0559.28.08.72

■A louer à Point du Jour Oran local de 80 m² constitué de 4 bureaux et sanitaire avec dalle de sol, électricité, gaz et eau H24 et téléphone pour bureau ou profession libérale - Tél: 0771.62.28.15

■Vends parc acté 1.600 m² zone d'activité El-Kerma, Oran, prix très intéressant - Tél: 0792.51.68.91

■Local à louer choupôt Oran, à vendre local à 2 niveaux 130 m² Cité 150 Logts El-Wifak SBA ou échange avec appart à Oran - Contacter Tél: Mouktar 0771.63.24.46 ou Mekki 0776.23.14.12

■Vends local commercial 150 m² (mur et fonds) ancien bar-restaurant Bd Emir Abdelkader, pouvant servir même usage. Pêcherie, labo d'analyse (groupe, avocat, huissiers, notaires) bureau d'études...etc - Tél: 0771.84.25.21

■Loue local 35 m² Avenue d'Oujda - Tél: 0666.22.29.08

■Vends magasins 20 m² à Oran (Fonds + murs) Place du Maghreb (centre-ville) - Tél: 0771.10.35.02

■A louer un local au 09, Rue Bouras Belkacem, Savignon - Tél: 0774.94.32.47

■Location d'un local de 240 m² 2 façades Oran centre - Tél: 0771.42.86.41

■Particulier loue un parc d'une superficie de 1.500 m² doté d'un poste d'énergie électrique (120 KVA) et de gardiennage (H24) à la zone industrielle de Sidi Chami, contacter le: 0773.24.33.14

■Possède local commercial 100 m² à Sidi El-Hasni, cherche associé pour créer une activité commerciale (grossiste en alimentation ou autres) - Tél: 0793.97.39.60

■Cede location d'un local de 20 m² à Es-Sedikia ou cherche associé pour création d'agence immobilière, étudie toutes propositions - Tél: 0771.553.527

■Vends un grand local bien aménagé à côté des Beaux-Arts (Plateau Oran). Contactez Boudi Hadj: 0790.52.65.20

**TERRAINS**

■Vente 06 hectares situé bord de route, Misserghine, Oran - Tél: 0552.16.14.33

■Vends terrain agricole 13 ha à Tafraoui, Oran, acté + livre foncier + plan cadastral, électricité, prix après visite - Tél: 0662.59.87.48

■Urgent: Vends lot de terrain sup: 242 m² acté, viabilisé (eau, gaz, élect) dans un quartier calme, un bon voisinage, Nouveau Canastel (Poste II) - Tél: 0771.63.24.84

■Sidi Bel-Abbès: A vendre terrain 2.000 m² URB/R+3 prix après visite - Tél: 0558.51.99.77

■Vends terrain acté 160 m² à Canastel coopérative El-Karma, terrain viabilisé, intermédiaire s'abstenir contact: 0792.31.64.02

■TLEMCEIN: Vends terrain 1.300 m², au début de la route Brouana, à 100 m de Bd 24 - Tél: 0661.22.13.35

■Mosta loue p.société privée ou étrangère: 04 locaux (50 m² l'un) en RDC avec s/sol (+puits) sur 22m de façade, situés au Bd face à la mer - Tél: 0661.29.27.75

■Vends à Mostaganem terrain acté, sup. 23.450 m², situé dans la ZET Ouréah sur l'axe de l'autoroute Mostaganem-Oran, destiné pour un complexe touristique - Tél: 0550.56.55.85

■Vds terrain 221,74 m² acté, viabilisé double façade coop. Panorama, Belgaïd, Oran - Tél: 0770.74.73.20

■Vends 2 lots de terrain, le 1er 150 m² avec plateforme et piliers, le 2ème 600 m² 2 façades, nu, situé le grand boulevard Hassi - Rocher, convient pour show room ou autres avec permis de construire R+2 - Tél: 0662.18.82.10 Oran.

■Vends lot de terrain acté sup. 1.300 m² Belgaïd Tél: 05.51.93.80.76

■Vends 2 lots terrains superficie de 232 m² bien viabilisés, entre Belgaïd et Canastel, prix 4 U le m², contacter 07.75.55.85.78 Merc.

■Vends 02 lots terrains actés, lot 1: 330 m² en face la source, lot 2: 362 m² double façade Ain El-Hout, Tlemcen - Tél: 041.33.14.97 / 0773.04.10.95

■Ouréah (Mostaganem), vends lot de terrain à bâtir de 405 m² (de 22,5 m / 18 m de F) sis Cité des Villas attenante au cimetière, acté L. foncier, C. Urbain, nég P.O: 470 M, PD 500 M, pour visite RDV: 0664.24.38.60

■A/G cherche des grandes surfaces pour promotion immobilière territoire national côté littoral, envoyer vos offres à: aquaria2\_imob@yahoo.fr met en vente 10,000 m² Belgaïd - Tél: 0661.27.01.15

■Vends lot terrain, acté, 400 m² (20m x 20m) avec permis de construction, terrain viabilisé, coop En-Nour cité Djamel (intermed. s'abstenir) - Tél: 0667.48.30.44

■Vends terrain 202 m² à bâtir à Nedroma plein centre Sidi Yahia avec permis de construire dans une co-propriété accès privé, conviendrait habitation ou commerce 6.500.000 DA à discuter - Tél: 00336.37.33.03.16 / 0772.30.59.18 bobsend@hotmail.fr

■Vends lot de terrain 120 m², 100 m² extension, une construction de 30% 2 p. à Sénia Oran à 5 mn de l'université - Tél: 0796.99.19.78 / 0770.37.93.27

■Vds terrain acté 120 m² 2 façades (12x10) à Mersat El-Hadjadi (W.Oran) à 50m du petit port - Tél: 0559.39.82.36

**EMPLOIS**

■Sté recrute jeune universitaire, maîtrise l'anglais écrit et parlé, o/infor, dégaé du service national, disposant PC léger, résident à Oran, env. CV au N° Fax: 041.40.49.25

■Commerçant ambulant cherche pour mois de Ramadan un F2 ou studio équipé environs Oran - Tél: 0770.64.45.64

■Pharmacie à Ain El-Turck cherche vendeur avec expérience pour le soir et le week-end. Appeler: 0550.87.01.81

■Pharmacie à l'USTO cherche vendeur avec expérience pour le soir (16h-21h), appeler: 0550.53.99.06

■Ecole Ibn Rochd, Ain Témouchent, stage: Conducteurs d'engins de chantier, prévention et sécurité industrielle. Hébergement assuré - Tél: 043.60.48.94 - 06.68.00.15.47

■Ets Priv. de formation à Mascara recrute Enseignants de langues: Franç. Anglais, Allemand, licenciés dans la spécialité, habiter à Mascara, disponible toute la semaine Exp. CV: hhicformation@maktoob.com OU Fax: 045.93.06.20

■Bureau d'études statistiques cherche statisticiens et agents de saisie maîtrisant la langue française - recrutement@dataoptique.fr

■Pharmacie à Oran cherche vendeur expérimenté - Tél: 07.72.23.76.36

■Sté d'importation de matériel médical sise à Oran-centre recrute un gestionnaire de stock H ayant permis de conduire résid. Oran, faxer CV + photo au 041.41.49.96

■Pharmacienne cherche du travail - Tél: 0556.26.90.12

■La crèche El-Malak cherche éducatrice qualifiée avec expérience - Tél: 0793.32.91.71

■Jeune homme cherche travail comme peintre et enduits contacter - 0556.84.50.30

■Entreprise privée cherche secrétaire motivée, maîtrise l'outil informatique et les langues anglaise et française - Mob: 0661.20.18.34

■Un café-Resto liban. recr. serveurs et de préf. serveuses âgés entre 18 et 25 ans ayant une bonne présentation, sociable maît. langue française, offre bonnes conditions de travail et salaire motivant, présentez-vous aux Falaises ou appelez 0551.91.30.00 / 0667.00.00.00

■Entreprise en agroalimentaire recrute, technicien, tech sup, ingénieur (F/H) en électrotechnique, électromécanique, envoyer CV au 041.49.09.74

■Cherche ferronniers, possibilité de logements, lieu de travail Oran - Tél: 041.28.28.69 / 0771.65.52.78

■Sté cherche ouvrier meuble pour le montage, bonne présentation, veuillez vous présenter avec votre CV au 16/18 Rue Cavaignac, Oran.

■Ets privé recrute immédiatement à Oran médecin généraliste libre de tout engagement - Envoyer cv+photo par mail recrute.dr09@hotmail.fr

■JH. sérieuse et présentable cherche emploi comme chauffeur dans une entreprise ou particulier jour et ayant un véhicule tout neuf - Tél: 0771.18.04.65 étudie toute propositions.

**VEHICULES**

■Echange Laguna 2 1,9 DCI année 2003 état neu 80.000 km contre Peugeot 806, 807, Citroën C6 ou Espace Renault récentes - Tél: 0661.20.29.53 de 10h à 22h.

■Vends Passat TDI V6 A 998 en T.B.E avec options (gentes alise, clim. digital...etc) prix intéressant, ou échange, vends à Mascara centre local 25 m² (PDP) prix intéressant - Tél: 0771.82.03.87 / 0661.79.47.49

■Pour votre Mariage, réservez dès maintenant votre Voiture de cortège - Safar El Amir, El Anik, Place Hoche - Tél: 041.40.44.58 www.safarelamir.com

■Vends VW Touareg couleur noire année 2006 toutes options, jantes 19" 4 mentions, volant assisté électrique, tuner TV - DVD GPS - salon marron tabac, 22.000 km - Tél: 07.71.45.12.39

■A/c changement d'activité B.Occasion à vendre bus Isuzu MD27 27 places + 1 + 15 debout pilote, Imatricule 31 - Tél: 07.73.77.36.86

■A vendre Caddy Lif (W) an. 06: 74 mille km, tout option, très bon état (31) - Tél: 0662.89.93.86

■A vendre 2 camions Renault G. 340 et TB 305 - 071.01.47.49 / 0792.27.10.75

■A vendre BMW 320 D, 177 ch phase 2, couleur, Spacegreu, tt options, attelage, année: 2009, kilométrage: 14.000 km, état neuf, carte grise: 31 - Tél: 0771.86.96.91

■Location d'engin grue 20T, 25T, 35T pelle hydro 23T, comp. à air 8,8 bar, chargeur 22T - Tél: 0550.56.58.23 Mostaganem

■Vends BMW série 3 toutes options, couleur noire, année 2004 peu roulée, très bon état - Tél: 0798.91.42.55

■Vends BMW série 3 Kit M année 2009, noire, intérieur cuir rouge et insert schwarz boîte auto, roulé 7.500 km w31, prix de vente ferme 375 U - Tél: 0661.20.16.16 entre 14h et 18h SVP.

■Vends BMW 320 D Kit-M-Sports M3 couleur noire toute option 177 CV année 2009 kilométrage 5.000 immatriculée 31 appeler: 0770.82.56.67

■A vendre Peugeot 206 année 2008 noire 1.1 essence toute option X-Ligne 45.000 km - Tél: 0661.207.253

■Av. camion 15 TC 260 double pont (W) 31 - Tél: 0775.98.56.58

■Entreprise de location d'engins loue un compresseur D45 ENMTP état neuf pour une longue durée - Contacter - Tél: 0550.02.02.03

■Vends Peugeot 206 année 2005 tout option 40.000 km essence mobile: 0552.96.17.83

■Vends Poste d'enrobage Emont 40/60 T/h avec poste de commandement neuf 84, Niveau champion 720 an. 89 en marche, Camion C260 benne 6x4 an. 92 en marche, Porte-engin 45T, deux (2) essieux, Tracteur routier R.340 an. 84 en marche - Tél: 0550.19.64.30 / 0770.99.08.55

**DIVERS**

■Patron de pêche cherche à commander chalutier (congélateur de préférence plus 100 tonnes - Tél: 0793.62.67.24

■Vends petit matériel de savon/savonnettes de toilette parfumées de 10 à 200 gr, matière disponible, prix raisonnable - Tél: 098.24.82.62

■Vends matériel resto, table, vaisselle, comptoir frigidaire, cuisinière et divers 1 - Tél: 0796.89.56.91

■SBA. vends matériel de boulangerie, four Bongard rotatif, diviseuse, façonneuse, pétrin, 4 chariots, en bon état - Tél: 0776.62.18.71 / 0798.65.19.93

■Mostaganem, vends un sardinier 17 m de longueur et 5 m de largeur marque VOLVO 416 construit en 2002 très bon état de marche - Tél: 0770.49.49.81

■Tlemcen: vds matériel boulangerie comp. + four rotatif (Tibellète) + pétrin + diviseuse + façonneuse + refroidisseur + 2 Partner Tôle 2000, vitrée 98 - Tél: 0550.60.01.51 / 0776.16.87.64

■Vends 2 concasseurs italiens 50 m3 et 100 m3 très bon état - Vends 1 compresseur Atlas Copco électrique Mot 50 CV (15 bars) - Vends 1 Busière Lorev avec moules de 100 à 600 mm (complète) Curieux s'abstenir - Tél: 05.58.20.12.81

■Vends Produit de traitement eau de piscine (produits européens de très bonne qualité. Prix compétitif) - Tél: 041.53.93.00 - 041.53.93.72

■L'École Pro. de Cuisine et Pâtis. agréée par l'Etat. Nouvelles Sessions Pro. en Cuisine, Pâtis., Pizze, Gâteaux trad. et pour Amateur après 17 h. - Bon Accueil - HLM Gambetta - 041.42.21.39 - 041.42.34.46

■STOP ! Nous rechargeons vos cartouches et toner HP EPSON, CANON, SAMSUNG garantie 100%. Ne jetez plus vos cartouches et toners, nous les rachetons à bon prix - Info: 041.28.28.10 / 041.28.22.22

■A vendre toutes Pièces détachées pour HONDA City, Civic, Accord, EX, ELI, LXI, ELI, Prélude, Concerto, CRV, Quintel - et Achète tout type de HONDA en panne ou accidenté - Tél: 0771.12.03.19 à toute heure

■Cherche 2 Presses ROSS 80 tonnes ou 50 tonnes. Neuves ou très bon état - Tél: 0771.46.34.90

■Loue Agrément pour Pharmacie située à ORAN - Tél: 0699.730.726

■Films RX Scanners Classique T BP, Films Mammo, Echo. Numérique pour vétérin. Sage F Médecins, Bordj Bou-Arerdj - Tél: 0771.63.32.73 - 035.67.63.99

■Dispose de Deglat Nour branchettes (Chemloukh) 1er choix - Tél: 0770.98.66.08

■Vends glisseur 5m20 en Bon état moteur Yamaha 115 CV, pilotage au volant, réservoir 100 litres, avec moteur de secours 8 CV, année: 2002. 045.23.59.78/ 045.23.59.68 de 08h00 à 17h00 HB Mobile: 0770.90.93.16 de 08h00 à 21h00.


■Vente matériel complet pour cybercafé - 07.77.54.90.54 - 06.63.36.11.57

**PENSÉE**

*Il y a deux ans, le 13/08/2007, disparaissait pour un monde meilleur notre frère*

**ZELLAL Khaled, jamais nous ne pourrions l'oublier, tu as laissé un grand vide dans nos coeurs et dans nos vies. Nous demandons à tous ceux qui t'ont connu d'avoir une pieuse pensée pour toi.**

*Repose en paix cher frère*  
**Ta soeur Shehrazad**



**PENSÉE**

*Vous êtes parties presque en même temps, et, pour nous, c'était trop rapide. Mais..... A Dieu nous appartenons et, à Lui, tous, nous retournons.*

**Mme CHAFI née BOUHACENE Khadidja 31.05.1926 - 17.08.2007**

**Mme CHAFI née MAROUF-YAYAOUI Kheira 09.09.1954 - 12.08.2008**

**CHAFI Besma-Fadéla CHAFI Kada-Mohamed & Papa**




**PENSÉE**

*A la mémoire de notre très chère soeur adorée BENCHOHRA Djamilia et notre très cher beau-frère BENCHOHRA Mohamed. Déjà deux ans que vous avez disparu brutalement, vous avez laissé un très grand vide irremplaçable et vous nous avez manqué. Ton frère Ahmed, tes soeurs Sénia, Kheirour et les autres soeurs et la maman et Samir ne vous oublieront pas.*

*Reposez en paix.*  
**إنا لله و إنا اليه راجعون**




Cherchons pour notre nouvelle société dans le domaine agroalimentaire installée à la Z.I Es-Sénia, Oran:

**Ingénieur et techniciens en électricité, instrumentation électrotechnique mécanique. Opérateurs et aides-opérateurs. Comptable et aide-comptable. Assistante de direction. Responsable national des ventes Superviseur de distribution. Commerciaux Responsables marketing clients**

Avec expérience exigée

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre de motivation et CV avec photo)

**E-MAIL: recrutdz2009@yahoo.fr**

**International Airlines Crew CENTRE DE FORMATION**

**HÔTESSES DE L'AIR & STEWARDS**

**Agrée par l'Etat Tunisien**

**Durée de la formation 9 mois à partir de Septembre 2009**

**Rue des entrepreneurs, Charguia 2 Zone Aéroport - Tunis Carthage**

**Tél: (+216) 70 838 838 / 70 838 350 GSM: (+216) 97 432 383**

**E-mail: iac.cfpnc@gnet.tn**

**www.iactunis.com**

**CONDOLÉANCES**

*Le Directeur, le Conseil syndical ainsi que l'ensemble du personnel du Complexe Méthanol et Résines Synthétiques CP1/Z, profondément touchés par le décès du père de leur collègue Mr LAIMECHE SADEK EDDINE, présentent en cette pénible circonstance à sa famille, leurs sincères condoléances et les assurent de leur profonde sympathie.*

*Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.*

**HOLDING SONATRACH RAFFINAGE ET CHIMIE DES HYDROCARBURES**

**Entreprise Nationale de la Pétrochimie**  
شركة الوطنية للتكرير والبتروكيماويات  
Société par actions au capital 9.000.000.000  
شركة دان أسهم برأس مال قدره

**sonatrach**

**CONDOLÉANCES**


*Suite à la perte cruelle de notre collègue et en cette circonstance douloureuse, le Président-Directeur Général de l'I.S.S, le Gérant, Cadres ainsi que le personnel de la société, affectés par le décès du collègue:*

**BOU FADINA KADDOUR**

**Agé de 58 ans ex-retraité de la DGSN**

*présentent à sa famille leurs sincères condoléances et l'assurent, en cette douloureuse circonstance, de leur profonde sympathie.*

*Que Dieu, Le Tout-Puissant, accorde au défunt Sa Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.*



**Philips**

La Cafetière SENSEO avec capsule aux différents parfums est disponible au niveau du Show Room de l'Avenue Max Marchand, Gambetta - Oran.

**Tél/Fax: 041.53.23.13**

**06.62.33.11.96**



## Avis d'Appel d'Offres National et International

N°01/09/ALZINC/TC

La Société Algérienne du Zinc - ALZINC - lance un avis d'appel d'offres National et International pour «la mise à niveau des ateliers Lixiviation et Purification» dans son usine d'Electrolyse de zinc sise à Ghazaouet - Algérie.

L'éligibilité concerne les sociétés ayant leurs bureaux propres d'engineering avec des références dans le domaine de l'industrie et de la transformation des non ferreux par voie hydro-métallurgique.

Les sociétés qualifiées et intéressées sont invitées à retirer le cahier des charges soit:

- Auprès de la Direction Générale d'ALZINC sise à Route du Phare - Ghazaouet - W. Tlemcen
- Par Mail à l'adresse: alzinc@yahoo.com
- Par Fax: +213.43.32.42.93

Les offres dûment remplies et datées doivent être accompagnées de tous les documents exigés dans le cahier des charges.

Les offres seront présentées sous deux enveloppes fermées et distinctes:

- Une enveloppe portant la mention «Offre Technique»
- Une enveloppe portant la mention «Offre Financière»

Les deux enveloppes doivent être introduites dans une enveloppe extérieure, cachetée et anonyme, ne doit comporter que la mention:

**Avis d'appel d'offres National et International**  
**N°01/09/ALZINC/TC**

**Projet : «Mise à Niveau des ateliers Lixiviation et Purification»**  
**A ne pas OUVRIR**

Les offres seront déposées à l'adresse suivante:

**Société Algérienne de Zinc**  
**ALZINC**  
**BP 456 - Route du Phare**  
**Ghazaouet 13400 - Tlemcen - Algérie**

Le délai de remise des offres est de 60 jours calendaires à partir de la date de la parution du présent avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux.

ANEP N°0003956 - 13/08/2009

LABORATOIRE DES TRAVAUX

PUBLICS DE L'OUEST

ORAN

## MESSAGE DE CONDOLÉANCES



Le Président du groupe LCTP, les membres  
du Conseil d'Administration, les cadres dirigeants,  
les membres du Comité de Participation et  
l'ensemble du personnel du L.T.P.OUEST, très  
affectés par le décès de **Mr.ADJOU DJ Mohamed**,  
Président-Directeur Général du L.T.P.Ouest,  
présentent à sa famille leurs sincères condoléances  
et les assurent de leur profonde sympathie.  
  
Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, accorder au défunt  
Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste  
Paradis.

إنا لله و إنا اليه راجعون

**HOLDING SONATRACH RAFFINAGE ET CHIMIE DES  
HYDROCARBURES**

Entreprise Nationale de la Pétrochimie  
المؤسسة الوطنية للبتر وكيميايات

Société par actions au capital 9.000.000.000  
شركة دان أسهم برأس مال قدره

## CONDOLÉANCES

Le Directeur, le Conseil syndical ainsi que  
l'ensemble du personnel du Complexe  
Méthanol et Résines Synthétiques CP1/Z,  
profondément touchés par le décès de leur  
ancien collègue **Mr BOUBEKEUR Abdelkader**,  
présentent en cette pénible circonstance à sa  
famille, leurs sincères condoléances et les assurent de leur  
profonde sympathie.



Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, accorder au défunt Sa Sainte  
Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.

République Algérienne Démocratique et Populaire  
Office Public de Vente aux enchères - Maître H.SOUICI - Commissaire-priseur  
6, Rue Ammour Ahmed - Aïn Témouchent - Tél: 043.60.79.35

### AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Le jeudi 20 Août 2009 à 09 heures trente minutes au parc de l'APC de Tamazouza wilaya d'Aïn Témouchent, il sera procédé à la vente aux enchères publiques verbales avec admission de soumissions cachetées du matériel réformé suivant:

N°	DESIGNATION	OBSERVATION (Voir listing)
01	Lot de pièces de rechange	/
02	Lot de batteries usagées	/
03	Bétonnière BRAUD FAUCHEUX	/
04	Case JCB 3 CH	avec carte grise
05	(09) chasses d'eau plastique - (02) citernes plastique 1.000 L	/
06	Echelle métallique tractable	/
07	Epanseuse EP800 litres	/
08	Machine à granito	/
09	Moteur sirène	/
10	10 pompes à eau immergées + 2 moteurs à eau + vannes + clapets	/
11	Pulvérisateur (400 litres) - Pulvérisateur (100 litres)	/
12	Transformateur électrique 100 KVA	/
13	Lot de ferraille	/
14	Lot de pneus usagés	/
15	Remorque agricole - Godet agricole + châssis citerne à eau	/
16	Tracteur agricole DEUTZ D806 Année 1978	Avec carte grise
17	Parpaieuse + (03) moules	/
18	(20) grillages	/
19	Véhicule FIAT Fiorino	Avec carte grise

Conditions de vente:  
- Vente sans garantie et en l'état. Visite du matériel dès parution du présent avis. Enlèvement dans les huit jours qui suivent la vente. Droits d'enregistrement et taxes à la charge de l'acquéreur. Paiement d'une caution de 21% du montant de l'adjudication non remboursable en cas de désistement. Les soumissions cachetées doivent être accompagnées d'une copie de la CNI et d'un chèque représentant les 21% sous peine de nullité. Le Commissaire-priseur se réserve le droit de retirer de la vente tout lot dont l'offre sera jugée insuffisante.

Le Commissaire-priseur

CANAL SUR PUB T/F: 048.54.01.10

## الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية الاتحاد العام للتجار والحرفيين الجزائريين تجديد المكتب الولائي لوهراڤ



بتاريخ التاسع من شهر جوان 2009 انعقدت الجمعية العامة الانتخابية للمكتب الولائي  
لولاية وهران بغرفة التجارة والصناعة لناحية وهران وفقا للمادة 44 و 45 من القانون  
الأساسي و 58، 56 و 86 من النظام الداخلي للاتحاد.

وبمقتضى التصريح الصادر عن ولاية وهران تحت رقم: 00356 بتاريخ 2009/06/02  
وتحت إشراف السيد صالح صويلح الأمين العام للاتحاد وأعضاء من المكتب التنفيذي  
الوطني أين انتخب أعضاء المجلس الولائي تكوينة مكتب ولاية وهران للاتحاد تحت  
رئاسة المنسق الولائي الجديد السيد **عابد معاد**.

تم إيداع محضر التنصيب بولاية وهران بتاريخ: 2009/07/07 للأعضاء الجدد للمكتب  
التالية أسمائهم:

- |                           |                         |
|---------------------------|-------------------------|
| - السيد بوزيان مختار      | - السيد داني قويدر      |
| - السيد مخنف بغداد        | - السيد ميسوم محي الدين |
| - السيد طبال عبد القادر   | - السيد قندسي جيلالي    |
| - السيد عمروشي عبد القادر | - السيد ذهيبية بشير     |
| - السيد بوخاري فرحات      | - السيد يعقوبي ابراهيم  |
| - السيد بن مراح محمد      | - السيد ذهيبية بن عودة  |
|                           | - السيد شريف بن عيسى    |

**ENTREPRISE DES GRANDS TRAVAUX DE L'OUEST**

E.P.E./S.P.A AU CAPITAL SOCIAL DE 388.900.000,00 DA

Siège social: Route de Oued Tlélat - Gare d'Arbal - Oran

Tél: 041.43.65.17 - 0770.257.675 Fax: 041.43.64.20 / 0770.792.496

Email: EGTO@hotmail.fr BP N° 9005 El-Makari Oran

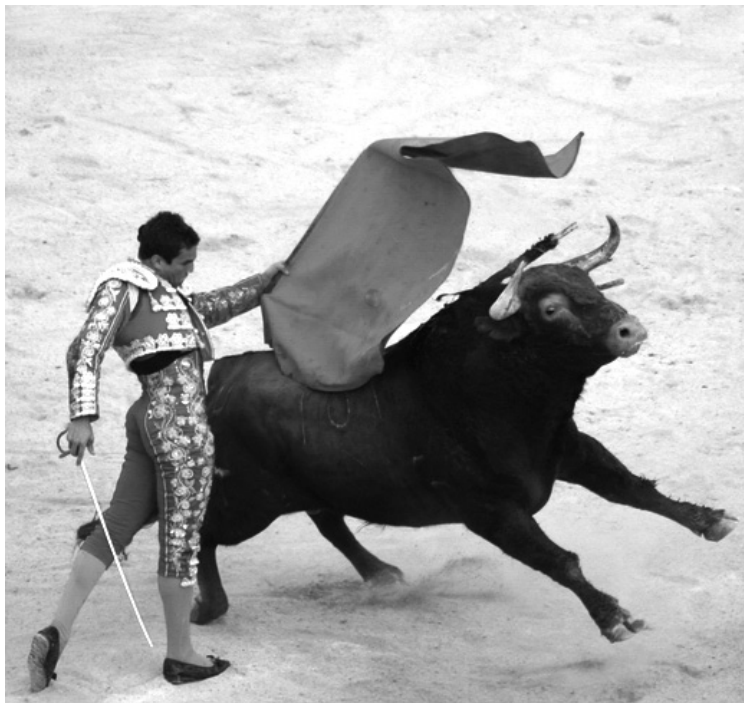
## CONDOLÉANCES

Le Président-Directeur Général et l'ensemble du personnel de  
l'Entreprise des Grands Travaux de l'Ouest (E.G.T.O.), profon-  
dément affectés par le décès de Monsieur ADJOU DJ Mohamed,  
Directeur Général du L.T.P.O., présentent leurs plus sincères  
condoléances à sa famille et l'assurent de toute leur sympathie  
en cette douloureuse circonstance.

A N° 0003964



## Espagne : la corrida sauvée de l'estocade économique par les grands toreros



Par Gabriel Rubio de l'AFP

La tauromachie est aussi frappée par la crise en Espagne, où seuls les grands toreros sauvent la corrida de l'estocade économique, alors que fondent les budgets des spectacles taurins de second rang, quand ils ne sont pas simplement annulés. La crise «affecte les petites corridas et plus généralement les plus fragiles», estime Luis Alvarez, agent du torero colombien Luis Bolivar. Pour autant, «les gens continuent de se rendre aux corridas importantes», à Madrid ou Bilbao, attirés par les grandes têtes d'affiche. Des toreros comme José Tomas, Sébastien Castella, Enrique Ponce ou Julian Lopez «El Juli» conservent leur pouvoir d'attraction, même si «certains, moins renommés, remarquent qu'ils ne remplissent plus les arènes

comme avant», selon Alvarez. Quelle «30% des corridas des petites communes et de villages, où se produisent des toreros plus modestes ont disparu cette année», confie à l'AFP l'impresario français Simon Casas, qui s'occupe des arènes françaises de Nîmes ou de celles d'Alicante en Espagne. Luis Alvarez estime à 400 le nombre de festivités annulées depuis le début de l'année, tandis que la région de Madrid n'a autorisé que 401 fêtes taurines depuis janvier dans 57 municipalités, soit 20% de moins qu'en 2008, en raison «de la crise économique». Après une quinzaine d'années de forte croissance, l'Espagne est entrée fin 2008 dans une profonde récession économique, sous l'effet conjugué de l'écroulement de sa bulle immobilière et la crise financière internationale. Alors que la saison des fêtes

patronales bat son plein en août et septembre, plusieurs villes ont annulé des festivités taurines ou réduit leur budget. A Pinto, près de Madrid, le conseil municipal a décidé de supprimer temporairement les spectacles taurins «en accord avec le plan d'économies visant à équilibrer les finances».

Cette décision a soulevé l'indignation des aficionados. Oeufs, tomates, bière, ont souillé la façade de la mairie où l'enfant du pays Alberto Contador a célébré le 27 juillet sa victoire sur le Tour de France cycliste 2009. Le coût d'une corrida est très variable, selon le président de l'association des éleveurs de taureaux de combat, Eduardo Martin Peñato. Il peut aller de 12.000 euros pour les plus modestes, à 180.000 minimum pour une course de la fameuse Feria de San Isidro à Madrid. A Cenicientos, village de 2.000 âmes, la commune a réussi à maintenir ses quatre corridas en négociant avec l'organisateur un budget de 70.000 euros contre 120.000 l'an dernier. Soit le cachet d'El Juli pour une corrida. «C'est un spectacle très cher. Il faut savoir bien ajuster les choses. C'est pour ça que les négociations des cachets sont plus difficiles» mais dans de nombreux cas, elles ont permis de sauver les festivités, estime Luis Alvarez. Selon lui, de nombreux toreros «ne se rendent pas compte que pour maintenir leur cachet, ils doivent d'abord attirer les gens dans les arènes», comme José Tomas dont les corridas ont un succès fou. «Il gagne beaucoup d'argent, mais c'est le seul qui peut se targuer de remplir les arènes», explique-t-il, tout en prêchant pour plus de publicité et une recherche active de sponsors pour compenser la chute des ventes de places. La crise relative de la tauromachie réjouit les anti-taurins, alors qu'une initiative législative populaire visant à interdire la corrida devrait être examinée d'ici la fin de l'année par le parlement régional catalan.

## France: le saumon de retour dans la Seine

Par Emmanuel Angley de l'AFP

Le saumon et d'autres espèces de poissons migrateurs sont de retour dans la Seine, signe d'une très nette amélioration de la qualité de l'eau du fleuve, aucune opération de réintroduction n'ayant eu lieu, constatent scientifiques et pêcheurs. «Il y a de plus en plus de poissons qui remontent la Seine. Cette année, ça dépasse tout ce qu'on avait pu imaginer: on doit en être à un millier de saumons qui ont traversé Paris», estime Bernard Breton, secrétaire général de la Fédération nationale de la pêche en France (FNPF). En 2008, selon l'Institut national de recherche agronomique (Inra), 260 saumons ont été observés par vidéocomptage dans la passe à poissons du barrage de Poses, située en amont de Rouen (ouest). Historiquement, la Seine était un fleuve colonisé par une abondante population de saumons. Mais l'aménagement de barrages et autres obstacles, et surtout la forte augmentation de la pollution avec les rejets industriels, agricoles et domestiques, ont conduit à l'extinction de l'espèce au début du XXe siècle.

Aujourd'hui, le saumon atlantique (*Salmo salar*) figure sur la liste des poissons menacés d'Europe. Pourtant, dans la Seine, des captures sont signalées: en octobre 2008, un saumon atlantique de 7 kg a été pêché, au niveau de Suresnes, aux portes de Paris, une première depuis 70 ans, selon la FNPF. Une truite de mer de 2,5 kg avait été pêchée au même endroit, quelques mois plus tôt. A Pontoise, également en aval de Paris, «il y a quinze jours, un pêcheur à la ligne a ramené un saumon de 6 kilos», indique Bernard Breton. Le retour de ce poisson emblématique est dû, selon lui, à l'amélioration de la qualité de l'eau: «jusqu'en 1995, il y avait chaque année entre 300 et 500 tonnes de poissons qui mouraient dans la Seine en aval de Paris à cause de la pollution». Mais l'agglomération parisienne a fait de gros efforts pour améliorer la situation en ouvrant de nouvelles stations d'épuration: «depuis quinze ans, il n'y a pratiquement plus de pollution organique grave dans la Seine», ajoute-t-il. Résultat, alors qu'en 1995, on ne comptait que quatre espèces de poissons dans la

Seine - anguille, gardon, brème et carpe - il y en a désormais 32. Outre le saumon, la truite de mer, l'aloise ou encore la lamproie marine sont revenues. Le saumon est considéré comme un «bio-indicateur» par les scientifiques, sa présence signifiant que l'eau est de relativement bonne qualité. Les chercheurs ont voulu en savoir plus sur le parcours de ceux revenus dans la Seine. Sur un échantillon de sept saumons adultes, ils ont constaté que quatre d'entre eux étaient des «castillons» (ayant effectué un court séjour en mer, soit un an et demi), deux étaient des petits saumons de printemps (deux ans en mer) et le dernier était un grand saumon de printemps (trois ans en mer). Dans le compte-rendu de cette étude, l'Inra souligne que, «contrairement à d'autres grands bassins fluviaux où l'espèce avait aussi disparu, aucun poisson issu d'élevage n'a été déversé dans la Seine depuis 1895». L'Inra souligne donc que le repeuplement ne doit pas être considéré comme la seule méthode pour gérer la ressource halieutique et qu'une restauration de l'habitat peut être privilégiée.

## Japon: 16 morts, 17 disparus après le typhon Etai et le séisme de mardi

Quelque 17 personnes étaient toujours portées disparues mercredi dans l'ouest du Japon, deux jours après le passage du typhon Etai qui a fait 15 morts, alors que le bilan du séisme de mardi dans le centre du pays s'est alourdi à un mort et 122 blessés. La police a retrouvé hier le corps d'un garçon de neuf ans sur l'île de Shikoku (sud-ouest), le 15e décès provoqué par le typhon Etai. Trois patrouilleurs des garde-côtes et quelque 400 poli-

ciers et militaires recherchaient des disparus dans une rivière en crue dans la ville de Sayocho (centre-ouest), la zone la plus touchée par le cyclone. Le bilan du séisme de magnitude 6,4 qui a frappé mardi le centre du Japon a par ailleurs été revu à la hausse, avec un mort et 122 blessés, dont trois graves. La police a confirmé que le décès d'une femme de 43 ans, retrouvée morte sous une montagne de livres à son domicile dans la préfecture de Shizuoka (centre),

était directement lié au tremblement de terre. Les ouvriers s'activaient mercredi pour réparer une autoroute reliant Tokyo à la métropole de Nagoya (centre), dont une partie s'est écroulée sous la violence des secousses. Les responsables du chantier pensaient pouvoir rouvrir la route dès jeudi, à la veille du week-end prolongé d'Obon, la fête des morts, au cours de laquelle des millions de Japonais prennent le volant pour retourner dans leur ville d'origine.

## Une mission lunaire allemande possible en 2015

Le secrétaire d'Etat allemand chargé de l'Espace a jugé hier possible que l'Allemagne lance une mission inhabitée vers la Lune vers 2015, malgré la crise économique actuelle. «Une mission lunaire est possible dans le courant de la prochaine décennie, autour de 2015», a déclaré Peter Hintze, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie et de la Technologie, à la télévision publique ZDF. Il a estimé le coût d'une telle mission à 1,5 milliard d'euros sur cinq ans, et ajouté que l'enjeu scientifique justifiait une telle dépense, malgré la crise économique qui frappe durement l'Allemagne.

«Les nations qui ont des programmes spatiaux ont redécouvert la Lune parce qu'elle est incroya-

blement importante», a-t-il souligné. Le satellite de notre planète est «une excellente plateforme pour la recherche spatiale», a ajouté M. Hintze. «La Lune est de la plus haute importance pour comprendre comment nous pouvons garantir le futur de notre planète bleue». Les Etats-Unis, qui ont fêté fin juillet le quarantième anniversaire de leur première mission sur la Lune, ont fait d'un retour de leurs astronautes sur le sol lunaire d'ici 2020 la première étape d'un programme d'exploration habitée vers Mars. D'autres pays, dont la Chine et la Russie ont annoncé leurs ambitions d'aller sur la Lune, à 384.400 kilomètres de la Terre, soit quatre jours de vol et dont le sous-sol est potentiellement riche en ressources naturelles.

## USA: pour sortir de l'ombre, une ville du Kansas mise sur «Le Magicien d'Oz»



Par Olivia Blanco Mullins de l'AFP

Fête d'Ozto, restaurants de «Taco», musée, coiffeur, librairies: pour secouer Wamego, leur cité-dortoir posée dans les plaines du Kansas (centre) et surtout attirer les touristes, les 4.312 habitants vivent à l'heure du «Magicien d'Oz». Car si Wamego a parfois droit à une mention dans les guides touristiques, c'est parce que c'est là, au coeur du très rural Kansas, que l'écrivain L. Frank Baum a choisi de placer l'action de son roman de science-fiction, devenu mondialement célèbre grâce à l'adaptation cinématographique dans laquelle Judy Garland, 17 ans à l'époque, creva l'écran. Le film, réalisé par Victor Fleming et qui raconte l'histoire d'une fillette enlevée par une tornade et transportée dans un monde merveilleux nommé Oz, sortit en salles le 12 août 1939. Et pour ses 70 ans, les habitants de Wamego ne veulent pas en perdre une miette. A Wamego, Dorothy, l'héroïne interprétée par Judy Garland, a bien sûr droit aux inévitables T-shirts, posters et autres tasses à café à son effigie. Mais l'Oz-mania ne s'arrête pas là. Le salon de coiffure s'appelle «Ahhhhz», et le restaurant de spécialités mexicaines offre non pas des tacos (galettes de maïs fourrées à la viande, avec de la salade et du fromage) mais des «Taco». La rue principale de Wamego a même été rebaptisée «Route pour Oz». Et comme Dorothy dans le film, les piétons doivent emprunter une route faite de briques jaunes pour circuler dans la ville. A une différence près: à Wamego, cette route mène tout droit au musée consacré... au «Magicien d'Oz». Le musée propose 25.000 pièces liées du

manière ou d'une autre à ce pilier de la culture populaire américaine. Y sont exposés un morceau de la robe portée par Judy Garland dans le film, des poupées, des affiches du film. Et le livre y est proposé dans 46 langues. «Grâce à Oz, nous sommes devenus une destination touristique», se réjouit Mercedes Michalowski, la directrice du musée. «Nous sommes aujourd'hui plus qu'un panneau sur l'autoroute», ajoute-t-elle. Mais si depuis le début de l'année, sont venus 3.000 visiteurs de plus que dans toute l'année 2008 - 70e anniversaire du film oblige -, les habitants de Wamego se frottent déjà les mains à la perspective du mois d'août. C'est à ce moment-là que doivent débarquer les Oz-maniacs de tout poil. Historiens, collectionneurs et simples mordus viendront, le temps d'un week-end faire revivre Dorothy, le Magicien en fer blanc avec son entonnoir sur la tête.

Ironiquement, si L. Frank Baum a écrit son roman comme une allégorie sur les difficultés économiques des agriculteurs du Kansas de la fin du XIXe siècle, pour les actuels habitants de Wamego, «Oz» est surtout une affaire de gros sous. Et Clark Balderson, un entrepreneur à l'origine de la transformation de Wamego en «Oz» grandeur nature, ne s'en cache pas. Il dit avoir eu l'idée de mettre «Oz» en avant lors d'un voyage au Portugal lorsqu'un douanier lui demanda si le Kansas était bien la patrie de Dorothy. «Et là, je me suis rendu compte que, mais bien sûr, tout le monde associe le Kansas au Magicien d'Oz», s'exclame-t-il.

Pour le plus grand bonheur de ses concitoyens - et des commerçants de Wamego - qui lui en savent gré d'avoir «ozé».



Football - Nationale Une  
**Entre confirmation et rachat**



**M. Benboua**

La seconde journée du championnat de division Une sera étalée sur deux jours, vendredi et samedi. Avec l'instauration du nouveau week-end, les habitudes risquent d'être chamboulées. Quoi qu'il en soit, cette deuxième étape sera-t-elle celle de la confirmation pour les uns et du rachat pour les autres ?

Ainsi, les trois promus, le MCO, le WAT et le CAB, qui ont remporté leur premier match de la saison, seront à l'épreuve en dehors de leurs bases. Le MCO se rendra à Batna pour affronter le MSPB, alors que la mission des gars de Bouali ne s'annonce guère facile face à l'USMA de Mouassa, qui veut absolument se racheter après sa première déroute.

Le CAB sera lui aussi sur le gril à Annaba, où la bande à Amrani veut amorcer son vrai départ.

A l'instar de ces trois rencontres, d'autres belles affiches attireront l'attention des supporters, notamment le

face-à-face entre le CABBA et le MCA, soit deux équipes en pleine forme en ce début de championnat. Ces deux formations ont entamé le challenge sur une bonne note, et le vainqueur pourrait d'ores et déjà nourrir des ambitions.

L'autre choc de ce round mettra aux prises le CRB à la JSMB au stade du 20 Août d'Alger. Un match passionnant où l'avantage du terrain pourrait s'avérer déterminant.

C'est le même cas de figure pour la JSK, qui cherche à signer sa première victoire de la saison dans son

stade du 1<sup>er</sup> Novembre de Tizi Ouzou, mais cela ne s'annonce guère facile face à un onze d'El-Harrach traditionnellement difficile à manier. Pour sa part, l'ASO évoluera, elle aussi, devant son public mais devrait se méfier du NAHD, qui entend continuer sur sa lancée.

Enfin, l'USMB accueille l'ASK à Blida, avec pour seul objectif les trois points. Le derby entre le MCEE et l'ESS a été reporté au 25 août prochain en raison du déplacement de l'Entente en terre angolaise, Coupe de la CAF oblige.

Vendredi à 19 h	
<b>Bordj Bou Arréridj:</b> .. CABBA - MCA .....	(Boumaza-Bahloul-Aïssaoui)
<b>Batna:</b> ..... MSPB - MCO .....	(Necib-Salhi-Hadjadj)
<b>Annaba:</b> ..... USMA n - CAB .....	(Bichari-Belagoune-Korichi)
<b>Blida:</b> ..... USMB - ASK .....	(Bouhenni-Omari-Kerrai)
S a m e d i à 1 9 h	
<b>Chlef:</b> ..... ASO - NAHD .....	(Mial-Messaoudi-Achour)
<b>Tizi Ouzou:</b> ..... JSK - USMH .....	(Haïmoudi-Etchiali-Bechirène)
<b>Bologhine (17h):</b> ..... USMA - WAT .....	(Bouali-Boulekrinet-Yamani)
<b>Alger 20 Août (17h30):</b> CRB - JSMB ..	(Benouza-Meknous-Belfekroune)

Nationale Deux  
**18 équipes pour un difficile challenge**

**M. Zeggai**

Le championnat national de deuxième division 2009-2010 débutera demain avec une nouveauté, l'accession qui est réduite à une seule équipe, décision qui a créé d'ailleurs un réel courroux au sein des pensionnaires de cette division.

Quoi qu'il en soit, cette première journée verra certains prétendants, tels le PAC, le MCS et le MOC, évoluer à domicile, qui tenteront par conséquent d'entamer la compétition par une victoire. Les deux Mouloudia de Saïda et de Constantine, qui se sont renforcés tant en quantité qu'en qualité, devraient être à l'aise dans la mesure où ils accueilleront deux promus, respectivement l'USMMH et l'ABM. Ce n'est pas le cas du PAC qui retrouvera une vieille connaissance, à savoir l'USB.

Le Paradou, un postulant qui entend confirmer ce statut, tentera d'exploiter l'avantage du terrain et la saignée ayant frappé l'équipe biskrienne durant l'intersaison pour signer son premier succès de la saison. Pour leur part, l'ASMO et le RCK, qui peinent à retrouver leur lustre d'antan, comptent

mettre les bouchées doubles pour jouer les premiers rôles. Ainsi donc, la formation asémiste inaugurera la saison avec un déplacement à Mostaganem pour donner la réplique à l'ESM. Voilà un derby qui s'annonce favorable aux Oranais, compte tenu de la crise interne qui secoue l'Espérance. Mais sait-on jamais ?

C'est la même incertitude qui règne pour le match OMA-RCK. Les Koubéens, qui se sont bien renforcés, ne comptent pas faire de la figuration, alors que les Arzéwiens sont déterminés à bien débiter le championnat afin d'éviter la mésaventure de la saison écoulée. Idem pour l'USMBA qui n'a pas droit à l'erreur devant ses fans, qui

n'ont pas encore digéré le fiasco de la saison précédente.

Les Bélabessiens devront tout de même se tenir sur leurs gardes face au MOB du coach Boussekine. Pour sa part, le SAM, qui affiche des faiblesses au niveau du secteur offensif, subira un sérieux test face au CSC newlook, lequel voudra démarrer sa saison en assumant son statut de favori. Le troisième promu, en l'occurrence le CRT, effectuera un long voyage à Skikda, où la JSMS est appelée à bien négocier ce premier test officiel. C'est la même remarque qui s'impose pour les Sétifiens de l'USMS devant le WRB, version Ifticène, qui part tout de même avec les faveurs du pronostic.

Vendredi à 17 h	
<b>Mohammadia:</b> ..... SAM - CSC .....	(Zerrouki-Benaboune-Nacéri)
<b>Saïda:</b> ..... MCS - USMMH ..	(Cherroud-Belkheir-Mansouri)
<b>Mostaganem:</b> ..... ESM - ASMO .....	(Babou-Bouali-Schamby)
<b>Baraki:</b> ..... WRB - USMS .....	(Halalchi-Azrine-Razi)
<b>Bel-Abbès:</b> ..... USMBA - MOB .....	(Babrahim-Ouaddah-Deffar)
<b>Skikda:</b> ..... JSMS - CRT .....	(Zouaoui-Benrouane-Megrah)
<b>Arzew:</b> ..... OMA - RCK .....	(Meriah-Aïssani-Benamara)
<b>Alger:</b> ..... PAC - USB .....	(Bousseter-Ouchen-Haci)
<b>Constantine (19 h):</b> .... MOC - ABM .....	(Djemâa-Gourmat-Saouli)

Nationale Une - Championnat U-20  
**Favorable à l'USMB et au CRB**

**M. A.**

A l'instar de leurs aînés, les juniors entameront ce second round qui sera placé sous le sceau de la confirmation pour les uns et du rachat pour les autres, et ce en l'absence de l'ESS qui s'est illustrée lors de la première journée en frappant fort au Khroub. Ceci en raison du déplacement de l'équipe seniors en Angola, Coupe de la CAF oblige. Sauf grande surprise, l'USMB et le CRB, vainqueurs en déplacement, semblent bien lotis pour

conforter leur position de leader à domicile face respectivement à l'ASK et à la JSMB, même si la mission s'annonce un peu plus difficile pour les gars de Belouizdad, d'autant plus que leur adversaire du jour a bien débuté lui aussi la compétition par une victoire face au MCEE. A suivre aussi les sorties des deux autres coéquipiers, le WAT qui sera à l'épreuve de l'USMA en quête de réhabilitation après sa déroute à Batna, et du CAB qui tentera de confirmer sa bonne entame à Annaba devant l'USMA n. A Batna et Chlef, auront lieu deux matches indécis entre perdants de la première journée, à savoir le MSPB et le MCO, d'une part, et l'ASO et le NAHD, d'autre part. A Bordj Bou Arréridj, pour sa seconde sortie consécutive à domicile, le CABBA tentera de faire mieux devant le MCA, alors qu'à Tizi-Ouzou auront lieu les retrouvailles entre la JSK et l'USMH qui se livreront un duel sans merci.

**Annaba**

**Décès de l'ancien arbitre Reblouti Mohamed Salah**

La nouvelle a circulé comme une traînée de poudre dans le milieu sportif de Annaba avec la mort du sympathique arbitre et membre de la LRFA Reblouti Mohamed Salah, à l'âge de 61 ans, et ce à la suite d'une intervention chirurgicale. Arbitre, formateur et encadreur, il a, durant toute sa carrière sportive, donné le meilleur de lui-même pour le développement

de la discipline. Il s'est investi des années durant dans la lourde tâche du chevalier du sifflet en se frottant à des vieux routiers de l'arbitrage comme Arab, Benmohamed, Adjili, Boumaza, Hadj Benothmane, feu Attaf, Amar Bachir et bien d'autres arbitres d'élite. Il a été enterré au cimetière Zaghouane.

**T. Zgaoula**

**Le journal des transferts**

**Arsenal : Wenger attend 45 M pour Fabregas**

Arsenal aurait rejeté une offre de 30 millions d'euros de la part du FC Barcelone pour le milieu de terrain offensif Francesc Fabregas (22 ans, 22 matchs et 3 buts en Premier League en 2008-09), annonce le quotidien Sport. Les dirigeants des Gunners ne souhaiteraient pas discuter le transfert de l'international espagnol à moins de 45 millions d'euros

**Bordeaux : une offre de l'Inter pour Gourcuff ?**

Le meneur de jeu des Girondins de Bordeaux, Yoann Gourcuff (23 ans, 1 match et 2 buts en Ligue 1 cette saison), serait dans le viseur de l'Inter Milan. Selon le journal italien Corriere dello Sport, l'entraîneur José Mourinho aurait fait sa priorité de l'international français, suite au refus du Néerlandais du Real Madrid, Wesley Sneijder, de rallier la Lombardie. L'Inter serait disposé à déboursier 20 millions d'euros mais devra patienter au moins pendant un an, les Girondins n'ayant aucunement l'intention de libérer leur meilleur joueur maintenant.

**Negredo finalement à Hull ?**

Alors que le Zenith et Blackburn courtisent Alvaro Negredo, l'attaquant espagnol du Real pourrait filer à Hull City. «C'est possible. Nous discutons avec ce club et c'est bien avancé. Tout n'est pas encore signé mais Alvaro n'est pas contre rejoindre l'Angleterre et Hull», a expliqué l'agent du joueur, Alejandro Camano, au Hull Daily Mail. AS parle d'accords à hauteur de 18 millions d'euros et d'une option de rachat de deux ans pour le Real avec les trois clubs cités plus haut. Mais le journal espagnol évoque de son côté une réticence du joueur qui espérait aller dans un club de meilleur standing.

**Blackburn pense à Thomert**

En quête d'un milieu gauche, Blackburn étudie le cas de Jérôme Rothen mais pense aussi à Olivier Thomert. Selon le quotidien britannique The Sun, Sam Allardyce, le manager des Rovers, apprécierait le profil de l'ailier rennais, âgé de 29 ans.

**Burdisso intéresse La Roma**

Selon la Gazzetta dello Sport, l'entraîneur de l'AS Rome, Luciano Spalletti, serait intéressé par le défenseur international argentin de l'Inter Milan, Nicolas Burdisso : «C'est un élément de caractère et d'expérience. Il pourrait avoir la qualité nécessaire afin d'apporter quelque chose notre équipe», a affirmé Spalletti.

**Ancelotti n'aura pas De Rossi**


L'AS Rome a refusé une offre de 26 millions d'euros de Chelsea pour son milieu de terrain Daniele de Rossi, annonce le quotidien britannique The Sun. Il était devenu l'une des priorités du nouveau coach des Blues, Carlo Ancelotti.

**Grosso au Zenit ?**

Selon le Parisien, le défenseur italien de l'Olympique lyonnais, Fabio Grosso pourrait s'engager avec le Zenit Saint-Petersbourg. L'arrivée du trentenaire serait toutefois liée à elle de Roberto Mancini, pressenti comme le futur entraîneur du club russe.





 **19-02 au 20-03** Vous allez pouvoir saisir d'instinct une très belle opportunité. Votre intuition naturelle vous permettra de prendre rapidement les décisions qui s'imposent pour atteindre les différents objectifs qui vous sont fixés.

- A.** Pertinente.
- B.** Bouffant. Dans l'éventualité.
- C.** Lettres de renvoi. Bouquet de pensées.
- D.** Au nom du père, tout-puissant.
- E.** Page d'histoire. Naturel. Pronom.
- F.** Au monde. Parsemée.
- G.** Se veut engageant.
- H.** Issues. 27... et plus si affinités. Fin d'infinitif.
- I.** Contractera.
- J.** Elus. Bête.

P	I	C	O	L	E	R
C	A	B	O	T	N	I
O	R	C	E	C	O	T
N	I	C	H	E	O	T
T	I	A	A	M	I	E
R	I	A	N	T	B	A
E	T	O	N	N	E	R
F	E	E	N	A	J	A
A	M	E	R	S	N	E
I	M	I	N	E	T	I
T	R	I	E	V	E	L
S	A	S	S	E	E	N

1 R	2 M	3 U	4 A	5 N	6 S	7 T	8 E	9 I	10 O	11 G	12 L	13 B
14 H	15 C	16 X	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

1 N	2 I	3 L	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

10	9	5	4	8	7	6	5	4	11
9	5	6	2	3	12		6	9	10
1	2	11	4	7		7		10	9
12	11	4	11	1	2	6	11		3
13	12	2		10		6	5	7	2
2		1		14	5	4	11		11
4	7	12	7	2		7	12		4
7	13			12	7	10		15	
6	4	7	1	2	2	6	11	4	7
11	11		4	12	15	2		11	16
5	6	11		16	5	17	17	3	11
4	11	15	4	11	12	12	2	9	1
12		7	2	1			11	6	11
	2	3		6	9	5	4	6	11
4	5	11	12		5	12	11	11	12

	↗							
	VENIR PRES TARABUSTA TABLEAU	→						
	↖				↑ SUITE D'ACCORD APPRIS	→		
					← APPELEE TERGI- VERSER	↓	↑ CHOISI UNI- FICATEURS	↓
	↑ POINTS OPPOSES VRAIS		↑ ROUSPETE BOISSON MAGIQUE	↑ LISIERE AUXILIAIRE	→			
↓			↓		TOUCHÉ TROUBLÉ SEVERE	→		
	↗				↖		↑ COURS D'EAU PRONOM	
	CONTE TORSE		PUBLIE VENTILEE	↓				
	↓	← LITRES DE LIBYE C'EST-À-DIRE	↓			↓ PARCOURS DE TRAVERS CONDIMENT	↖	
		↓			← PAISSIBLE PERIODE PAYS	→ ↓		
							↑ INFINITIF PARESSEUX RENVERSE	
		↗					↓	
		← UTILISERENT CONJONC- TION		COLLEQUE NEPTUNIUM	→ ↓			
					← LAISSER LOIN AMAS	→		

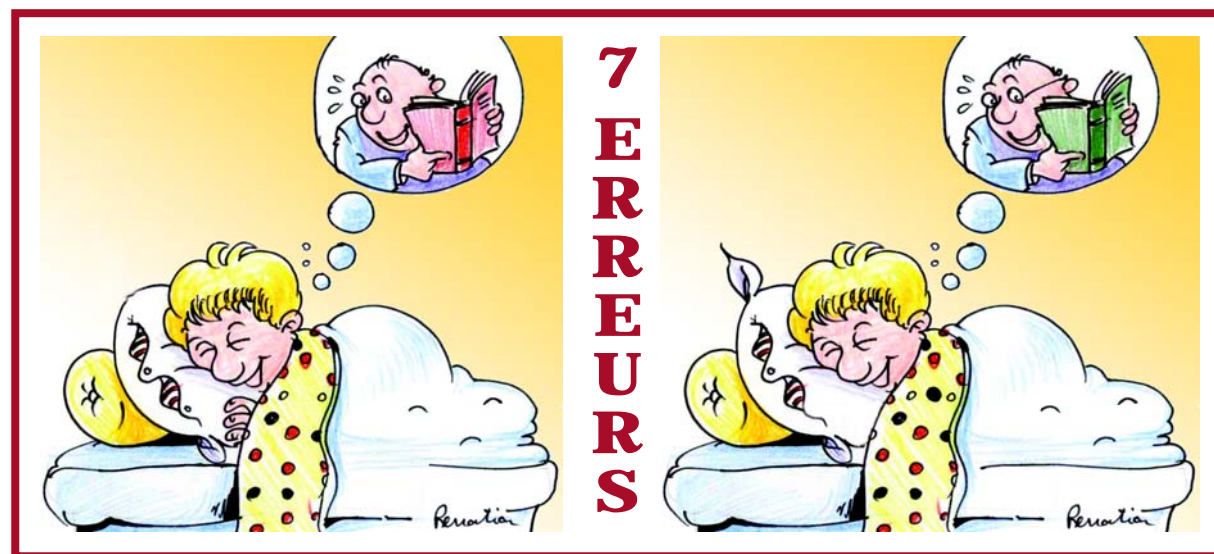
ANTHOLOGIE -  
 ARMEE - AVATAR -  
 BALLON - BEAUTE -  
 BRISTOL -  
 BUCHERON - CAGE -  
 COMBLER -DIX -  
 DOMAINE -ENERVER -  
 GEOGRAPHIE - HIER -  
 HUMECTER - IDOLE -  
 IMAGINATION -  
 JUSTICE - LION -  
 LITTERATURE - MANIE  
 - MIEL - MOULER -  
 PAGE - PARLER -  
 PECHE - PENALTY -  
 PORCELET - POTIRON  
 - PRENDRE - RAMER -  
 REEDITION -  
 REPRISE- RIVE -  
 ROND - SENSATION -  
 UNIVERSALITE -  
 ZEBRE.

A	R	E	V	R	E	N	E	Y	T	L	A	N	E	P
S	R	E	R	D	N	E	R	P	E	C	H	E	L	D
I	I	L	E	I	M	H	E	C	A	G	E	I	I	E
L	V	O	M	R	I	R	I	R	T	R	T	X	N	T
E	E	T	A	E	B	T	E	E	B	T	L	O	R	I
A	I	S	R	E	S	T	L	U	E	E	I	E	N	L
F	G	I	Z	U	C	E	C	R	I	T	E	O	R	A
N	O	R	J	E	C	H	A	H	A	D	I	R	E	S
O	L	B	M	R	E	T	P	N	I	T	E	A	N	R
R	O	U	O	R	U	A	I	T	A	L	V	E	I	E
I	H	P	O	R	R	G	I	S	B	A	T	I	A	V
T	T	N	E	G	A	O	N	M	T	U	D	N	M	I
O	N	G	O	M	N	E	O	A	A	O	N	A	O	N
P	A	E	I	I	S	C	R	E	L	U	O	M	D	U
P	G	N	O	L	L	A	B	E	S	I	R	P	E	R

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est vaniteux.
- Mon 2e désavantage.

Mon tout est un escarpement côtier.







**07.00** Journal télévisé (1ère édition)  
**07.30** Télématin  
**10.00** Dessins animés  
**10.30** Hadrat El-Moutaham Abi Feuilletton arabe  
**11.20** Saraha Raha (Redif)  
*Divertissement*  
**12.30** Documentaire

**13.00** Journal télévisé (2ème édition)  
**13.30** Concert de chants  
**14.00** Hombre  
**17.00** Dessins animés  
**17.30** Tarikh Kourat El-Qadam Documentaire  
**18.00** Journal télévisé amazigh  
**18.15** Hadith Dini

## 18.30 Fi Daïret E-Dhou

**20.00** Journal télévisé  
**21.00** Magazine du festival  
**21.30** Les baliseurs du désert (franco-tunisien)  
**22.00** Concert de chant  
**23.45** Documentaire



**10.00** Slam  
**10.25** Les Z'amours  
**11.00** Tout le monde veut prendre sa place  
**12.00** Journal  
**12.50** Consomag  
**12.55** Faits divers, le mag  
**13.40** Maigret  
**15.10** Nestor Burma  
**16.35** Côté match du jour  
**16.50** Les meilleurs moments de Fort Boyard  
**17.50** Le 4e duel  
**18.45** Point route  
**19.00** Journal  
**19.30** L'instant Fort  
**19.34** Météo 2

## 19.35 Secrets d'histoire



**- Henri VIII : un amour de tyran**  
**Magazine présenté par Stéphane Bern**  
Toute l'équipe de «Secrets d'histoire» se penche sur le destin hors du commun du roi d'Angleterre, Henri VIII. Considéré comme le Louis XIV d'outre-Manche, il a marqué l'histoire de son pays. Parce que le Pape refusait de le laisser divorcer, Henry VIII mena l'Angleterre à la rupture avec le catholicisme romain. Ses épousailles en catimini avec la belle Anne Boleyn contraignirent le pape Clément VII à l'excommunier.  
**21.15** Tsunami  
**22.55** Journal de la nuit  
**23.10** Graffiti 90  
**00.35** Faites entrer l'accusé



## 19.35 Le grand pardon II



**11.25** 12/13 : Journal national  
**11.55** La liste gagnante  
**12.35** Inspecteur Derrick  
**13.40** La croisière s'amuse  
**14.30** La croisière s'amuse  
**15.15** 30 millions d'amis collector  
**16.00** C'est pas sorcier  
**16.35** Des chiffres et des lettres  
**17.05** Questions pour un champion  
**17.45** 19/20 : Edition nationale  
**18.00** 19/20 : Journal régional  
**19.00** Tout le sport  
**19.10** Plus belle la vie

**Film français**  
**Avec Roger Hanin, Richard Berry**  
Après avoir passé dix ans en prison, Raymond Bettoun, patriarche incontesté d'une riche famille de mafiosi français, juifs et pieds-noirs, préside la bar-mitsva de son petit-fils Alexandre à Miami, où la famille, lasse de la susceptibilité de la justice française, s'est installée. Fin limier, Raymond ne tarde pas à deviner que les rutilantes affaires de son fils Maurice sont bâties sur la drogue.  
**22.00** Soir 3  
**22.25** Tout le sport  
**22.30** Marock  
**00.10** NYPD Blue  
**01.00** Soir 3



**09.15** Question maison  
**10.02** Silence, ça pousse !  
**10.05** Le paradis sauvage des llanos  
**10.55** Midi les zouzous  
**12.55** Les sauveteurs de l'extrême  
**13.55** Mon corps ce héros  
**14.45** Qui a tué Cléopâtre ?  
**15.35** SOS maison  
**15.45** Expédition Yangtsé  
**16.45** C dans l'air

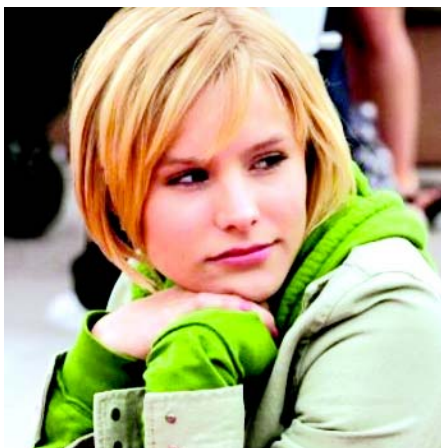
**18.45** Arte info  
**19.00** Les nouveaux paradis  
**19.45** Courant alternatif  
**Film réalisé par Lars Jessen**  
**Avec Gabriela Maria Schmeide, Peter Lohmeyer, Franz Dinda, Nina Petri**  
En Allemagne du Nord, en 1986. Le militantisme antinucléaire bat son plein. Opposants de la première heure au projet de réacteur nucléaire à Brokdorf, Peter, Eckardt, Gesine et Elli ont élu domicile dans la ferme du vieux Hein. Entre débats sur la non-violence, agriculture bio, amours tantriques, cigarettes hallucinogènes et rêves d'un monde meilleur, leur quotidien s'écoule doucement, rythmé par leur engagement politique. C'est alors qu'arrive dans le groupe Hanne la citadine et son fils Niels, un adolescent de 17 ans.  
**21.20** Berlin, New York et la musique «underground»  
**22.15** Depeche Mode  
**00.10** Arte culture  
**00.25** Fucking Sheffield  
**02.00** Dans l'ombre de la Lune



TF1 19.45

## LES MONDES D'USHUAÏA

**- Libres et sauvages**  
**Magazine présenté par Nicolas Hulot**  
Pour cette deuxième émission exceptionnelle, Nicolas Hulot voyage à travers les continents, dans les airs, sur la terre ou sous les eaux, cherchant à comprendre ce qui pousse les êtres vivants à migrer, à se mettre en mouvement, condition parfois de la survie des espèces. Ce «voyage des voyages» mène le journaliste explorateur sur les traces d'animaux emblématiques comme le grand requin blanc, les oies sauvages ou le narval. Entre chaque découverte, Nicolas Hulot tente de répondre à quelques questions. Pourquoi les animaux se lancent-ils dans des migrations ?



M6 21.40

## APPARITIONS

**Film américain**  
**Avec Ted Danson, Mary Steenburgen, Diane Ladd, Jack Palance**  
Au chevet de sa mère mourante, un quadragénaire se souvient de son enfance, marquée par son don de médium et par l'ostracisme dont il était victime. Capable de visualiser les morts et de communiquer avec eux, James était chargé par les revenants de transmettre des messages à certains vivants. Mais lorsque l'enfant s'acquittait de sa tâche, il suscitait l'effroi de ses interlocuteurs. Les années ont passé et James, sur l'injonction de sa mère, a cessé de parler de ses dons. Mais, alors qu'il veille sa mère, James voit six garçonnets se matérialiser devant ses yeux et lui demander de faire toute la lumière sur les crimes odieux qui les ont envoyés ad patres...



CANAL+ 19.40

## FLASHPOINT

**- Pour le meilleur et pour le pire**  
**Série réalisée par Clark Johnson**  
**Avec Hugh Dillon, Enrico Colantoni, Chandra West, Kenneth Mitchell**  
Rebecca Kessfield découvre sa petite sœur Sadie allongée sur le sol de sa salle de bains. Une fois de plus, elle a été agressée par Pete, son mari, officier de police. Rebecca s'empare de l'arme de son beau-frère et l'entraîne à bord de son bateau. Lorsqu'elle reprend ses esprits, Sadie informe un ami juriste des intentions de sa grande sœur. Prévenue, l'Unité de réponse stratégique boucle rapidement la marina. Les membres de l'équipe doivent mettre de côté leurs opinions personnelles s'ils veulent mener à bien cette opération...



## 21.45 Cauet retourne la méthode



**Présenté par Cauet, Cécile de Ménibus**  
En compagnie de sa blonde acolyte, Cauet présente durant tout l'été un best of de ses émissions emblématiques : «La Méthode Cauet» et «Cauet retourne la télé». Au gré de six rendez-vous, il reviendra sur les moments les plus marquants de ses shows télévisés, s'offrant également une petite incursion du côté des coulisses et des secrets de tournage.  
**23.30** Secret Story  
**00.25** Sept à huit



## 19.40 Eternelle



**Série française**  
**Avec Claire Keim, Guillaume Cramoisan**  
Yann et la jeune amnésique partent à la recherche d'une lycéenne disparue depuis six ans. Elle, qui possède d'étranges pouvoirs lui permettant de lire dans les pensées, va assez rapidement retrouver l'adolescente, dans un état critique. L'étudiante est, en effet, droguée, très malade et totalement intransportable.  
**21.40** Apparitions  
**01.05** M6 Music / Les nuits de M6



## 22.35 Romanzo criminale



**Série réalisée par Stefano Sollima**  
**Avec Francesco Montanari, Marco Bocci**  
Enlisé dans une sombre histoire de drogue et de jeu, le neveu de Puma, un boss à la retraite, est assassiné. Le Libanais ayant fait main basse sur les trafics et les tripots, Puma le croit coupable et tente de l'abattre, sans succès. Le chef de la bande enrage à l'idée que de l'héroïne circule derrière son dos.  
**00.30** Spécial investigation  
**01.25** Golf



**17.00** TV5MONDE, le journal  
**17.20** L'invité TV5MONDE  
**17.30** Rêves d'hôtels  
**17.40** Catherine  
**18.05** Tout le monde veut prendre sa place  
**19.00** Journal (TSR)  
**19.30** Journal (France 2)  
**20.00** Ecran vert  
**21.30** Les grands explorateurs  
**21.45** TV5MONDE, le journal  
**22.00** TV5MONDE, le journal Afrique  
**22.15** Temps présent  
**23.15** Au clair de la Lune  
**00.45** Village en vue



**09.10** Plus belle la vie  
**10.05** Dead Like Me  
**10.50** 15/A  
**11.45** La porte ouverte à toutes les fenêtres  
**12.25** Eloïse Rome  
**13.30** Bugs  
**14.25** New York 911  
**15.55** 15/A  
**16.45** Dead Like Me  
**17.40** Plus belle la vie  
**18.45** La porte ouverte à toutes les fenêtres  
**19.35** Liberté-Oléron  
**21.20** Chili con carne  
**23.00** New York 911



**09.15** Les enquêtes impossibles  
**11.10** Total déco  
**11.35** Rendez-vous avec...  
**11.55** Les vacances de l'amour  
**12.50** Le Boiteux  
**14.30** Docteur Claire Bellac  
**16.10** Total déco  
**16.40** Rendez-vous avec...  
**17.10** Le fugitif  
**18.45** Dragon Ball Z  
**19.35** Profiler  
**21.15** The Shield  
**23.30** Actu ciné  
**23.40** Journal  
**01.25** Le rouge et le noir





**06.15** Sabah El Kheir  
**09.00** Dessins animés  
**09.30** Emission UFC  
**10.30** El-Wahimoune  
**11.30** Documentaire  
**12.45** Journal télévisé (2ème Edition)  
**13.15** Prière du

vendredi  
**14.00** Chants religieux  
**14.15** Fadha El-Djoumoua  
**15.15** Tamourth E-Nagh  
**16.00** Irchadat Tibiya  
**17.00** Tariq Essalama  
**17.30** Alem E-Sayarat  
**18.00** Journal télévisé amazigh  
**18.30** Hadith Dini

**18.45**  
**Fatawa Ala Hawa**

**20.00** Journal télévisé  
**21.00** Film  
**22.30** Documentaire  
**23.00** Concert de chant  
**23.15** Marma Emission sportive



**19.35 Aller-retour dans la journée**



**08.55** Foudre  
**10.00** Slam  
**10.30** Les Z'amours  
**11.05** Tout le monde veut prendre sa place  
**12.00** Journal  
**12.50** Faits divers, le mag  
**13.35** Maigret  
**15.15** Nestor Burma  
**16.40** Côté match du jour  
**16.50** Les meilleurs moments de Fort Boyard  
**17.50** Le 4e duel  
**18.55** Météo des plages  
**19.00** Journal  
**19.34** Météo 2

**Film français**

**Avec Line Renaud, Pierre Arditi**  
Difficile pour Elise de ne jamais voir son fils François, célèbre PDG du deuxième groupe pétrolier européen. Cet homme pressé n'accorde à sa mère qu'un seul appel téléphonique chaque jeudi de 10h30 à 10h32 ! C'est vrai, François n'oublie jamais un anniversaire. Elise reçoit chaque fois un bouquet célébrant bien trop tristement chaque nouvelle année passée loin de son petit.  
**21.05** La boîte à musique de Jean-François Zygel  
**22.40** Journal de la nuit  
**22.55** Un jour, un destin  
**00.20** Dans le secret des lycées



**19.35 Thalassa**



**Magazine présenté par Georges Pernoud - Sainte-Hélène**  
Sainte-Hélène doit sa réputation à l'exil de Napoléon Bonaparte. Toujours isolée du monde, elle se révèle pourtant être bien autre chose qu'une île-prison.  
**- Uruguay : le festin des lions**  
La réserve naturelle de l'Isle de Lobos abrite l'une des plus grandes populations de lions marins au monde. Aujourd'hui protégés, 100 000 otaries et lions marins sont devenus la hantise des pêcheurs.  
**21.25** Soir 3  
**21.55** Tout le sport  
**22.05** City Homicide, l'enfer du crime  
**23.30** NYPD Blue  
**00.20** Soir 3



**arte**

**09.15** Question maison  
**10.02** Silence, ça pousse !  
**10.05** Conte des grandes prairies  
**10.55** Midi les zouzous  
**12.55** Coup de frein sur la voiture  
**13.55** A la conquête de la Lune  
**14.40** Huaorani, le peuple de la forêt  
**15.35** SOS maison  
**15.45** Patagonie à tous vents  
**16.45** C dans l'air

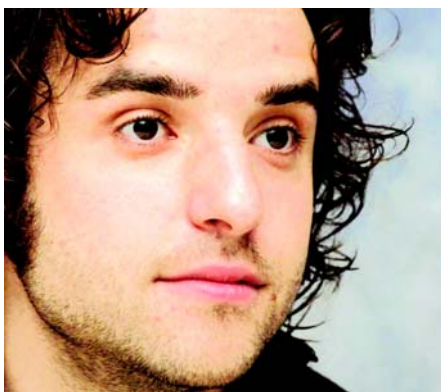
**18.45** Arte info  
**19.00** Les nouveaux paradis  
**19.45** Double jeu  
**Film réalisé par Achim von Borries**  
**Avec Senta Berger, Rudolf Krause, Gerd Anthoff, Thomas Sarbacher**  
Hans Gerber, un pensionnaire du prestigieux internat Mariaheil, est retrouvé grièvement blessé. L'enquête révèle que les coups de feu qui l'ont plongé dans le coma venaient d'une arme de service, celle du commissaire Reiter, le supérieur d'Eva Maria Prohacek. Lorsqu'il est interrogé, le suspect se montre arrogant et peu coopératif. Mais, même si Eva Maria le croit capable de tout, elle ne comprend pas pourquoi il tirerait sur un garçon qu'il semble ne pas connaître.  
**21.10** Mistresses  
**22.05** Quand la pub se rebelle  
**23.00** Court-circuit  
**23.35** Les lycéens ont la parole  
**23.45** Arte culture  
**00.00** Dernier domicile connu  
**02.00** Les Moghols, l'empire des guerriers



**TF1** 19.45

**LES EXPERTS : MANHATTAN**

**- Voleuse de luxe**  
**Série américaine**  
**Avec Nelly Furtado, Gary Sinise, Melina Kanakaredes, Carmine Giovinazzo**  
Un agent de sécurité qui travaillait sur la 5e Avenue de New York a été assassiné dans un magasin de vêtements. Ava Brandt, réputée pour être une voleuse à l'étalage, fait partie des principaux suspects. Ava a la particularité de commettre ses méfaits sur commande. Il existe donc un inconnu qui serait indirectement responsable du crime. Les experts examinent la scène du crime pour trouver des indices. Par ailleurs, Mac enquête sur le décès d'un étudiant qui participait activement à la rédaction du journal de son université.



**6** 21.05

**NUMB3RS**

**- L'art de l'illusion**  
**Série américaine**  
**Avec Rob Morrow, David Krumholtz, Peter MacNicol, Sophina Brown**  
La population de Los Angeles est sous le choc. Une bande de braqueurs sans pitié a pris en otages les passagers d'un bus touristique qui circulait sur Hollywood Boulevard. Les autorités redoutent que l'affaire ne se termine dans un bain de sang. Le FBI sollicite l'aide du SWAT afin de vérifier s'il est possible de négocier avant de neutraliser les malfaiteurs. Mais lorsqu'une intervention musclée est finalement ordonnée, Don réalise trop tard que les preneurs d'otages ont en fait réussi à les berner. Très vite, le FBI tente de localiser les braqueurs et de comprendre quels sont leurs véritables objectifs.



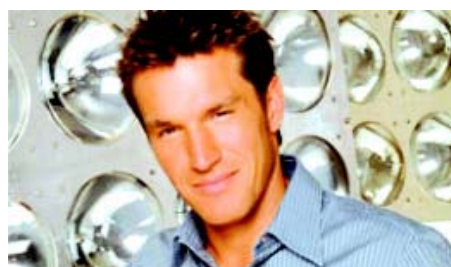
**CANAL+** 21.40

**LE RETOUR DE K2000**

**- Le robot tueur**  
**Série américaine**  
**Avec Justin Bruening, Deanna Russo, Bruce Davison, Yancey Arias**  
Un technicien est retrouvé mort par Zoe dans les locaux de Knight Industries. Et Charles Graiman en personne est victime d'une tentative de meurtre. L'équipe doit découvrir l'identité de l'agresseur, qui est apparemment un membre de leur organisation. Le complexe est bouclé pour empêcher l'individu de s'enfuir. Quant à Mike et Sarah, ils se trouvent bloqués au-dessus de l'océan, à bord d'un avion-cargo et en compagnie de Kitt, dont le programme d'auto-destruction a été initialisé. Toute l'équipe va tenter de retrouver au plus vite le coupable de ces funestes agissements...



**21.15 Secret Story**



**Présenté par Benjamin Castaldi**

Suspensions, faux-semblants, mensonges et manipulations : cette session de «Secret Story» est plus trash que jamais ! Les candidats n'ont peur de rien : pour gagner et faire tomber leurs congénères, ils sont prêts à tout ! Les couples qui se forment sont-ils sincères ? Cindy n'avait-elle pas été nommée par son «meilleur ami» de l'époque, le Belge Nicolas ?  
**22.55** Love and bluff : qui de nous 3 ?  
**00.25** Inside : les grandes enquêtes de l'été



**19.40 Total Wipeout, ça va dérapier !**



**Présenté par Stéphane Rotenberg, Sandrine Corman, Alex Goude**

C'est un parcours totalement déjanté qui réunira les candidats de «Total Wipeout» ! Le sympathique jeune homme araignée, l'étonnante femme élastique, l'ineffable géant vert, l'intrépide femme la plus zen du monde, mais aussi le spectaculaire roi du roller - et bien d'autres - vont faire la démonstration de leurs super pouvoirs.  
**21.05** Numb3rs  
**00.25** Club



**19.45 Rugby**



**- Toulon / Stade Français**

Championnat de France Top 14. 1re journée. Toulon / Stade Français. L'un des principaux intérêts de ce match est la présence, au sein de l'effectif toulonnais, de l'ouvreur anglais Jonny Wilkinson. Ce joueur emblématique du rugby moderne est une pièce maîtresse du RC Toulon.  
**21.40** Le retour de K2000  
**22.20** Mensomadaire  
**22.50** Les bonus de Guillaume  
**22.55** Golf  
**00.55** Surprises



**17.00** TV5MONDE, le journal  
**17.20** L'invité TV5MONDE  
**17.30** Rêves d'hôtels  
**17.40** Catherine  
**18.05** Tout le monde veut prendre sa place  
**19.00** Journal (TSR)  
**19.30** Journal (France 2)  
**20.00** Panique dans l'oreillette  
**22.00** TV5MONDE, le journal  
**22.15** TV5MONDE, le journal Afrique  
**22.30** L'objet du scandale  
**23.30** M pour musique  
**00.20** J'ai vu changer la Terre



**09.10** Plus belle la vie  
**10.05** Dead Like Me  
**10.50** 15/A  
**11.45** La porte ouverte à toutes les fenêtres  
**12.25** Eloïse Rome  
**13.25** Avis de sortie  
**13.30** Bugs  
**14.25** New York 911  
**15.55** 15/A  
**16.45** Dead Like Me  
**17.40** Plus belle la vie  
**18.45** La porte ouverte à toutes les fenêtres  
**19.35** Doctor Who  
**21.50** Invasion  
**23.45** Six pieds sous terre  
**01.30** Programmes de la nuit



**09.15** Les enquêtes impossibles  
**11.10** Total déco  
**11.35** Rendez-vous avec...  
**11.55** Les vacances de l'amour  
**12.50** Le Boiteux  
**14.30** Docteur Claire Bellac  
**16.10** Total déco  
**16.40** Rendez-vous avec...  
**17.10** Le fugitif  
**18.45** Dragon Ball Z  
**19.35** Qui mange quoi ?  
**21.10** Journal  
**21.15** Catch Attack  
**00.10** Le rouge et le noir  
**02.10** Les vacances de l'amour



## Un ministre israélien favorable au gel de la colonisation demandé par Obama

Le ministre israélien du Commerce et de l'Industrie Binyamin Ben Eliezer s'est déclaré mercredi favorable au gel de la colonisation en Cisjordanie réclamé par le président américain Barack Obama. «Pour Israël, il ne faut pas que l'Amérique soit faible, nous sommes liés à elle, nous ne devons pas nous opposer aux Américains», a affirmé M. Ben Eliezer, un ministre travailliste, à la radio publique. «Si les Américains l'ont demandé (de geler de la colonisation, ndlr) il faut le faire», a ajouté M. Ben Eliezer. L'administration de Barack Obama exige un gel total de la colonisation en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-est en vue de relancer le processus de paix entre Israël et les Palestiniens. Selon un rapport officiel, plus de 300.000 colons israéliens vivent en Cisjordanie. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu soutient en revanche que la construction doit continuer dans les colonies pour répondre à la croissance démographique «naturelle» des habitants et considère l'ensemble de la ville sainte comme sa capitale unifiée.

## Manoeuvres aéronavales Israël/Turquie/ Etats-Unis en Méditerranée

Israël, la Turquie et les Etats-Unis doivent participer du 17 au 21 août à des manoeuvres aéronavales conjointes en Méditerranée orientale, a annoncé mardi un communiqué de l'armée israélienne. Ces manoeuvres, les dixièmes du genre en dix ans, sont baptisées «Reliant Mermaid X» («Sirène confiante») et permettront d'augmenter la coordination des commandements militaires des trois pays lors d'exercices de sauvetage en mer. Selon le communiqué, huit bâtiments de guerre, quatre hélicoptères et trois avions de reconnaissance et de sauvetage en mer des trois pays seront impliqués dans ces manoeuvres. Israël et les Etats-Unis sont liés par un accord de coopération stratégique. La Turquie, pays musulman mais Etat laïque, est par ailleurs le principal allié régional d'Israël. Tous deux ont noué des liens économiques étroits depuis la signature d'un accord de coopération militaire en 1996.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Gaza: des Palestiniens agitant le drapeau blanc tués par l'armée israélienne

L'armée israélienne a tué onze civils palestiniens alors qu'ils agitaient le drapeau blanc, durant son offensive de décembre/janvier dans la bande de Gaza, a affirmé l'organisation Human Rights Watch (HRW) dans un rapport publié jeudi.

Selon ce rapport de 63 pages, établi à partir de témoignages, d'examen médicaux et balistiques, les soldats israéliens ont tué dans sept cas séparés 11 civils palestiniens, dont cinq femmes et quatre enfants, et ont blessé au moins huit autres ar-

borant le drapeau blanc pour être épargnés. «Ces civils étaient en groupes et agitaient un T-shirt ou un foulard. Il n'y avait aucun combattant palestinien dans les parages à ce moment-là», souligne HRW qui appelle l'armée à ouvrir une enquête sur ces morts. Il précise que ces 11 civils n'ont pas servi de boucliers humains aux combattants du Hamas et n'ont pas non plus été victimes d'échanges de tirs. «Les soldats israéliens n'ont, au meilleur des cas, pas pris les précautions né-

cessaires pour distinguer les civils des combattants avant d'ouvrir le feu, comme l'exigent les lois de la guerre», ajoute-t-il. «Dans le pire des cas, ils ont délibérément attaqué des civils, et sont donc responsables de crimes de guerre», dit-il encore. Ce rapport est le sixième de HRW sur cette opération.

Selon les services de santé palestiniens, 1.400 Palestiniens ont été tués et quelque 5.000 blessés durant l'offensive militaire israélienne contre le Hamas dans la bande de Gaza.

## La demande mondiale de pétrole devrait reculer de 2,7% en 2009



La demande mondiale d'or noir devrait être un peu plus élevée que prévu en 2009, en raison d'un regain de consommation en Asie, mais elle reculera toutefois de 2,7% par rapport à l'an dernier, a estimé mercredi l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son rapport mensuel. L'organisation internationale, qui représente les intérêts des pays industrialisés, s'attend désormais à ce que la demande atteigne 83,94 millions de barils par jour (mbj) cette année, soit 2,3 mbj de moins que l'an dernier, mais 190.000 bj de plus que dans son rapport du mois dernier. L'Agen-

ce explique que cette révision est en grande partie due à une demande plus forte que prévu en Inde et en Arabie Saoudite. C'est la deuxième fois en trois mois que l'AIE revoit sa prévision de demande à la hausse. En mai, elle estimait que la consommation d'or noir allait reculer de 3% en 2009, soit sa plus forte chute annuelle depuis 1981.

Cependant, la faiblesse de la consommation reste la «principale caractéristique» du marché de l'or noir, souligne l'Agence.

«Il y a peut-être des signes de reprise économique, mais les automobilistes ont réduit

l'utilisation de leur voiture», remarque-t-elle, en notant que la consommation mondiale d'essence «reste significativement basse». Pour 2010, l'Agence basée à Paris prévoit un rebond de la consommation de 1,6% à 85,3 mbj, qu'elle impute à la croissance des pays en développement, en particulier de la Chine. Ce pays a connu un «fort rebond de la demande au cours des trois derniers mois» en raison de «la reprise économique», note-t-elle, prévoyant une consommation chinoise d'or noir en hausse de 2,8% en 2009 et de 4% en 2010.

## Le président du Costa Rica souffre de grippe porcine

Le président du Costa Rica, Oscar Arias, prix Nobel de la paix et médiateur dans la crise née au Honduras du coup d'Etat contre Manuel Zelaya, a été contaminé par la grippe porcine et placé en isolement à son domicile, a annoncé son frère, le ministre à la Présidence Rodrigo Arias. M. Arias, 67 ans, devra observer un repos d'au moins une semaine en isolement chez lui, mais il ne déléguera pas pour autant ses pouvoirs au président du Congrès, Francisco Antonio Pacheco, a-t-il ajouté.

«On l'a informé dans l'après-midi qu'il avait contracté le virus de la grippe A (H1N1)», a indiqué le ministre. Le président Arias souffre d'asthme chronique et s'était soumis à des examens après plusieurs jours de grippe. La grippe A (H1N1) a fait 27 morts au Costa Rica, où plus de 800 malades ont été contaminés.

## Fraude fiscale: accord entre les USA et la banque suisse UBS

Les USA et la banque d'affaires suisse UBS sont parvenus à un accord pour régler un litige dans lequel Washington accuse UBS de fraude fiscale, ont annoncé les avocats mercredi au juge en charge du dossier à Miami (Floride, sud-est). L'avocat du gouvernement américain Stuart Gibson n'a donné aucun détail sur les termes de l'accord lors d'une conférence téléphonique avec le juge fédéral Alan Gold et les avocats de la banque suisse. «Les parties ont paraphé des accords», a-t-il expliqué. «Il faudra encore un peu de temps avant qu'ils soient entérinés dans leur forme définitive», a-t-il précisé. Dans l'immédiat les Etats-Unis et UBS ont demandé un nouveau report du procès - prévu pour s'ouvrir lundi 17 août -, a déclaré l'avocat.

Mais «dès que les accords seront enregistrés, les parties demanderont formellement que l'affaire soit classée», a-t-il précisé.

## Une musulmane interdite de piscine en France pour port du «burkini»

Une femme d'une trentaine d'années a été interdite de baignade fin juillet à la piscine d'Emerainville, à l'est de Paris, pour avoir porté un «burkini», maillot de bain islamique composé d'un voile, d'une tunique et d'un pantalon large, a-t-on appris mercredi. Cette habitante d'Emerainville «est venue se baigner une première fois avec ce maillot de bain islamique et la deuxième fois, le 27 juillet, elle a été interdite de baignade par les fonctionnaires de la piscine intercommunale qui lui ont rappelé le règlement en vigueur dans toutes les piscines, qui interdit la baignade habillée», a expliqué à l'AFP Daniel Guillaume, vice-président du syndicat d'agglomération.

Selon M. Guillaume, «cette femme, ainsi qu'une autre femme ont voulu déposer une plainte au commissariat de Noisiel début août mais la plainte a été refusée». Au parquet de Meaux, «aucune plainte n'a été enregistrée», a-t-on affirmé de source judiciaire. Pour le maire de la commune, Alain Kelyor (UMP, droite au pouvoir), «tout cela n'a rien à voir avec l'islam, car le règlement intérieur des piscines refuse que l'on se baigne tout habillé, pour des principes d'hygiène, comme c'est le cas pour les caleçons». Par ailleurs, «ce n'est pas un maillot de bain islamique, ce genre de maillot n'existe pas dans le Coran», a-t-il ajouté. Selon le quotidien Le Parisien, la jeune femme, une «Française de souche convertie à l'islam depuis ses 17 ans», avait ramené son «burkini» d'un voyage à Dubaï.

## EDITORIAL

Par K. Selim

### L'ÉTENDARD D'UNE TRISTE CAUSE

est exact que le Soudan n'est pas seul à faire assaut de bigoterie. Les Etats de cette partie du monde, en déficit de droit, ont naturellement tendance à adopter les postures les plus conservatrices pour satisfaire aux critères de moralité obscurantiste d'un patriarcat épuisé. La tartufferie est ainsi érigée en mode de gouvernement. Aux yeux des faux dévots et des plus bornés, le régime se refait une virginité à coups de trique sur le dos des femmes assimilées au démon. Le wahhabisme a fixé les règles archaïques de ce jeu misogyne dont l'arc arabo-musulman paye un prix social et politique des plus élevés.

Le Soudan, pays pauvre malgré un immense potentiel, subit comme beaucoup une gouvernance qui ne se caractérise guère par la probité et la compétence, mais où la bigoterie atteint des sommets. L'ennemi du Soudan n'est pas le sous-développement, ni l'analphabétisme triomphal, ni l'épouvantable misère du plus grand nombre. L'ennemi est le pantalon féminin. Et dans le combat douteux con-

tre un ennemi sans défense, les armes de l'arsenal juridique du pays des deux Nil sont le fouet et l'interdiction de sortie du territoire.

Le crime de lèse-patriarcat est grave pour qu'en sus du knout, une telle mesure soit édictée. Le procès vestimentaire - la pantalonnade ? - doit se tenir le 6 septembre, le temps que l'éminente justice soudanaise vérifie l'existence d'une immunité onusienne qui permettrait à la journaliste d'éviter le supplice et aux institutions de ce pays de sombrer davantage dans l'ignominie.

L'histoire, de bout en bout, serait parfaitement comique s'il ne s'agissait de l'intégrité physique d'un être humain. Les châtiments corporels sont une atteinte majeure aux droits de l'homme. A cette aune, battre une femme est le comble de l'indignité. L'ancienne tradition chevaleresque arabe prohibait strictement toute violence à l'encontre des femmes. Les dirigeants de Khartoum n'en ont pas le moindre souvenir et assument le scandale de leurs effroyables retards. Ce pantalon, qui cache mal la déshérence soudanaise, est l'étendard d'une triste cause. On le voit sans être grand clerc, l'indécence n'est certainement pas dans la tenue de madame Loubna Al Hussein.